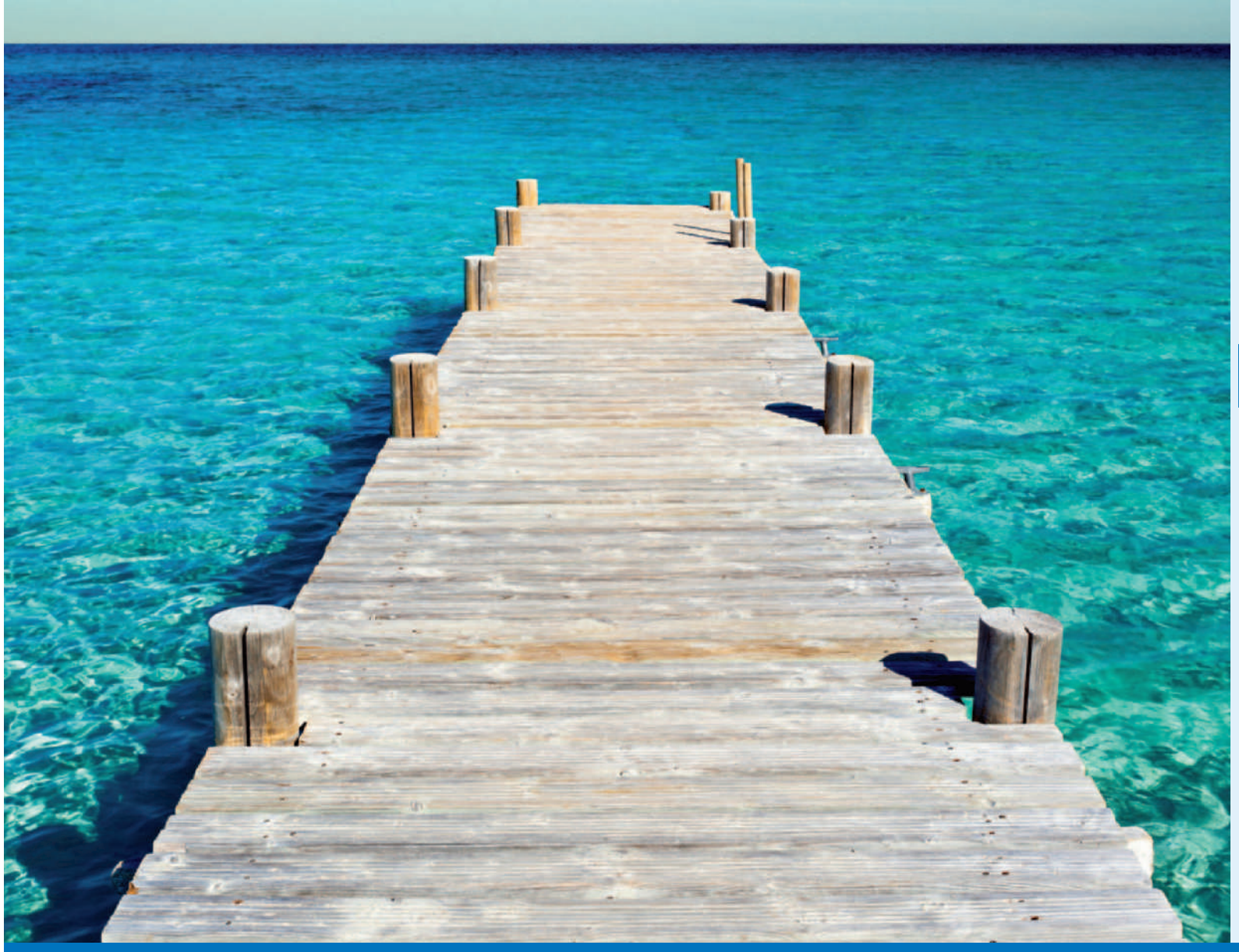
JDP

Journal des Professionnels

LES POINTS DE PRESSE DE L'ENTREPRISE

ÉDITION POITOU-CHARENTES - LIMOUSIN - VENDÉE | JUIN-JUILLET-AOÛT 2012

Collectivités locales et chambres consulaires : un rôle économique décisif



ASSURANCES ET MUTUELLES p. 18

Se protéger et protéger sa famille

Revues de presse Poitou-Charentes, Vendée, Limousin

CLASSEMENT RÉGIONAL p. 28

Top 100 et Tops 10 des entreprises

altares
La connaissance inter-entreprises

LES BONS PLANS DE L'ÉTÉ p. 34

Festivals et sites insolites

JDP110.indd 1 14/06/12 11:03

REGION Poitou Charentes
l'excellence environnementale

Pôle ÉCO-INDUSTRIES Poitou-Charentes

la croissance verte

→ Entrée libre

12 & 13 octobre 2012

Espace Encan
LA ROCHELLE (17)

Entreprises, Innovation, Formations

Salon de la Croissance Verte et des Éco-Industries©

Avec le concours financier de la Région Poitou-Charentes, l'Ademe et l'Union Européenne

Union Européenne investit dans votre avenir

l'Europe s'engage en Poitou-Charentes avec le FEDER

ADEME Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Fonds Régional d'Excellence Environnementale Poitou-Charentes

Caisse des Dépôts DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

salon.croissanceverte.poitou-charentes.fr

SIGNALS LA ROCHELLE

N°1

de la Signalisation et de l'Équipement de Sécurité

Un large choix de matériel professionnel parmi plus de **30 000 produits** pour répondre à vos attentes dans les plus brefs délais.
Des conseillers spécialisés vous accompagnent pour choisir la solution adaptée à votre besoin et chiffrer votre demande.

Boutique expo-vente du lundi au vendredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h

> Fabricant concepteur de votre signalisation depuis 30 ans

SÉCURITÉ

ROUTIÈRE

FABRICATION PERSONNALISÉE

- Conception
- Fabrication
- Personnalisation

Contactez-nous pour réaliser facilement votre panneau sur mesure.

CHANTIER

Z.I. de Périgny - Rond-point de la République 17187 PERIGNY Cedex - Tél 05 46 30 66 00 - Fax 05 46 30 66 01

www.signals.fr

ÉDITO

par Loïc Pelletier

UNE HISTOIRE DE CARGO

Ce numéro aborde les relations entre les collectivités locales et les entreprises : sujet éternel et offrant tant de pièges et d'incompréhensions, que ce soit pour la collectivité qui investit souvent pour des entreprises qu'elle juge vite comme «ingrates» ou en pure perte, ou que ce soit pour l'entreprise qui se sent mal comprise et pas soutenue à hauteur de ses espérances. Il est vrai que le contexte des lois de décentralisation privilégie un maillage souvent trop fin par rapport aux enjeux économiques du jour qui dépassent tous le simple territoire du «pays» ou de l'agglomération.

Comment ne pas se souvenir à ce propos du récit d'ethnologues du début du XXème siècle observant dans des îles du Pacifique le culte rendu par les indigènes au «cargo» qui leur avait un jour apporté des marchandises dont ils ne soupçonnaient pas l'existence et qui avait été commandé par des Blancs qui semblaient donc les obtenir par faveur divine et mystérieuse. Ils attendaient en vain le retour du cargo, sans avoir compris la grande complexité économique et industrielle qui se cachait derrière ce raccourci logistique !

N'est ce pas encore un peu le cas parfois chez nous ?

En fait le développement de territoires passe d'abord par celui de filières qui intègrent un maximum de valeur ajoutée et d'expertise locale. Quelle est en effet la valeur ajoutée pour la collectivité de la compétition de zones d'activités concurrentes qui obéissent d'abord à des ambitions purement locales ? N'est-ce pas là la première cause de la disparition des territoires agricoles que l'on observe autour des villes comme autour du moindre village ?

Continuons de peaufiner nos atouts que sont les filières du cognac, de l'aéronautique et du ferroviaire avec leurs sous-traitants, du tourisme, de l'industrie nautique, le tout dans un esprit de concertation et non de compétition entre cités. Il est vrai que la logique de filière implique une répartition des activités selon une cohérence dont les premiers critères sont l'économie (coût et qualité), avant la répartition territoriale. Il en est ainsi aussi de la formation technique qui doit trouver le meilleur compromis entre proximité des élèves et densité afin de proposer un enseignement de qualité.

Le succès croissant du port de La Rochelle est à inscrire au rang des réussites de cette décennie. Il est certainement à accompagner, avec les industries qui gravitent autour et les infrastructures de transport terrestre qu'il nécessite. Et là, les cargos ne sont pas un mythe !

Pour les prochaines années, les investissements publics vont évidemment se raréfier, mais il restera comme première ressource l'intelligence collective qui doit se manifester d'abord à travers ces filières pour concentrer nos ressources là où c'est vraiment nécessaire. Le millefeuilles de nos collectivités saura t-il prendre le recul nécessaire et les élus auront-ils l'humilité ou le courage de parfois jouer collectif, c'est-à-dire de savoir s'effacer pour venir en soutien d'un équipier mieux placé afin de garder au jeu toute sa vivacité et donc son efficacité ?

Loïc Pelletier
Président du Directoire de Coop Atlantique
Vice-Président du Medef de Charente-Maritime

SOMMAIRE

REVUES DE PRESSE
- des professionnels 4
- de l'entreprise 5
- internationale 6
- européenne 7

ACTUALITÉS
- Poitou-Charentes 13
- Limousin 16
- Vendée 17
- Les Entreprises qui bougent 24

DOSSIERS
- Collectivités locales p. 7
  Rôle des collectivités locales dans le développement économique régional
  La panne sèche du financement des collectivités locales
  A quoi servent les chambres consulaires ?
  Les appuis aux entreprises
  L'open data est en marche
- Assurances et mutuelles p. 18
  Protéger sa famille, ses salariés, son entreprise
  Les solutions financières pour les particuliers
  Les solutions financières pour les entreprises
- TOP 100 et TOPS 10 des entreprises de la région p. 28
  En partenariat avec Altarès
  Classement global
  Classement par secteurs d'activités
- Les bons plans de l'été p. 34
  Fêtes et festivals en région
  Tourisme régional et sites insolites

INFORMATIONS JdP
JDP Sarl
19 avenue Philippsburg - 17410 St-Martin-de-Ré
N°ISSN 1156-8801 - N° Dépôt légal : 367
RCS La Rochelle 397 764 358
Tél. 05 46 34 59 76 - Fax. 05 46 00 09 55
e-mail : journaldespros@wanadoo.fr

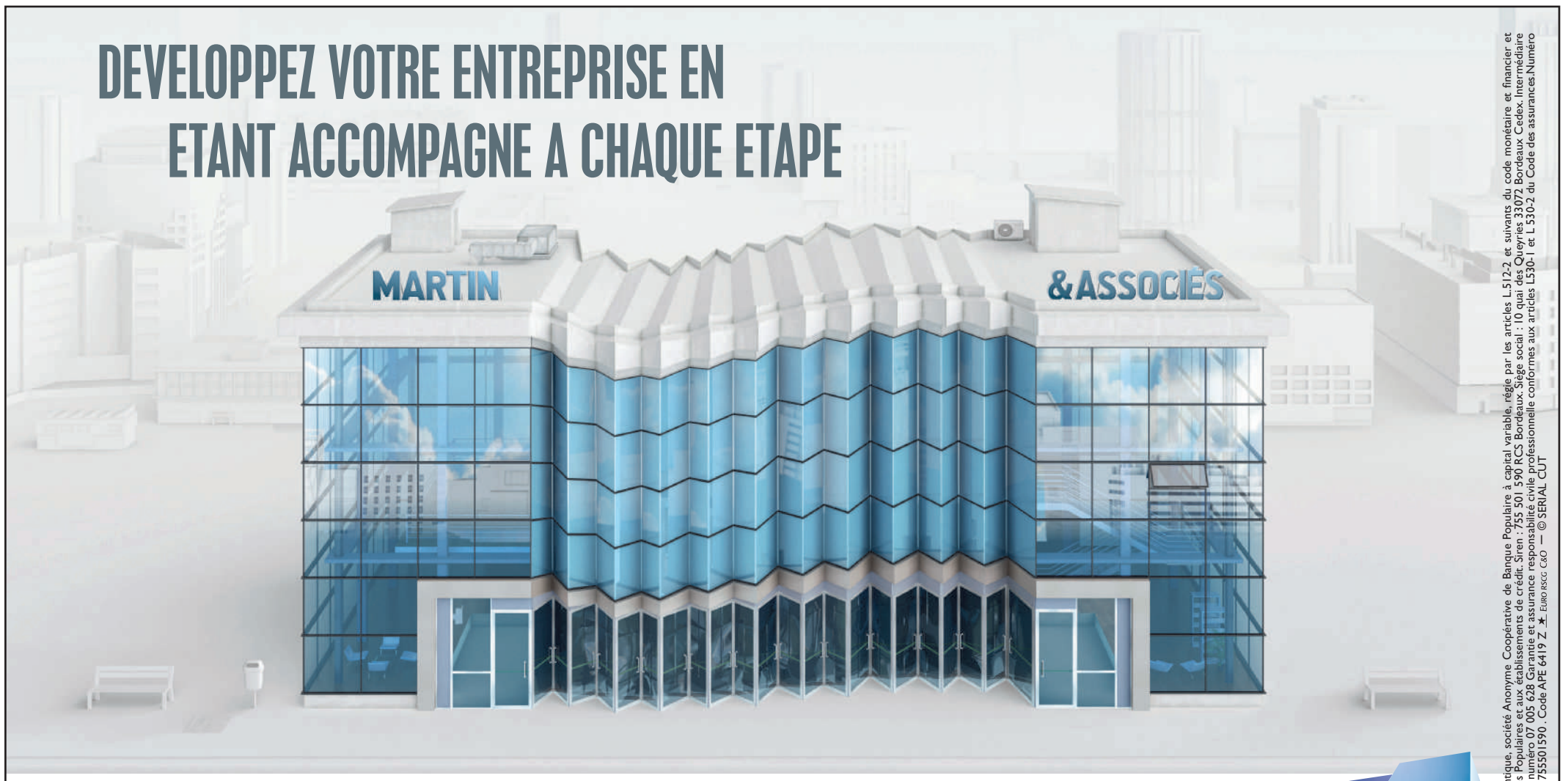
POITOU-CHARENTES-LIMOUSIN VENDÉE : EDITION MASTER
Directrice de Publication : Nathalie Vauchez
Directeur de la Rédaction : Didier Reuter
Dossiers et revues de presse : Didier Reuter
Rédaction actualités régionales, entreprises qui bougent, Europe : Yves Guérin

Régie publicitaire : • Rhéa Marketing
19 av. Philippsburg - BP 43 - 17410 St-Martin-de-Ré
Tél. 05 46 00 09 19 - Fax 05 46 00 09 55
Mail : rhea@rheamarketing.fr
• Karen Legot (assistante) 05 46 28 25 32
Sortie JdP N° 110 : 30 mai 2012
Cet exemplaire ne peut être vendu que par abonnement.
SITE : www.journaldesprofessionnels.fr

TECHNIQUE
Conception graphique, photogravure,
AlphaStudio La Rochelle : 05 46 45 42 26
Imprimerie : Roto Champagne
Tirage : 26.000 ex.
Photo couverture : Fotolia - Crédit photos : Fotolia - DR

JdP et Journal des Professionnels sont des marques déposées.
Les reproductions d'articles sont autorisées en partie ou en totalité, avec la mention JdP et l'indication éventuelle des sources.

Prochaine parution JdP : 19 septembre 2012 - Réservation de vos espaces publicitaires avant le 12 septembre - Tél. 05 46 00 09 19


DEVELOPPEZ VOTRE ENTREPRISE EN
ETANT ACCOMPAGNE A CHAQUE ETAPE
MARTIN
&ASSOCIÉS
4 agences entreprises à votre écoute sur votre territoire :
Niort, La Rochelle, Limoges et Angoulême.
Téléphone : 05 49 08 50 03 (prix d'un appel local).
Mail : ClientsEntreprisesNiort@bpaca.banquepopulaire.fr
BANQUE POPULAIRE
AQUITAINE
CENTRE ATLANTIQUE
www.bpaca.banquepopulaire.fr
BANQUE POPULAIRE
Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L.512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit. Siren : 755 501 590 RCS Bordeaux. Siège social : 10 quai des Queyries 33072 Bordeaux Cedex. Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le numéro 07 005 628 Garantie et assurance responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L530-1 et L 530-2 du Code des assurances.Numéro d'identification intracommunautaire FR66755501590 . Code APE 6419 Z

DISCRIMINATION

Alors que depuis 2002 la lutte contre le harcèlement moral pratiqué en entreprise figure dans le code pénal, le nombre de condamnations d'employeurs a sensiblement augmenté. Toutefois, avertit Loïc Scoarnec président de l'association Harcèlement moral stop, le salarié ne gagne pas à tous les coups en matière de harcèlement, discrimination ou racisme.

Il prévient que si *«Depuis juin 2006 on impose à l'employeur une obligation de résultats en matière de sécurité des salariés, en cas de conflit, c'est au harcelé d'apporter la preuve des faits. Alors, s'il n'a pas des écrits, des témoignages de collègues ou des attestations médicales, le procès est inutile»*.

Les 7 principaux motifs de discrimination dans l'entreprise (base 2010) :

27%	Origine ethnique
19%	Santé, handicap
6%	Age
5%	Activités syndicales
4,5%	Sexe
4,5%	Grossesse
2,5%	Orientation sexuelle

Source : La Halde

SANTÉ

UNE ESPÉRANCE DE VIE EN BONNE SANTÉ QUI RECULE

Une récente étude publiée par Eurostat indique que l'EVSI (espérance de vie sans incapacité) en France est l'une des plus mauvaises d'Europe en plaçant l'Hexagone en 10e position pour les femmes avec 63,5 ans et en 11e position pour les hommes avec 61,9 ans. Malgré le fait que la moyenne d'espérance de vie en France est l'une des plus importantes du monde avec 85,3 ans pour les Françaises et 78,2 ans pour les Français, il semble que ce soit une politique de prévention insuffisante liée à la dégradation des conditions de travail qui fait que l'on assiste à un net recul sur l'espérance de vie en bonne santé. Selon Jean-Marie Robine, directeur de recherche à l'Inserm, *«Cette évolution inquiétante provient d'une hausse de l'invalidité chez les moins de 65 ans.»*.

- **Espérance de vie en France (base 2012) :**

Femme	85,3 ans dont 21,8 ans avec incapacité
Homme	78,2 ans dont 16,3 ans avec incapacité

Sources : Eurostat, Ined, Inserm

PSYCHOLOGIE

LA RICHESSE ALTÈRE LES VALEURS MORALES

Une étude réalisée par des chercheurs canadiens et américains publiée par la revue scientifique Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS) démontre que *«Plus une personne est riche, moins elle a tendance à mettre en applications des valeurs morales»*. A l'issue de 7 expériences scientifiques, l'étude affirme que *«La classe sociale prédit positivement le fait de tricher»*. Cela est dû notamment à une absence de scrupule liée à la cupidité associée à une perception plus favorable de la permissivité qui en résulte (protection contre les ennuis, sentiment de domination sur le corps social…). De fait, l'absence de valeur morale parmi les individus les plus aisés n'est pas liée à l'âge, à l'ethnie, au sexe, à la religion ou à l'orientation politique mais à la possession de richesses. Pour le démontrer, la première expérience a consisté à observer le comportement des automobilistes en matière de refus de priorité à un carrefour routier. La seconde expérience s'est focalisée sur les cas de refus de laisser passer un piéton engagé sur un passage protégé. Pour ces deux expériences, les véhicules ont été classés en cinq groupes allant des épaves (groupe 1) aux voitures de luxe (groupe 5). Résultat des courses : presque 30% des voitures du 5e groupe n'ont pas respecté la priorité au carrefour soit 4 fois plus que les voitures des groupes 1 et 2, ainsi que 3 fois plus que les voitures des groupes 3 et 4. En ce qui concerne le refus de laisser traverser le piéton engagé, les résultats sont quasiment identiques pour ce qui concerne les grosses voitures de luxe.

DES EXPÉRIENCES PROBANTES

Une autre série d'expériences a permis d'étudier les individus sur les faits suivants : atteindre un but grâce à une entorse à la morale ; se procurer un bien de façon indue au détriment d'une autre personne ; pratiquer le mensonge lors d'une négociation ou encore apporter sa caution à quelqu'un qui aurait commis une faute professionnelle. Toutes les personnes ont été invitées à répondre à un questionnaire leur demandant si elles seraient prêtes à avoir ce type de comportement dans la réalité. Le résultat est sans appel ! Il existe bel et bien un lien entre la richesse de l'individu et sa propension à faire des entorses plus ou moins sévères à la morale.

Enfin, une dernière expérience destinée à prouver que la cupidité altère la loyauté et l'intégrité a été effectuée auprès d'un groupe de 200 personnes à l'occasion d'un jeu informatique consistant à un lancer de dés. La règle étant que ceux qui réussissaient à atteindre un score élevé pouvaient alors remporter une certaine somme. Sachant que le jeu était truqué et qu'il était impossible de faire un tel score… tous ceux qui y sont arrivés ont forcément triché par appât du gain. La morale de cette histoire est que les valeurs issues de l'argent et du business ne rendent pas forcément l'homme plus riche de l'intérieur !

MANAGEMENT

LE COWORKING

Né à San Francisco dans les années 2000, le coworking est un modèle de colocation fondé sur des bureaux partagés. Avec ce principe alternatif entre la joyeuse «coloc» et l'incubateur de projets déjà testé avec succès à Berlin, Londres ou New York, chacun peut venir travailler seul ou en équipe, un jour ou de manière permanente. Idéal pour les travailleurs indépendants (développeur web, graphiste, free lance, journaliste, architecte, designer…) le coworking permet, grâce au renouvellement régulier de ses locataires, de faire des rencontres professionnelles utiles, de développer son réseau et même de rencontrer des clients ou des partenaires potentiels pour un budget très raisonnable. Un bureau coûte 12€ la journée, ou entre 149 et 229€ par mois, selon que l'on souhaite ou non bénéficier d'une place fixe.

Pour Madeleine von Mohl, cofondatrice du Betahaus à Berlin (2000m² de bureaux en open space), le coworking est *«Un monde du travail qui combine les bons côtés de différents mondes du travail. Tu as tout ce dont tu as besoin pour travailler au quotidien – bureau, salle de conférence, imprimante, téléphone, wi-fi, open space, salle de réunion, café… mais rien de ce que tu ne veux pas – chef pénible, environnement désagréable – le tout combiné à des coworkers et à des spécialistes de tous les domaines qui peuvent t'inspirer»*. Elle préconise 5 conseils pour réussir son coworking :

- Ne pas avoir peur de faire le premier pas en allant se présenter dès le premier jour à tous les autres coworkers
- Participer aux activités collégiales afin d'élargir son réseau
- Parler doucement au téléphone en respectant le travail des autres
- S'entraider en donnant volontiers des conseils techniques à ceux qui vous le demandent
- Avoir toujours sur soi des cartes de visite pour saisir les opportunités de rencontre

Principales sources utilisées :
Challenges - L'Entreprise - Le Point - Planet.fr

HYPER U SAINTES - LA ROCHELLE
Coop Atlantique
DES PRIX HYPER BAS
UN CHOIX HYPER LARGE
&
HYPER BONS POUR L'EMPLOI
83% DES PRODUITS ALIMENTAIRES U SONT ÉLABORÉS EN PARTENARIAT AVEC DES ENTREPRISES FRANÇAISES
U LE COMMERCE QUI PROFITE A TOUS
les nouveaux commerçants

JDP110.indd 4 14/06/12 09:46

MARKETING

LES PISTES DU NOUVEL «MADE IN FRANCE»

Dans un contexte de contraction des économies nationales, il existe plusieurs pistes pour markétiser le «made in France» à condition d'avoir de très bons produits et de miser sur une véritable création de valeur ajoutée. Pour bénéficier de cette image positive auprès des clients et consommateurs en BtoC, l'objectif consiste à produire 100% français en relocalisant sa production et obtenir des coûts et des délais de livraison réduits grâce à l'avantage de la proximité géographique. La réactivité, la fiabilité, la créativité et la proactivité sont les incontournables du nouvel «made in France».

Ce que doivent faire les PME pour produire français et en être fiers :

- Opter pour la qualité, l'innovation et l'originalité
- Bannir le bas de gamme
- Réviser les méthodes de fabrication en misant sur les astuces de productivité et de réduction de coûts
- Rechercher la «French touch» en utilisant à fond le design comme innovation non technologique
- Miser au maximum sur l'identité régionale si le principal de la clientèle est local
- Communiquer hyperlocal (en fonction de chaque culture ou territoire) sachant que *«plus on se mondialise, plus on se tribalise»* selon le sociologue Michel Maffesoli
- Bomber le torse sur le territoire national en affichant sans complexe le logo bleu-blanc-rouge sur ses produits
- Utiliser le nouveau label «Origine France garantie», le seul label indépendant officiel qui garantit un cahier des charges
- Ne pas se montrer arrogant sur les marchés étrangers car ce qui est un avantage en France peut souvent devenir un handicap à l'export

TENDANCES

CULTIVER LE SENS DE L'ANTICIPATION

Pour chaque entreprise, le fait de surveiller et décrypter les nouvelles tendances est crucial pour pouvoir déceler de nouvelles opportunités ou regagner du terrain. Il semble que l'habitude consistant à penser que *«tant que les affaires vont bien il est inutile de changer»* ne soit plus vraiment d'actualité. Les choses évoluant très rapidement, Dominique Cuvillier, enseignant à Sup de Luxe et auteur de *Capter les tendances. Observer le présent, cultiver l'avenir* (ed. Dunod), conseille de bien observer le présent pour mieux prévoir l'avenir. Selon lui, *«Les signaux faibles et les tendances donnent un éclairage indispensable pour mieux cultiver son sens de l'anticipation»*.

13 pistes destinées *«à mettre en éveil tous ses capteurs»* en sortant du politiquement correct :

1. Avoir conscience des crises permanentes en surfant dessus sans avoir peur d'elles
2. Respirer l'air du temps en faisant en sorte que celui-ci soit une source d'oxygène pour l'esprit
3. Prendre le temps de réfléchir et de regarder les paysages en marge de ses activités «TGV»
4. Posséder sa propre lecture du monde, à son rythme, en s'obligeant à filtrer l'information
5. Fuir les études de marché en dopant plutôt son imaginaire par l'observation et l'étonnement
6. Prendre des risques plutôt que de se cacher derrière le principe de précaution
7. Comprendre les effets en chaîne que chaque type d'innovation technologique peut induire dans les usages
8. Accepter l'idée de ruptures violentes en anticipant volontairement l'improbable
9. Penser comme un «néopathe» en ayant l'obsession du renouveau afin de mieux percevoir les changements et les mutations en cours
10. Questionner sans cesse la réalité sociétale tout en évitant de regarder ce que tout le monde voit
11. Voir les choses de manière différente pour éviter la routine comportementale et l'encrassement cognitif
12. Rester positif dans l'analyse de la réalité en privilégiant une observation en roue libre lucide et non défaitiste
13. Rechercher la simplicité et le bon sens en évitant tout ce qui a trait inutilement à la complexité

PME

MESURES RÉGLEMENTAIRES EN 2012

Alors que le prochain sommet social prévu cet été doit apporter des modifications notables sur le smic, le contrat de génération ou encore la retraite, les dernières mesures prises en faveur, ou à l'encontre, des entreprises sous l'égide du dernier gouvernement Fillon concernent pour 2012 les obligations suivantes :

- 15 000€ HT (au lieu de 4 000€) le seuil de dispense de procédure pour les marchés publics
- Règlement immédiat par l'Etat de toute commande inférieure à 5 000€
- 14 jours (au lieu de 7) recouvrant la période de rétraction légale pour un acheteur en ligne
- 14 jours pour le vendeur, à réception de la rétraction, pour rembourser l'acheteur (ou jusqu'à réception du produit retourné)
- Obligation d'un accord collectif ou d'un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle pour toutes les entreprises de 50 salariés et plus portant sur au moins 3 des 8 domaines suivants : embauche, formation, promotion professionnelle, qualification, conditions de travail, rémunération effective, articulation entre activité professionnelle et responsabilité familiale
- Report de 4 à 5 mois chaque année de l'âge légal de départ à la retraite afin d'atteindre 62 ans en 2017.
- Obligation de prévoir un plan d'action pour toutes les entreprises de 50 salariés et plus en matière de pénibilité dans le cadre des 3 facteurs suivants : contraintes physiques marquées (port de charges, postures pénibles, vibrations mécaniques), environnement physique agressif (agents chimiques dangereux, poussières, bruit…), rythmes de travail (de nuit, en équipes alternantes, répétitif…).
- Ruptures de contrat plus coûteuses (surtout pour les cadres supérieurs) en obligeant dorénavant à acquitter l'ensemble des cotisations sociales à partir d'un plafond fixé à 72.744€ (au lieu de 106.000€)
- Augmentation du forfait social à 8% (au lieu de 6%) que l'entreprise doit payer sur les sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement liés à l'épargne salariale et/ou aux régimes de retraite supplémentaire.
- Diminution des exonérations de charges en matière d'heures supplémentaires (donc plus chères pour l'entreprise)
- Plafonnement du report des déficits en «avant» des sociétés soumises à l'IS réalisant un bénéfice supérieur à 1 M€ et ce, dans la limite de 60% de son bénéfice. Pour le report en «arrière», la période d'imputation du déficit est limitée à 1 an (au lieu de 3 ans).
- Accroissement de la taxe sur les véhicules de société (TVS) récents les plus polluants mais exemption totale pour les voitures dont le taux d'émission de CO^2 est inférieur ou égal à 50g par kilomètre.

Principales sources utilisées :
L'Entreprise - L'Expansion

Economique
5 portes diesel
19€ TTC
par jour
Europcar
BESOIN
DE FLEXIBILITÉ ?
PRIVILÉGIEZ
LES CHARGES VARIABLES.
Louez sans engagement de durée.
Pour obtenir un devis personnalisé,
contactez Soizick au 02 40 63 35 89
14,33 € HT
par jour
TVA récupérable
Utilitaire 3m³
diesel
www.europcar-atlantique.fr
Offre valable dans les agences Europcar Atlantique. Prix réservé aux professionnels, à partir de 30 jours de location.
Location au mois renouvelable ou pas. Assurances Dommages et Vol et 2 000 kms inclus par mois.
Auto 44 SAS - Entreprise indépendante franchisée d'Europcar France.

JDP110.indd 5 14/06/12 09:46

REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

MONDIALISATION

XXIe SIÈCLE ET SOFT POWER

Face au constat d'une globalisation quasi irréversible, un nouvel ordre mondial est apparu ces 15 dernières années redessinant durablement les équilibres géopolitiques. Alors que le XIXe siècle a été celui de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, le XXe siècle celui des Etats-Unis, il semble bien que le XXIe siècle soit celui de la Chine et de l'Inde. Une réalité due au fait de la fragilisation des économies avancées mais aussi de la combinaison interne à ces deux pays entre une forte croissance économique, une extension des capacités militaires, une population importante et jeune, une adhésion des élites au patriotisme économique.

C'est du moins l'avis de Didier Lucas, rédacteur en chef de Géoéconomie, pour qui préexiste dans ces 2 grands Etats la notion de stratégie de puissance pour la conquête du monde ou, du moins, pour juguler le développement de la puissance des autres Etats considérés comme concurrents (Europe, Etats-Unis). Une stratégie de puissance qui échappe au modèle occidental traditionnel de *Hard Power* (allocation de ressources militaires ou économiques en vue d'orienter ou de limiter l'action d'autres pays) mais qui s'apparente davantage au *Soft Power* (mise en œuvre de stratégies d'influence politique, juridique ou culturelle, afin que les autres pays définissent des intérêts convergents avec l'initiateur de la stratégie).

LA 4e PHASE DE MONDIALISATION

C'est dans un contexte de crise, de rivalités concurrentielles sur les marchés économiques et de faillite morale de l'Occident qu'un nouvel ordre juridique et normatif commence à s'imposer en tant que 4e phase de la mondialisation. Rappelons que la 1re phase de la mondialisation contemporaine (phase politique) remonte à l'immédiat Après-guerre avec la création de l'ONU et sa «mondialisation politique». Dans un second temps (phase économique et financière) se sont structurés et organisés de grands systèmes à portée internationale (OMC, GATT, FMI…) avec des postulats officiels qui visaient à la promotion d'un système d'échange multilatéral. La 3e vague mondialiste (village planétaire) a vu apparaître un nouvel univers fondé sur les technologies d'information et de communication (TIC) qui, loin de favoriser un lien étroit entre les peuples et permettre une communication harmonieuse, produit au contraire sans cesse des crises politiques, des conflits ethniques et des conflits d'intérêts économiques.

Sous la pression conjuguée des grandes ONG s'est ainsi imposée depuis une quinzaine d'années la 4e étape dite de mondialisation juridique et ses multiples conséquences normatives. L'objectif est d'imposer au monde politique et économique une uniformisation juridique à partir de nouveaux concepts tels que : la gouvernance, le principe de précaution, l'ingérence, le développement durable, le commerce équitable mais aussi des chartes, codes, best practices, notation, certification… En sous-main l'objectif consiste à rééquilibrer les rapports de force entre acteurs du monde, ce que la plupart des Etats ne savent pas ou ne veulent pas initier.

JOUER SUR LA FAILLITE MORALE DE L'OCCIDENT

De nombreuses puissances émergentes (Afrique du Sud, Chine, Brésil, Inde, Indonésie…) dénoncent vigoureusement, de leur côté, le grand déséquilibre actuel entre la mainmise «morale» et la surreprésentation des représentants de l'Occident dans toutes les grandes instances internationales régulatrices. L'exemple le plus criant est la surreprésentation de l'Europe au Conseil de sécurité avec 3/5e des sièges alors qu'elle ne pèse objectivement que 20% de la population mondiale. Ces nouveaux acteurs émergents entendent ainsi ne plus se laisser dicter leurs comportements par des pays occidentaux affaiblis et par des organisations internationales occidentales ayant perdu leur pouvoir, en cherchant à imposer dorénavant et de manière collective le leur par le biais économique. Ce qui n'est pas une mauvaise chose en tant que relais de croissance mondiale.

Le proche avenir doit voir apparaître de nombreuses initiatives au sein du marché mondial dans des rapports de plus en plus tendus. C'est le cas notamment en Asie avec la prévision de création d'un véritable marché commun, d'un fonds monétaire et d'une monnaie unique asiatique vers 2020.

C'est aussi le développement d'alliances bilatérales et autres démarches de lobbying pour sortir des cadres internationaux imposés par les occidentaux. C'est également la prolifération des communautés virtuelles renforçant le pouvoir des acteurs non étatiques dans un affrontement informationnel larvé et asymétrique. Selon l'auteur, le temps de l'hypercompétition est arrivé !

DÉVELOPPEMENT DURABLE

RIO+20

Au mois de juin 2012, les 193 Etats membres de l'Onu se réunissent de nouveau à Rio de Janeiro à l'occasion d'une Conférence des Nations Unies sur le développement durable. L'objectif est de faire le point sur l'ensemble des engagements tenus et non tenus depuis le premier sommet de Rio il y a 20 ans (1992). Il est clair que l'économique a pris le pas sur l'environnement et le social avec une richesse produite en forte augmentation mais aussi un écart encore plus grand entre les riches et les pauvres.

Malgré quelques bonnes nouvelles comme une espérance de vie qui est passée en moyenne de 62 ans à 66 ans, un meilleur accès à l'eau potable, une consommation d'électricité par habitant et par an qui a baissé de 18% dans les pays développés (9 000 tep contre 11 0000 tep) contre 0,5 tep dans les pays en voie de développement, des zones agricoles bio en augmentation de +240% ou une part plus importante des énergies renouvelables (13% du total), il faut bien constater que la tendance entropique (dégradation) de nos sociétés s'est accentuée en de nombreux domaines.

Etat des lieux 20 ans plus tard avec, entre parenthèses, le niveau en 1992 :

Développement humain

- + 26% population mondiale (7 milliards) contre 5,5 en 2012
- 50% part de la population urbaine (43%)
- 21 mégavilles de plus 10 Millions d'habitants (10)
- 827 millions de personnes vivant dans des bidonvilles (656 millions)

Environnement

- +0,4°C de réchauffement climatique
- +9% de teneur en CO_2
- -300 millions d'hectares de forêt au profit de la canne à sucre, palmier à huile et soja
- -30% d'espèces sous les tropiques
- +35% de fonte de calotte glaciaire

Economie

- +75% de croissance du PIB
- +33% de PIB par habitant dans les pays développés avec 33.800$
- +80% de PIB par habitant dans les pays en voie de développement avec 5.300$
- +41% d'exploitation des matières premières à 62.000 millions de tonnes (40.000)

Energie

- 1,4 milliard de personnes n'ayant pas accès à l'électricité
- +66% de production d'électricité dans les pays développés

Agriculture et pêche

- +33% de stocks surexploités de poissons
- +35% de consommation de viande avec 43 kg par personne et par an (32 kg)
- +45% de production alimentaire
- +35% de consommation d'engrais azotés

Source : Keeping track of our changing environment from Rio to Rio+20 (1992-2012)

Principales sources utilisées :
Problèmes Economiques - Sciences Et Avenir

REVUE DE PRESSE EUROPEENNE

CONGÉS ET JOURS FÉRIÉS : COMPARATIF DES JOURS NON TRAVAILLÉS EN EUROPE

Ce sont les lituaniens, avec 28 jours de congés et 13 jours fériés, qui bénéficient du plus grand nombre de journées sans travail en Europe, tout juste devant les Français et les Finlandais, avec 40 jours. A l'opposé, on trouve les Pays-Bas et l'Irlande avec un total de 29 jours seulement.

Les congés payés en Europe

Dans l'UE, les salariés ont tous droit à un minimum de 20 jours de congés par an. Onze pays adopte ce minimum : l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Irlande, la République Tchèque, la Lettonie, la Slovaquie, la Slovénie et la Bulgarie. Avec 30 jours de congés payés, les Français et les Finlandais sont les mieux servis devant les Anglais, les Estoniens et les Lituaniens (28 jours).

Des cas particuliers

Dans certains Etats, des distinctions sont faites entre les travailleurs :

- En Lituanie, les salariés soumis à une grande pression nerveuse ou à un important risque professionnel ont droit à des jours de congés supplémentaires.
- En Slovénie et en Hongrie, la durée de congés payés augmente avec l'âge.
- En Suède, les employés ont droit à au moins quatre semaines de congé ininterrompu pendant les mois de juin, juillet ou août, sauf avis contraire de la convention collective à laquelle ils sont soumis.

Les événements familiaux.

Dans la plupart des pays, le décès d'un proche, un mariage ou la naissance d'un enfant donnent droit à des congés supplémentaires. Pour un mariage, les Espagnols ont le droit de prendre 15 jours de congés contre 4 pour les français.

Les jours fériés

On dénombre en moyenne une dizaine de jours fériés par an dans les pays de l'UE : de 8 au Royaume-Uni et au Pays-Bas jusqu'à 15 à Chypre et en Slovaquie.

COMBIEN DE FAUX EUROS EN CIRCULATION ?

Depuis que l'euro a été introduit en 2002, 5,5 millions de faux billets ont été retirés de la circulation sur le seul territoire européen, pour une valeur de près de 400 millions d€. Pour Europol, cette quantité saisie ne représente que « *la pointe de l'iceberg* » et les faux euros en circulation seraient trois ou quatre fois plus nombreux. Plus encore que leur quantité, c'est la qualité des faux billets produits par les faussaires qui inquiètent. Selon Fabio Tonnaci de *la Républica : « C'est depuis les alentours de Giugliano, un fief de la mafia napolitaine, que proviennent près de la moitié des faux euros."*.

Mode d'emploi.

Pour monter une équipe de faussaires, le journaliste explique qu'il suffit de trois personnes et d'une stricte division des tâches. D'abord, l'***imprimeur*** qui est aussi le commanditaire, généralement un personnage mineur de la Camorra. Il achète une machine offset d'occasion (les plus récentes coûtent jusqu'à 500.000€). Puis le ***typographe-expert-artiste***, chargé de la fabrication, et enfin le ***distributeur*** qui a la charge d'organiser un dépôt et d'assurer les contacts avec les grossistes. La chaîne de distribution emprunte ensuite les mêmes réseaux que ceux de la drogue.

Les faussaires français bien placés.

Les faussaires français et espagnols sont également très prolixes, se servant d'imprimantes laser de dernière génération et faisant appel à des experts en informatique. Il faut aussi compter avec la Bulgarie, la Bosnie, la Pologne où a été saisi récemment un million d'€ destiné à escroquer les spectateurs de l'Euro 2012 de football.

Des destinations tous azimuts

Une bonne partie des faux euros transitent par l'Espagne pour atteindre des pays qui ont une monnaie faible et une connaissance approximative des euros : Moyen-Orient, Afrique du Nord et Est de l'Europe. En Afrique, certaines banques ne distinguent pas les vrais des faux euros et les échangent contre la monnaie locale.

COÛTS DU TRAVAIL DANS L'UE27

En 2011, le coût horaire moyen de la main d'œuvre dans l'économie marchande a été de 23,1€ dans l'**UE27**, et de 27,6€ dans l'**UE15** (salaires + cotisations sociales à la charge des employeurs).

Selon Eurostat, qui s'est intéressé aux entreprises de plus de 10 salariés, les coûts horaires les plus élevés sont observés en **Belgique** (39,3€), en **Suède** (39,1€), au **Danemark** (38,6€), en **France** (34,2€), aux **Pays-Bas** (31,1€) et en **Allemagne** (30,1€). Les plus faibles sont relevés en **Bulgarie** (3,5€), **Roumanie** (4,2€), **Lituanie** (5,5€) et **Lettonie** (5,9€).

En 10 ans, le coût du travail en Allemagne a progressé deux fois moins qu'en France

L'Allemagne a connu en dix ans la plus faible progression du coût du travail en Europe : +19,4% depuis 2001 contre +39,2% en France. Deux raisons principales à cette exception allemande : l'absence de salaire minimum (SMIC) généralisé à tous les secteurs et un fort recours au travail temporaire.

LOGEMENT : UNE EUROPE DE PROPRIETAIRES

Dans l'UE, 69% des habitants sont propriétaires de leur foyer. Un sur deux l'est sans avoir contracté de prêt à la banque ou a terminé de le rembourser.

Surtout dans les nouveaux Etats membres

Les chiffres varient entre les Nouveaux Etats Membres (NEM), issus des élargissements de 2004 à 2007 et l'Europe de l'Ouest. En effet, dans les 12 NEM, 77% des citoyens sont propriétaire alors qu'ils ne sont que 63% dans les pays de l'UE15. Le pays ayant la plus grande proportion de propriétaires est la Hongrie (91%). A l'opposé, on trouve l'Allemagne et, à quelques encablures, la France avec seulement 48% de possédants. Quelques exceptions confirment la règle : l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg avoisinent les 76% de propriétaires.

1 propriétaire sur 3 fait appel à une banque

La «*culture de l'emprunt*» est très variable d'un Etat à l'autre : les Européens de l'Est (et les grecs) ne sont que 7% à contracter un prêt hypothécaire, soit quatre fois moins que dans les pays de l'UE 15. En Bulgarie et en Roumanie, les emprunts hypothécaires ne concernent même qu'1% des quelque 85% de propriétaires. A l'opposé, les hollandais, danois, suédois et britanniques font largement appel aux prêts bancaires (80 à 95%).

En moyenne, qu'ils soient propriétaires ou locataires, 41,7% des Européens habitent un appartement, 34,3% une maison individuelle et 23% une maison jumelée ou mitoyenne.

Sources : Toute l'Europe.eu – Eurofound – Eurostat - La Républica

JDP110.indd 6 14/06/12 09:46

- RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL P. 7
- LA PANNE SÈCHE DU FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES P. 8
- A QUOI SERVENT LES CHAMBRES CONSULAIRES ? P. 9
- LES APPUIS AUX ENTREPRISES P. 11
- L'OPEN DATA EST EN MARCHE P. 12

Les collectivités territoriales sont apparues dans la Constitution de 1946 puis dans le texte de 1958.

RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

L'échelon régional a été créé en 1982 par Gaston Defferre en s'ajoutant à l'époque aux départements, à l'intercommunalité, aux communes et aux cantons avec l'intrusion très voyante de l'Etat. En 2009, un rapport d'information de l'Assemblée Nationale a conclu que le maquis provincial comporte deux graves inconvénients : Il affecte la compétitivité des entreprises du fait de la somme des prélèvements fiscaux et nuit à la maîtrise des finances publiques. C'est le fameux effet «mille-feuille» dont la principale critique est de souligner le manque de cohérence et d'efficacité dans les services rendus par la complexité du fonctionnement général et une gestion qui ne doit pas masquer certaines grandes problématiques financières.

UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE C'EST QUOI ?

Les collectivités territoriales (dites également collectivités locales) sont apparues dans la Constitution de 1946 puis dans le texte de 1958. Sur le fond, elles représentent des personnes morales de droit public distinctes de l'État (art. 34 al. 13 et art. 72) bénéficiant, à ce titre, d'une autonomie juridique et patrimoniale selon l'alinéa 3 de l'article 72. Elles ne possèdent que des compétences administratives leur interdisant de disposer de compétences étatiques comme, par exemple, le fait d'édicter des lois ou des règlements autonomes, de bénéficier d'attributions juridictionnelles ou de compétences propres dans la conduite des relations internationales. Selon l'alinéa 3 de l'article 72, les collectivités territoriales s'administrent librement dans les conditions prévues par la loi. Leur gestion est assurée par des conseils ou assemblées délibérantes élus au suffrage universel direct et par des organes exécutifs qui ne sont pas forcément élus.

ETAT DES LIEUX

1,5 million	C'est, à population comparable, le surplus de fonctionnaires que la France affiche par rapport à l'Allemagne
650 000	C'est l'accroissement du nombre d'agents dans les 3 fonctions publiques en 10 ans
618 384	C'est le nombre d'élus en France (record du monde)
87,4% du PIB	C'est le niveau de la dette publique prévu en 2012
69%	C'est le nombre de parlementaires qui s'opposent à la publication de leur patrimoine
56,6% du PIB	C'est le niveau de dépense publique (44,4% en 1980)
26	C'est le nombre de collectivités locales évaluées par l'une des 3 agences de notation
24,1 jours	C'est l'absentéisme moyen dans les hôpitaux par an et par agent
22,6 jours	C'est l'absentéisme moyen dans les collectivités locales par an et par agent (9 jours dans les grandes entreprises)
20%	C'est le poids des dotations aux collectivités dans le budget de l'Etat
8	C'est le nombre de fonctionnaires pour 100 habitants en France (5 en Allemagne et Royaume-Uni)
4,5% du PIB	C'est le déficit des finances publiques prévu pour 2012

C'est la loi qui détermine leurs domaines de compétence et non les collectivités elles-mêmes. Afin de les distinguer des établissements publics, y compris ceux gérant les différentes coopérations locales, les collectivités territoriales bénéficient d'une compétence générale leur permettant de prendre en charge toute affaire d'intérêt local. Il existe ainsi 4 sortes de compétences au niveau des collectivités locales :

1. Compétences des communes

De manière générale les communes ont une autonomie de compétences très diversifiées :

- Liberté de conception dans l'élaboration des documents réglementaires d'urbanisme : plans locaux d'urbanisme, PLU ; zones d'aménagement concerté (ZAC) avec obligation de concertation et respect des prescriptions nationales d'urbanisme
- Compétence des maires pour délivrer les autorisations individuelles d'urbanisme dont les permis de construire
- Mise en œuvre, de manière facultative, d'actions sociales et sanitaires avec les centres communaux d'action sociale : gestion des crèches, foyers de personnes âgées…
- Prise en charge des écoles préélémentaires et élémentaires : création, implantation, gestion et financement, à l'exception de la rémunération des enseignants
- Création et entretien des bibliothèques, musées, écoles de musique, salles de spectacle
- Organisation de manifestations culturelles
- Création et gestion d'équipements sportifs, subventions aux activités sportives y compris les clubs sportifs professionnels
- Prise en charge des aménagements touristiques
- Fonctions traditionnelles des communes dont notamment :
  - Etat civil : enregistrement des naissances, mariages, décès, nouveaux habitants…
  - Fonctions électorales (organisation des élections…) exercées par les maires au nom de l'État
  - Entretien de la voirie communale
  - Protection de l'ordre public local par le biais du pouvoir de police du maire

La Vallée de la mécatronique
Alliance de la mécanique, de l'électronique, de l'automatique et de l'informatique industrielle
100 entreprises / 6 500 emplois
Des leaders mondiaux : Leroy-Somer / Saft / Schneider Electric / DCNS et des PME innovantes...
Cluster
Electromobilité
Promotion
Coopérations
Emploi
Technologies de pointe
Attractivité
Formation
Savoir-faire
Compétences
Communication
Innovation
GrandAngoulême
Le cœur du cluster régional
Direction du Développement Economique
25 bd. Besson Bey • 16023 Angoulême Cedex • Tél. : 05 45 38 89 39 • Fax : 05 45 38 89 28
contact@angouleme-developpement.com • www.angouleme-developpement.com
mobili'tm
LA MOBILITÉ BIEN INSPIRÉE
GrandAngoulême

JDP110.indd 7 14/06/12 09:46

SALAIRES DES ÉLUS

Etre élu est une activité professionnelle à part entière pour tous ceux qui siègent au niveau national, dans les grandes villes, les grandes régions ou les grands départements, faisant comprendre pourquoi la plupart s'accrochent durablement à leur siège.

Indemnités mensuelles de base (hors autres avantages) :	
Député	5 514€
Maire[1]	5 512€
Président conseil régional	5 512€
Président conseil général	5 512€
Président communauté d'agglomération[2]	5 512€
Vice-président d'une communauté d'agglomération[2]	2 756€
Conseiller régional ou général[3]	2 661€
Maire[4]	646€

1 Ville + 100 000 hab.
2 Ville + de 200 000 hab.
3 pop. supérieure à 3 millions dans la région ou +1,25 millions dépt.
4 Ville - de 500 hab.

2. Compétences des départements

Le département est la collectivité «chef de file» en matière d'aide sociale et de solidarité, sachant que le coût financier de ses interventions représente plus de 50% de son budget de fonctionnement avec notamment :

- L'enfance : protection maternelle et infantile, adoption, soutien aux familles en difficulté financière
- Les personnes handicapées : politiques d'hébergement et d'insertion sociale, prestation de compensation du handicap (loi du 11 février 2005)
- Les personnes âgées : création et gestion de maisons de retraite, politique de maintien des personnes âgées à domicile (allocation personnalisée d'autonomie)
- Les prestations légales d'aide sociale : gestion du revenu de solidarité active

En matière d'éducation, le département assure également :

- La construction, l'entretien et l'équipement des collèges
- La gestion de agents techniciens, ouvriers et de service (TOS) (loi du 13 août 2004)

En ce qui concerne l'aménagement son action recouvre directement :

- L'équipement rural, le remembrement, l'aménagement foncier, la gestion de l'eau et de la voirie rurale, en tenant compte des priorités définies par les communes (lois de 1983)
- Les ports maritimes de pêche, les transports routiers non urbains des personnes
- La voirie concernant toutes les routes n'entrant pas dans le domaine public national (loi du 13 août 2004)

En matière de compétence culturelle, le département peut agir sur la création et la gestion des bibliothèques départementales de prêt, les services d'archives départementales, les musées et la protection du patrimoine. Il peut également intervenir pour accorder des aides directes ou indirectes au développement économique.

3. Compétences des régions

Depuis la loi du 13 août 2004, la région est la collectivité qui bénéficie des transferts les plus importants. C'est le cas notamment dans le domaine du développement économique en matière de planification, de programmation des équipements et d'aménagement du territoire. C'est aussi le cas pour la participation au financement des entreprises via des aides directes ou indirectes afin de les inciter à s'implanter sur le territoire régional, les départements et les communes (loi du 27 février 2002).
La région a également un rôle majeur dans l'élaboration et l'exécution de la partie régionale du contrat de plan avec notamment :

- La gestion des transports ferroviaires régionaux de voyageurs (réseau des trains express régionaux, TER)

- La participation au financement des infrastructures comme la construction de nouvelles lignes de TGV

La région est également compétente dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle avec :

- La mise en œuvre des actions de formation professionnelle continue et d'apprentissage incluant l'insertion des jeunes en difficulté et les formations en alternance
- La construction, l'entretien et le fonctionnement des lycées d'enseignement général, des lycées et établissements d'enseignement agricole

De plus, avec la loi du 27 février 2002, de nouvelles compétences appartenant à l'État ont été transférées de manière expérimentale aux régions comme :

- La protection du patrimoine
- Le développement des ports maritimes et des aérodromes
- La mise en œuvre d'un plan régional pour la qualité de l'air
- Le classement des réserves naturelles régionales

CUMUL EMPLOI PUBLIC-ACTIVITÉ PRIVÉE

Le dernier rapport de la Commission de déontologie de la fonction publique indique que les demandes d'agents souhaitant exercer une activité dans le secteur privé, en plus de leur poste, ont bondi de 60% dans la fonction publique, notamment chez les enseignants, de 70% dans les collectivités territoriales et de 20% dans les hôpitaux. Alors que l'essor du cumul emploi public-activité privée découle principalement du succès du statut d'auto-entrepreneur, la motivation principale des fonctionnaires est d'arrondir les fins de mois difficiles à cause du chômage du conjoint et du gel du point d'indice.

4. Compétences du CESER

Créé en 1954 sous forme de comités d'expansion économique, l'actuel conseil économique, social et environnemental régional (CESER) est une assemblée consultative représentant la société civile et les «forces vives» de la région. Sorte de Sénat régional, le CESER remplit principalement une mission de consultation auprès des instances politiques de la région. Il ne prend aucune décision mais émet des avis, avant leur examen par le conseil régional, à partir de rapports, études et documents relatifs aux domaines suivants :

- Préparation et à l'exécution dans la région du plan de la nation
- Projet de plan de la région et son bilan annuel d'exécution ainsi qu'à tout document de planification et schémas directeurs
- Différents documents budgétaires de la région
- Orientations générales dans les domaines sur lesquels le conseil régional est appelé à délibérer
- Schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire
- Projets économiques, sociaux, culturels ou environnementaux intéressant la région

Le CESER peut également, de sa propre initiative (autosaisie), émettre des avis sur toute question relevant des compétences de la région. Cette assemblée est composée de 4 «collèges» représentant 4 catégories socioprofessionnelles dont les membres sont désignés (et non élus) pour 6 ans renouvelables :

- Les entreprises et activités non salariées
- Les organisations syndicales de salariés
- Les organismes et associations participant à la vie collective de la région
- Des personnalités qualifiées participant au développement régional

LA PANNE SÈCHE DU FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

LA FAUTE À LA CRISE ET À DEXIA

La réforme de la TP (taxe professionnelle) en 2010 a amputé de 80% l'assiette du principal impôt local et a privé les collectivités territoriales d'une partie de leurs ressources propres. Pour un spécialiste des finances locales, cette situation *«Les a rendues plus accros à l'argent de l'Etat. A cela, sont venues s'ajouter la crise de la dette et la nouvelle réglementation du secteur financier qui décourage les banques de leur prêter»*.

C'est ce qu'a pu vérifier l'Association des maires des grandes villes lors d'une enquête portant sur la capacité d'une collectivité locale à contracter un prêt bancaire de 10 M€ constatant que *«Là où hier cinq ou six banques proposaient 20 M€ on a, aujourd'hui, deux banques pour à peine 8 millions !»*

Il est vrai que depuis le 1er janvier 2012, les crédits bancaires destinés à financer l'investissement des collectivités locales sont en panne. Alors que l'estimation pour 2012 des besoins de financement de l'ensemble du secteur public local regroupant les hôpitaux, les sociétés d'économie mixte et les collectivités locales, avoisine les 22 milliards d'euros, les élus sont confrontés à une forte pénurie de crédits.

Depuis que la banque franco-belge Dexia destinée à financer directement les collectivités locales a été placée sous perfusion de l'Etat et donc n'est plus autorisée à verser un seul euro de prêt, les besoins non satisfaits des collectivités locales sont évalués à quelque 5 milliards d'euros pour cette année.

Actuellement le portefeuille d'actifs détenu par la «*bad bank*» Dexia est évalué à 90 milliards d'euros.

LES RESSOURCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les 5 principales ressources sont dans l'ordre d'importance :
1. Les impôts et taxes (48 % en 2009)
2. Les transferts et concours de l'État (dotations)
3. L'emprunt (8,4 % en 2009)
4. Les recettes tarifaires et patrimoniales
5. Les fonds structurels européens

A la perte de recettes et au fardeau de la dette toxique s'ajoute la pénurie de crédit du fait des banques entravées par la crise actuelle et par les nouvelles règles de fonds propres.

Pour maintenir *a minima* les besoins de financement, la contribution bancaire représentera seulement cette année entre 8 et 10 milliards d'euros à laquelle doit s'ajouter 5 à 6 milliards apportés par la nouvelle banque des collectivités locales qui doit voir le jour en juin 2012 entre la Caisse des dépôts (CDC) et La Banque Postale.

Une enveloppe supplémentaire de 5 milliards d'euros devrait être également débloquée par la Caisse des dépôts et Consignation, établissement qui a déjà consommé l'enveloppe de prêts d'urgence débloquée à l'automne 2011 afin de pallier le retrait brutal de Dexia.

UN FORT STRESS FINANCIER

Dans ce contexte difficile où les collectivités sont confrontées à une hausse de leurs dépenses obligatoires avec des recettes qui se figent et un coût de la dette qui explose, les conséquences à venir de ces problèmes de financement sont assurément nombreux : routes moins bien entretenues, locaux scolaires dégradés, diminution des créations de places de crèche, gel de l'offre de transports publics...

Alors que les collectivités locales doivent augmenter leurs efforts en direction des populations les plus fragiles, que les départements voient s'accroître leurs dépenses sociales et que les régions doivent remplir leur mission de formation professionnelle, le stress financier devient grand pour un grand nombre de collectivités.

Seuls le Crédit agricole et BPCE (Banques Populaires Caisses d'épargne) continuent à prêter (environ 6,5 milliards d'euros) mais à des conditions durcies sans augmenter leurs encours ou en prêtant l'équivalent de ce qui leur est remboursé. Ainsi, selon l'estimation de Dexia validée par les associations d'élus, il manquera en 2012, 10 milliards d'euros de crédits sur le besoin de financement global estimé à 18 milliards pour les collectivités et 4 pour les hôpitaux.

Malgré un montant de dette global jugé raisonnable avec seulement 10% de la dette des administrations publiques, cette crise du financement local a déjà produit des effets immédiats en stoppant net de nombreux projets d'investissements, en déséquilibrant les budgets 2012, en différant certains projets d'avenir comme en surévaluant fortement les taux d'intérêt de l'ordre de 5% pour les prêts à taux variable sur 15 ans contre 2% environ en 2010.

UNE MUTUALISATION À L'ORDRE DU JOUR

Sachant que seules les collectivités les plus importantes ont accès aux marchés et aux banques, plusieurs dizaines de «petites» collectivités envisagent de lancer ensemble un emprunt obligataire.

Alors que le projet d'une agence de financement des collectivités locales est en cours d'étude malgré les réticences de l'Etat, le principe de l'émission obligataire groupée semble être l'une des solutions les plus rapides pour satisfaire partiellement les besoins de financement.

Pour trouver de l'argent frais, d'autres initiatives locales sont mises en place. C'est le cas, par exemple, avec l'Agence régionale de santé (ARS) de Midi-Pyrénées qui envisage d'élargir le tour de table aux banques étrangères considérant qu'«*Il faudra sans doute arbitrer dans la région entre différents projets. Nous envisageons de constituer un groupement d'hôpitaux de la région pour mutualiser les emprunts.*»

Il est vrai qu'il y a urgence selon Philippe Laurent, président de la commission des finances de l'Association des maires de France (AMF), pour qui l'Etat doit agir vite en ouvrant de nouveaux prêts d'urgence par la CDC car *«Il y a des investissements importants difficilement différables, de long terme ou adossés à des subventions. L'Etat, obnubilé par la dette, doit soutenir la dépense publique lorsqu'elle finance l'investissement.»*

Dans un tel contexte, dont les effets seront perceptibles dans les prochaines années, beaucoup de collectivités locales se voient directement contraintes de réduire la voilure en agissant sur leurs dépenses de personnel, en coupant les subventions aux associations, en reportant ou en abandonnant leurs projets d'investissement.

Plus que le niveau d'endettement, c'est la nature même du stock de dettes qui est le plus problématique. Un rapport, publié en décembre 2011 par la commission d'enquête sur les emprunts toxiques, indique que la dette des collectivités locales est composée de 14,5% d'emprunts structurés, dont plus de 50% sont considérés comme risqués ou toxiques.

Un emprunt structuré comprend 2 parties : une première période dite «bonifiée» sur 3 ou 4 ans durant laquelle les taux d'intérêt sont très en dessous du marché (ex. 3,7% annuel).

Puis une seconde période sur 20 ou 30 ans durant laquelle le taux est indexé sur une formule complexe comprenant la parité monétaire (ex. Euro et Franc Suisse) et/ou le rapport entre 2 taux d'intérêt. Ainsi lorsque l'euro se dévalue et/ou que le franc Suisse s'apprécie, la hausse des taux peut alors atteindre 30% pour l'année !

JDP110.indd 8 14/06/12 10:16

À QUOI SERVENT LES CHAMBRES CONSULAIRES ?

Il existe 3 types de chambres consulaires ou «établissement public à caractère économique» ou «établissement public économique». En France, elles ont pour rôle de représenter les acteurs du secteur privé au sein des différents secteurs économiques ainsi que d'exercer, pour leur compte, des activités d'appui comme celui du développement du territoire. Ces chambres sont dites consulaires car la toute première créée à Marseille en 1599 était un bureau de commerce associant 4 «consuls» (ou conseils) désignés au sein de la municipalité pour représenter les intérêts du commerce.

A quoi servent les Chambres de Métier et de l'Artisanat ?

Créées en 1925 par la loi, les Chambres de Métiers et de l'Artisanat (CMA) fêtent en 2012 leurs 86 ans. Elles sont actuellement 107 à travers toute la France avec pour mission principale d'être l'interlocuteur privilégié des artisans. Elles apportent à l'ensemble des entreprises artisanales, petites ou grandes, les services dont elles ont besoin en étroite association avec des organisations professionnelles organisées par filières et regroupées par secteur. Du fait que l'environnement des entreprises artisanales a été profondément modifié ces dernières décennies avec le statut obligatoire du conjoint collaborateur, la séparation des patrimoines personnels et professionnels, la culture de la transmission de l'activité, la fiscalité incitant au développement, le développement du cautionnement mutuel… les CMA évaluent, orientent, accompagnent les artisans qui ne sont plus considérés comme des «ressortissants» mais comme des clients.

Aujourd'hui, tout artisan de France qui franchit le seuil de sa chambre dispose d'un accès complet à l'ensemble des prestations nécessaires à son activité. A l'issue d'un diagnostic préalable portant sur tous les aspects de son entreprise, il lui est proposé un catalogue de prestations : RH, certification, formation initiale ou continue, financement, exportation, relations sociales… Pilotées par des chefs d'entreprises artisanales, les CMA innovent et relèvent de nombreux défis économiques et de société avec seulement 5% de frais de structure. La plupart des cadres dirigeants des CMA sont tous, le matin au travail dans leur entreprise, défendent l'après-midi les entreprises auprès des décideurs et participent le soir à des rencontres avec les artisans. Ils sont dorénavant recrutés par voie de concours en vue d'accomplir avec compétence leurs missions.

L'autre grande mission des CMA est l'insertion professionnelle portant, chaque année, sur près de 200 000 jeunes formés, à la fois, par l'apprentissage dans les entreprises artisanales et par les centres de formation (CFA). Alors que 85 % des jeunes sont embauchés dès la réussite de leur diplôme, les chambres de métier accueillent également depuis peu de nouveaux profils «hors artisanat». Ainsi, c'est dorénavant près de 35 % des futurs chefs d'entreprises venant d'un autre horizon professionnel qui sont progressivement accueillis et formés dans l'une ou l'autre des 17 Universités Régionales des Métiers de l'Artisanat (URMA). Ces URMA élaborent, en partenariat avec le monde universitaire, des offres de formation ciblées agissant comme autant de passerelles entre les diplômes, les expériences professionnelles et les besoins actuels de l'entreprise.

A quoi servent les CCI ?

La création de la première Chambre de commerce a vu le jour à Marseille en 1599 suivie par toute une série d'initiatives au fil du temps dont la dernière réforme du réseau des CCI qui date du 1er décembre 2010. Leur organisation actuelle découle de la loi du 9 avril 1898 et se voit codifiée au livre VII du code du commerce. Les 159 Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) forme un réseau dense, au plus près de l'implantation des entreprises, sous forme d'organismes publics à caractère administratif chargés de représenter les intérêts des entreprises commerciales, industrielles et de services.

Leur mission consiste à mener des actions générales en faveur de toutes les entreprises de leur territoire dans un grand nombre de domaines rassemblés sous 5 thèmes : accompagner les entreprises et aider à la création ; gérer de grands équipements ; former (écoles de commerce ou d'ingénieurs, formation première et formation permanente) ; représenter auprès des autorités locales ou nationales ; assurer les relations internationales. Dans le détail, les principales missions des CCI sont les suivantes :

- Représentation des entreprises auprès des collectivités locales, régionales et nationales
- Défense des intérêts généraux des entreprises afin qu'elles se développent et prospèrent
- Création, gestion et développement d'équipements portuaires et aéroportuaires
- Mise en œuvre de zones industrielles
- Défense des grands projets industriels
- Appui, conseil et accompagnement auprès des créateurs et repreneurs d'entreprises
- Aide au développement international
- Ecoles professionnelles et centres de formation (initiale ou continue)
- Expertise, consultation, étude à la demande des pouvoirs publics ou à son initiative
- Collecte et répartition de la taxe d'apprentissage
- Centre de formalités des entreprises
- Délivrance de certificats d'origine communautaire à l'exportation

En faveur des entreprises inscrites au registre du commerce, les CCI apportent un ensemble de services sur de nombreuses thématiques :

- Expertises et diagnostic dans certains domaines : Ressources humaines, démarche Qualité …
- Missions dans un pays étranger, club de rencontre d'une filière métier
- Formation professionnelle ou aux normes qualité
- Aide pour trouver un terrain ou des bureaux en fonction des besoins

- Montage de dossier d'obtention de prêt ou d'aide à l'innovation
- Audit «Qualité» à blanc
- Conseil juridique en matière de solde, liquidation, tombola
- Aide à la création, la reprise, la transmission
- Guide des entreprises en difficulté

À la différence d'autres établissements publics dont les responsables sont nommés par l'État, les CCI sont dirigées par des personnalités élues. Leur lien avec l'État est une relation de tutelle technique et ne relève aucunement d'une autorité hiérarchique. Leurs 4 500 membres au plan national, élus pour 5 ans avec renouvellement intégral, sont composés de professionnels bénévoles élus par leurs pairs inscrits au registre du commerce de la circonscription administrative où chaque CCI est implantée. Leurs présidents ne peuvent exercer plus de 3 mandats de suite sachant que tout entrepreneur peut être électeur ou éligible après 2 ans d'inscription au registre du commerce avec un âge d'éligibilité ramené à 18 ans.

Des membres associés peuvent être également désignés par la CCI qui les choisit parmi *«des personnes qualifiées détenant des compétences de nature à concourir à la bonne exécution de ses missions»*. Leur nombre ne peut excéder la moitié de celui des membres élus. Les membres associés siègent au sein de l'assemblée générale avec voix consultative. Ils peuvent représenter la chambre dans toutes les instances où celle-ci doit siéger. Des conseillers techniques peuvent être également cooptés par l'assemblée

JDP110.indd 9 14/06/12 10:16

générale, ou par le président, pour les expertises qu'ils peuvent apporter. Il s'agit en général de directeurs locaux ou départementaux de services de l'État, d'établissements publics, d'entreprises nationales ou encore de responsables de collectivités territoriales.

A quoi servent les chambres d'agriculture ?

Les Chambres d'agriculture ont été créées le 3 janvier 1924 en vue de représenter l'ensemble des différents agents de l'agriculture : exploitants agricoles, propriétaires, salariés, organisations agricoles (mutualités, coopératives...), syndicats à vocation générale. La Chambre d'agriculture est le porte-parole des intérêts du monde agricole et rural auprès de l'État et des collectivités territoriales (Code Rural, article R511.1). Elle apporte également des services dans le domaine de l'expertise, du conseil, de la formation auprès des agriculteurs, salariés agricoles, forestiers et entreprises agro-alimentaires (Code Rural, article R511.4).

Les élus, au nombre de 45 à 48 par chambre, sont désignés tous les 6 ans au suffrage universel direct afin de représenter les exploitants (21), les anciens exploitants (2), les propriétaires (2), les salariés de la production (4), les salariés d'organismes (4), les groupements professionnels (11) et le CRPF (1 à 4). Le corps électoral représente 3 000 000 de personnes et 50 000 groupements professionnels. La chambre d'agriculture est la seule chambre consulaire dans laquelle les salariés sont représentés. Ses principales missions consistent à :

- Développer le pouvoir d'influence de la profession agricole par la présence et l'action des élus dans les instances départementales
- Etre un moteur dans le développement durable et l'innovation en étant référent dans l'accompagnement de projets auprès des acteurs économiques du département, des groupes et des mandataires (bioénergies, biomasses, agro-alimentaire, circuits courts...)
- Développer l'influence de la profession agricole dans la ruralité
- Développer le nombre de collectivités rurales intégrant l'agriculture et les agriculteurs dans la dynamique de la ruralité
- Développer l'engagement des agriculteurs dans les projets territoriaux : éco-construction, groupements d'employeurs...
- Animer les réseaux des acteurs professionnels et accompagner les projets de développement des filières
- Accompagner les exploitations selon les critères de l'agriculture durable
- Apporter un conseil en agro-équipement et la mise en conformité des exploitations vis-à-vis des réglementations environnementales
- Assurer un conseil technico-économique et agronomique indépendant auprès des agriculteurs et des viticulteurs
- Promouvoir la formation et le perfectionnement de l'ensemble des agriculteurs et salariés agricoles du département en enrichissant l'offre de formation dans le domaine de la stratégie, de l'organisation de l'entreprise agricole ou encore de l'agriculture durable
- Accompagner les projets de création, installation, mise en oeuvre des projets, appuis en cas de difficultés
- Gérer le Centre de Formalités des Entreprises (CFE) et simplifier les démarches administratives
- Assurer et diffuser la veille, l'analyse et la transcription de l'information réglementaire

LES APPUIS AUX ENTREPRISES

1 300 CATÉGORIES D'AIDES

Chaque année, les entreprises françaises reçoivent par différents biais (Etat, régions, organismes) près de 65 milliards d'euros sous forme de crédit d'impôt, d'aides directes, d'allègements de cotisations sociales, baisses de TVA, etc. Le nombre de dispositifs publics d'aides à la création d'entreprise mis en place à l'initiative de l'État ou des collectivités territoriales est relativement important avec 1 300 catégories d'aides recensées par l'Observatoire des aides aux petites et moyennes entreprises. Par principe, l'entreprise qui se voit octroyer une aide doit maintenir son activité pendant au moins 5 ans sur les terrains ou les bâtiments pour lesquels elle a bénéficié de l'aide. A défaut, elle devra reverser la somme perçue.

Le régime des aides économiques attribuées par les collectivités territoriales a été modifié par la loi N° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Les aides que les collectivités territoriales accordent aux entreprises peuvent revêtir plusieurs formes : aides financières ; allègements fiscaux ; exonérations sociales ; aides au conseil ; études et diagnostics ; aide à l'accompagnement de la création, reprise et transmission d'entreprise ; aides favorisant le maintien et le développement de l'emploi, l'embauche de jeunes ; subvention ; rabais sur le prix de vente d'un terrain (nu ou aménagé) ou de bâtiments (neufs ou rénovés) ; rabais sur le prix de location ou de location-vente d'un terrain (nu ou aménagé) ou de bâtiments (neufs ou rénovés).

LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'article L 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle que la région est compétente pour définir le régime et décider de l'octroi des aides aux entreprises sous diverses formes telles que : *«prestations de services, subventions, bonifications d'intérêt de prêts et avances remboursables à taux nul ou à des conditions plus favorables que celles du taux moyen des obligations».* **Avant d'octroyer une aide à une entreprise, la collectivité doit impérativement veiller à :**

. Qualifier le type d'aide

- **S'assurer du montant qu'elle peut allouer en saisissant éventuellement le service des Domaines pour l'évaluation des bâtiments ou terrains pour lesquels l'entreprise doit bénéficier d'une aide**
- **Vérifier si nécessité d'une notification à la Commission européenne**
- **Rendre une délibération motivée sur les conditions d'octroi de l'aide afin d'éviter un déféré préfectoral tendant à l'annulation de la délibération d'octroi de l'aide.**

UNE RELATIVE INEFFICACITÉ GÉNÉRALE

Selon un rapport de la Cour des comptes rendu public le 28 novembre 2007 l'ensemble des aides n'agit pas forcément sur la compétitivité des entreprises. Depuis le début de la décentralisation en 1982, il semble même que les effets de ces aides soient *«très décevants»* et imposeraient *«de revoir fondamentalement le système d'aide à l'économie des collectivités territoriales comme celui de l'Etat lui-même, si ce n'est d'y mettre fin dans sa forme actuelle»*. Les aides directes des collectivités s'élèvent à environ 6 milliards d'euros et leur distribution souffrirait, selon le rapport, d'une *«grande confusion institutionnelle»* avec plusieurs milliers de dispositifs d'aides différents et dans certaines régions plus d'une centaine d'intervenants.

En matière d'aide au développement économique, il apparaît que l'offre présentée par les différentes collectivités locales soit majoritairement concentrée sur la dimension concurrentielle des entreprises. Sachant, pour la Cour des comptes, que l'attractivité dépend d'un certain nombre de facteurs, les aides doivent non seulement s'adresser à un nombre significatif d'entreprises pour avoir un impact suffisant sur les économies locales mais aussi être suffisamment incitatives pour contribuer efficacement à la décision d'investir. Pour cela, il faut qu'elles correspondent aux besoins et aux stratégies économiques autant des PME que des grands groupes industriels. Ainsi les travaux menés par les chambres régionales des comptes ont montré que la plupart de ces facteurs n'étaient pas réunis et que, finalement, la portée effective des interventions économiques des collectivités territoriales paraissait très limitée.

Les aides directement versées aux entreprises seraient si peu efficaces qu'elles seraient incapables de freiner les délocalisations d'autant plus, que le simple coût administratif de leur gestion représente près de 25% de leur montant.

... *Suite page 12*

REGION
Poitou Charentes
la démocratie participative
LE PACTE
POUR L'EMPLOI
DES JEUNES
GRANDE CAUSE RÉGIONALE
www.poitou-charentes.fr
Pour en savoir plus, composez le
05 49 38 49 38
J'aime
Avec la Région,
nous avons tous
la tête de l'emploi
Conception : Communication Région Poitou-Charentes 05 49 55 77 68 - © photo : Françoise Roch, CRPC - Getty Images - 2012

JDP110.indd 10 14/06/12 10:16

Communauté d'Agglomération de La Rochelle

DIRIGEANTS, DÉVELOPPEZ VOTRE SENS DE L'INNOVATION

A la pointe en matière d'innovation avec son dispositif PULPE® qui fête son cinquième anniversaire, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle va plus loin en organisant la journée « Innov et Vous », le 29 juin 2012 de 13 h 30 à 21 h 00.

Nous sommes allés à la rencontre de Maryline Simoné, Vice-Présidente de la CDA de La Rochelle chargée du Développement Economique

JDP : Cette année à l'occasion du 5e anniversaire de PULPE® vous avez imaginé une journée intitulée « Innov et Vous », en quoi consistera-t-elle et quel est votre objectif ?

Maryline Simoné : Il s'agit d'une après-midi dédiée aux entreprises du territoire qui aura lieu au Forum des Pertuis de 13h30 à 21h00 le 29 juin 2012. L'objectif de cet événement est de démystifier la notion d'innovation et de faire comprendre aux dirigeants que l'innovation sous toutes ses formes est accessible à tous quels que soient son secteur d'activité ou sa taille d'entreprise.

Symbole de la volonté d'innovation des entreprises du territoire, PULPE® sera à l'honneur puisque, d'une part, les lauréats 2012 y recevront leurs récompenses et d'autre part la journée Innov et Vous sera l'occasion de fêter les 5 ans du dispositif.

JDP : Quels seront les temps forts de cette journée ?

MS : La journée sera intense avec une conférence courte et dynamique présentant les vertus de l'innovation, une table ronde proposant 4 témoignages de dirigeant(e)s de PME ayant misé avec succès sur l'innovation pour leur développement, des ateliers de mise en pratique des méthodes d'innovation afin que les dirigeants présents repartent avec des outils opérationnels à mettre en place rapidement chez eux.

Une exposition présentera les résultats d'une trentaine de projets innovants portés par des entreprises de la CDA : bateau, ruche, microprocesseur, lave-glace bio, cabane en bois … Tous les secteurs sont représentés preuve que l'innovation est universelle et accessible à tous.

La journée se clôturera avec la remise des Prix Spéciaux PULPE® Environnement et PULPE® TIC et enfin le Grand Prix de l'Innovation récompensera, parmi 150 projets, le meilleur de ces cinq dernières années.

JDP : Quels sont les objectifs du dispositif PULPE® ?

MS : Il y a 5 ans déjà, nous étions partis du constat qu'il y avait sur l'agglomération rochelaise deux mondes qui se connaissaient peu et qui se côtoyaient guère : un tissu économique important d'un côté, et de l'autre l'Université avec ses nombreuses filières et laboratoires. Nous avons imaginé PULPE®, pour que ces deux univers collaborent. Le dispositif encourage aussi les entreprises implantées sur le territoire à réaliser de nouveaux projets de développement et d'amélioration de leur compétitivité et fait la promotion auprès de ces entreprises des compétences et des savoir-faire de l'Université en matière d'enseignement et de recherche.

L'autre objectif est évidemment de retenir sur l'agglomération rochelaise les étudiants qui ont été formés ici, l'Université étant financée par la CDA, le CG17, la Région et l'Etat. L'EIGSI a rejoint PULPE® cette année.

JDP : Comment PULPE® fonctionne ?

MS : A chaque rentrée universitaire la Communauté d'Agglomération de La Rochelle lance un appel à projets collaboratifs « étudiant-entreprise ». Toute entreprise implantée sur l'agglomération de La Rochelle ayant un effectif de moins de 500 personnes peut candidater. Tout étudiant inscrit à l'Université de La Rochelle en Licence ou Master dans le domaine des Sciences et Technologie, en dernière année à l'Ecole d'Ingénieurs en Génie des Systèmes Industriels (EIGSI), ou encore à l'Université de La Rochelle en Licence ou Master en Commerce & Gestion (Institut de Gestion) peut aussi concourir.

Etudiants et entreprises doivent ainsi s'associer pour constituer des équipes candidates « un étudiant – une entreprise ». Le service Développement Economique de la CDA et l'Université les accompagnent pour identifier le projet ou la compétence recherchée et aider à constituer les équipes.

Sont éligibles tous les projets de développement à caractère technologique apportant une amélioration de la compétitivité de l'entreprise, mais aussi désormais – uniquement pour les entreprises ayant déjà été lauréates du dispositif PULPE® entre 2008 et 2011 – tout projet de développement commercial d'un produit ou procédé développé au travers du projet technologique précédemment « Pulpé ».

Fait rarissime, ce ne sont pas que 2 ou 3 entreprises primées chaque année mais une trentaine d'entreprises.

Enfin le FEDER a retenu cette initiative sur l'axe « Innovation », lui permettant d'obtenir ainsi 50 % de financement par l'Europe.

Propos recueillis par Nathalie Vauchez

Bilan de PULPE® sur 2008-2012
- 150 binômes étudiants/dirigeants constitués dans toutes les filières : NTIC, agroalimentaire, nautisme, environnement…
- Plus de 850 000 € de dotations attribuées
- 83% de projets stratégiques pour les entreprises
- Plus de 30 étudiants recrutés à la fin du stage.
- Au moins 6 dépôts de brevets suite aux projets PULPE®.

PROGRAMME De la journée « Innov et Vous » *(Programme complet à télécharger sur www.agglo-larochelle.fr)*	
Vendredi 29 juin 2012 à partir de 13h30 à la Rochelle – Forum des Pertuis	
13h30	• Accueil / Ouverture par Maryline Simoné, Vice Présidente de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle en charge du Développement Economique. Loin d'être réservé aux grandes entreprises, ou de se limiter à la technologie, l'innovation est une solution qui permet à toutes les entreprises de se développer efficacement.
14h15	• L'innovation aujourd'hui, dans votre entreprise ! Conférence de Philippe Soille, Groupe Flo - Directeur Général du pôle Recherche et Développement. Membre du Comité de direction. Mr Soille présentera les objectifs poursuivis par la direction du groupe Flor en matière d'innovation. Il nous fera revivre la création et le dévelopement du service « innovation et R&D » en nous livrant les fruits de son expérience : les meilleurs leviers d'action et les erreurs à éviter. • Echanges avec la salle
14h45	• Première Remise des prix lauréats PULPE® 2012 catégorie TIC et prix PULSE
15h30	• Table ronde témoignages de dirigeants d'entreprises Innover ouvre de nombreuses opportunités de développement (nouveaux produits, nouveaux marchés, nouveaux procédés, nouvelles organisations,etc.) . 4 dirigeant(e)s d'entreprises viendront vous faire part de leurs expériences, méthodes et résultats. • Catherine Pavie, dirigeante IGS-CP -Angoulême. • Ines Benkhemis, dirigeante Sensix - Poitier • M. Olivier Richart, dirigeant Selenium Médical - La Rochelle • M. Bruno Baron, dirigeant PICDI - La Rochelle • Echanges avec la salle
16h50	• Deuxième remise des prix lauréats PULPE® 2012 catégorie Génie Industriel et prix PULSE
17h20	• Ateliers pratiques au choix (A préciser lors de votre inscription sur www.agglo-larochelle.fr) *– Atelier 1 : De l'idée au cahier des charges : les techniques pour bien répondre aux besoins client.* *– Atelier 2 : Les 4 étapes clés pour lancer un nouveau produit* *– Atelier 3 : Tous les industriels sont créatifs : 500 idées en un atelier !* **• Les fiches descriptives de chaque atelier sont à télécharger sur www.agglo-larochelle.fr**
18h45	• Synthèse des ateliers
SOIREE ANNIVERSAIRE DE PULPE®	
19h30	• Remise des prix spéciaux 2012 et du Grand Prix Innovation des 5 ans de PULPE® en présence de : • Maxime BONO Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle • Gérard Blanchard, Président de l'Université de La Rochelle
20h15	Cocktail dinatoire **• Participation gratuite mais inscription indispensable sur www.agglo-larochelle.fr** **• Renseignements : 05 46 30 34 81 – journeepro@agglo-larochelle.fr**

JDP110.indd 11 14/06/12 10:16

Aussi, la Cour des comptes recommande de diminuer les aides directes et de viser davantage l'amélioration de l'environnement des entreprises et la mise en place d'infrastructures permettant une meilleure compétitivité. Elle préconise également une spécialisation des collectivités évitant les chevauchements de compétences en faisant de la région le seul chef de file du développement économique territorial.

L'OPEN DATA EN MARCHE

POUR UNE OUVERTURE TRANSPARENTE DES DONNÉES PUBLIQUES

La mise à disposition des données publiques brutes, des chiffres, des études et des documents au sein d'une multitude d'applications ciblées représente un véritable objectif de revitalisation de la vie démocratique. L'ouverture transparente des données publiques aux citoyens représente même un enjeu d'avenir dès lors que leurs conditions d'accès favorisent un usage transparent, immédiat, gratuit et/ou croisé. Alors qu'un certain nombre d'initiatives locales existe déjà en France (Conseil généraux du 33, 41, 44, 49, 71 ou de villes comme La Rochelle, Balma près de Toulouse, Montpellier, Rennes, Paris…), le champ des usages des données publiques s'avère potentiellement infini.

Alors même que la loi du 17 juillet 1978 reconnaît à toute personne un droit d'accès aux documents produits ou reçus par l'administration, cette liberté d'usage n'est pas vraiment respectée par un grand nombre d'administrations qui décident seules de leur diffusion. Pourtant selon Tim O'Reilly, gourou du web, il s'agit là d'un véritable gisement de croissance économique pour des start up innovantes constatant qu'*«Il y a dans l'usage des technologies collaboratives au coeur du Web 2.0 un potentiel de rénovation profonde de l'action publique»*. Ce qui change selon Henri verdier, président de Cap Digital, *«C'est la baisse du coût des technologies de production, de traitement et de stockage des données»*. L'intérêt fondamental de l'ouverture aux données publiques est que celles-ci soient accessibles au plus grand nombre d'acteurs de la société sous la forme d'applications gratuites et de réseaux d'innovateurs agissant dans des cadres ouverts à tous (Wikipédia, Wikileaks, Google…).

DE TRÈS NOMBREUSES APPLICATIONS

Les promoteurs de l'open data souhaitent que l'ensemble des données brutes puissent être exploitées par les ordinateurs afin d'être mises en relation les unes avec les autres sous forme de statistiques économiques, sociales, démographiques, dépenses publiques, relevés météorologiques, épidémiologiques, remontées des capteurs environnements, coordonnées géographiques, horaires… Autant d'applications multiples et variées qui doivent être réalisées selon des conditions techniques d'exploitation accessibles au plus grand nombre. L'objectif est de favoriser la «vraie» démocratie à partir d'un maximum d'informations décisionnelles utiles, tout en réduisant au maximum le coût d'accès et les droits juridiques d'utilisation. L'apparition d'un journalisme de données (datajournalisme) est même une activité à développer afin d'utiliser les compétences des uns et des autres (archives, documentation, enquêteur, développeur, graphiste…).

Passer de l'ère de la distanciation, de la rétention et du cloisonnement administratif des données à l'ère de la transparence citoyenne procède, à la fois, d'une profonde révolution des mentalités, d'une forte vitalité démocratique et d'un champ d'applications accessible librement. En échappant à la censure des données, à la monétisation économique des applications, c'est le retour en force du citoyen dans la cité et ses institutions. Tous les élus des collectivités locales devraient y contribuer fortement non pas uniquement dans une approche marketing ou business mais aussi dans le cadre d'un lien démocratique étroit, fort et direct avec leurs usagers et administrés.

APPLICATIONS DÉJÀ EXISTANTES

Exemples d'applications et de services déjà rendus en open data dans le cadre des missions de service public :

- Identification d'un quartier pour s'installer en fonction de son budget
- Accessibilité pour les handicapés dans les transports en commun
- Disponibilité en temps réel des places de parking
- Consultation d'horaires et résultats de contrôles divers avant de choisir un restaurant
- Risques d'allergies en fonction des essences d'arbres présents dans l'espace public
- Sorties conseillées en ville pour les mères avec leurs enfants
- Centres de soins les plus fiables en fonction de telle ou telle pathologie
- Principales curiosité s'offrant aux touristes dans un périmètre donné autour d'eux
- Nom et salaire de tous les hauts fonctionnaires
- Lien vers tous les marchés publics supérieurs à un certain montant
- Statistiques ethniques et données de la délinquance (crime maps) ciblées de manière géographique

CHACUN DÉTIENT UNE SOMME FORMIDABLE D'INFORMATIONS

En réalité, il n'y a pas que les collectivités locales et les administrations qui produisent des données propres à être diffusées dans la communauté citoyenne. Les entreprises amassent également des quantités toujours plus importantes de données qu'elles gardent jalousement, qu'elles vendent ou qu'elles mettent gratuitement à la disposition du public dans un cadre d'innovation «ouverte» (Google Maps, Amazon, Wikipedia, Wikileaks…). Il est vrai que l'usage bien «traité» des données publiques recèle pour tous les acteurs économiques un potentiel évident d'intérêt en permettant des ciblages de marché toujours plus précis ou encore, d'affiner une stratégie marketing ou un choix d'implantation.

Chaque citoyen produit également une masse incroyable de données via l'Internet, la messagerie, le recours au cloud computing, ou encore grâce au traçage de son mobile ou de sa carte de paiement. Si la plupart sont très personnelles, donc confidentielles, il en existe beaucoup d'autres pouvant être utiles à tous. C'est le cas, par exemple, avec le site anglais *patientsLikeMe* qui offre le partage volontaire d'informations provenant des malades afin de nourrir des bases de données pour la recherche médicale. De la même manière, l'entreprise israélienne *Waze* propose une application mobile de navigation gratuite générée par les informations transmises via les téléphones portables des utilisateurs.

LE MARCHÉ IMMENSE DES INFORMATIONS JAMAIS PUBLIÉES

Alors que l'information est le moteur principal de la compétitivité, de la domination ou de la maîtrise d'un environnement donné, il est intéressant de s'interroger sur le potentiel extraordinaire que représente le marché des informations masquées ou abusivement non publiées. La question de fond est de savoir si l'exigence de transparence est un bien ou un mal lorsqu'il s'agit de données publiques. Dans le cadre privé, les limites de la transparence sont évidentes ainsi que le pense Daniel Kaplan de la Fing (Fondation Internet nouvelle génération) pour qui : «La transparence totale dresse les intérêts particuliers les uns contre les autres, inhibe la prise de décision et réduit la confiance». Toutefois il faut savoir que malgré toutes les procédures d'anonymisation, rien n'empêche par divers recoupements de retrouver l'identité des personnes. Ainsi des chercheurs ont montré aux Etats-Unis que 87% des Américains (9 personnes sur 10) pouvaient être identifiés à partir de seulement 3 informations : le code postal, la date de naissance et le sexe !

Principales sources utilisées : *Alternatives Economiques - Challenges - L'Expansion - La Tribune - Le Monde - Le Point - www.poitou-charentes.fr - www.orfea.org - www.ccomptes.fr www.vie-publique.fr -www.blog-territorial.com*

SEP
VALLÉE MOUTON
Grand Poitiers
grandpoitiers.fr
la vie de votre choix à Saint-Benoît
Vivez l'esprit village
dans un quartier où sont regroupés en son cœur, maisons de villes,
habitat collectif, commerces et services, relié par un mail paysager à un vallon arboré.
DERNIÈRES PARCELLES DE TERRAIN ENCORE DISPONIBLES
renseignement à la SEP tél 05 49 30 17 19
Fin 2012
d'autres lotissements seront commercialisés dans différentes communes de Grand Poitiers
SEP - 3, rue du Chanoine Duret - Acropole Rivaud - BP 40456 - 86 011 Poitiers - Tél 05.49.30.17.19 - N° Vert 0800 801 089 - www.sep86.fr

JDP110.indd 12 14/06/12 10:11

16 CHARENTE

CRÉATION D'IMAPACK : PÔLE FORMATION AUX MÉTIERS DU PACKAGING

L'industrie du packaging est une filière stratégique au cœur du Grand Ouest avec un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards d'€ réalisé par plus de 400 entreprises. Sous l'impulsion d'Atlanpack, 3 structures proposent depuis quelques années des filières de formation répondant aux besoins de compétences des activités de packaging (1er secteur industriel du département): le CEPE d'Angoulême (Université de Poitiers), l'école d'ingénieurs du CNAM, hébergée au Cifop à l'Isle-d'Espagnac et le Lycée Professionnel Louis Delage de Cognac.

Ces 3 structures viennent de se fédérer au sein d'un Pôle formation aux métiers du packaging « IMAPACK » pour développer une offre complète de formation (convergence et complémentarité des cursus) et constituer ainsi une interface efficace entre étudiants et professionnels du secteur.

Ce pôle, qui représente aujourd'hui une entité pédagogique de plus de 150 étudiants (et quasiment 100% d'embauche à la sortie), vise à asseoir un offre de formation visible au niveau national tout en fournissant aux entreprises du département un vivier de compétences via les offres de stages et les formations en alternance ou par apprentissage.

UN PLAN POUR SOUTENIR LA MECATRONIC VALLEY

L'Etat, Grand Angoulême et la CCI ont signé un accord-cadre, assorti d'un budget de 140.000€, en faveur du développement de la filière mécatronique dans le bassin du Grand-Angoulême. L'enjeu est de fermement ancrer ce secteur dans le territoire et de stimuler les PME concernées pour générer croissance et emploi.

Le plan vise notamment à renforcer les formations pour préparer le secteur aux enjeux à venir. C'est ainsi qu'une formation d'ingénieur de la filière mécatronique sur deux années (Bac +3 à Bac +5) viendra compléter, dès septembre 2013, les offres déjà proposées par l'IUT d'Angoulême, l'Ecole d'ingénieur par alternance de La Couronne, le CNAM, le Cifop ou les CFA.

Souvent décrite comme l'industrie de demain, la mécatronique regroupe les secteurs de la mécanique, de l'électronique et de l'informatique. En collaborant, ces trois branches permettent la création de produits de haute technologie comme la robotique, la domotique ou l'électromobilité. Dans le bassin d'Angoulême, ce secteur regroupe une centaine d'entreprises dont Leroy-Somer, Schneider Electric, DCNS ou la Saft sont les plus emblématiques, et génère 6.500 emplois (15.000 en Poitou-Charentes).

17 CHARENTE-MARITIME

CERTIFICAT DE SECURITE POUR L'AEROPORT DE LA ROCHELLE

Fin mai, la Direction de l'Aviation Civile a délivré le *Certificat de Sécurité Aéroportuaire* à l'aéroport de La Rochelle-Ile de Ré. Cette certification, rendue obligatoire compte tenu du nombre de passagers transitant sur le site, valide les normes de sécurité de l'aéroport tant du point de vue des infrastructures que de son fonctionnement. Il est, à ce jour, le premier aéroport à être certifié en Poitou-Charentes.

LANCEMENT DU PARC D'ACTIVITÉS *« BAS CARBONE »*, À LA ROCHELLE

La Communauté d'Agglomération de La Rochelle a validé le démarrage du Parc d'activités « *Bas Carbone* » qui sera réalisé sur l'ancien terrain du 519ème Régiment du Train, à Lagord. Cette plateforme interrégionale, qui réunira des entreprises ainsi que des établissements de recherche et de formation, sera dédiée à « *l'efficacité énergétique du bâti ancien en milieu urbain* » et plus globalement aux enjeux de développement de la ville durable. En effet, si l'efficacité énergétique est bien connue aujourd'hui pour la construction de bâtiments neufs, elle est beaucoup plus complexe à mettre en œuvre sur le bâti ancien. Elle nécessite d'expérimenter et de mettre en œuvre de nouvelles solutions et de nouvelles approches plus globales. Sur le Parc, un des anciens bâtiments militaires fera d'ailleurs office de «bâtiment pilote» : d'une superficie de 3.600m2, il bénéficiera d'une réhabilitation exemplaire pour héberger deux première plateformes.

La plateforme technologique (1.200 m2) hébergera des équipements de test et de validation mis en place par l'Université de La Rochelle pour y mener des travaux de recherche et d'expérimentation. Elle proposera aussi des formations associées.

La plateforme d'innovation (2.400 m2) abritera un incubateur, une pépinière et un hôtel d'entreprises dédiés à la chaîne de valeur Bâtiment/Ville Durable : équipementiers, systémiers, bureaux d'études, gestionnaires de services innovants...Entre 20 et 30 entreprises pourraient être hébergées et, à terme, le site pourrait accueillir de 1.000 à 1.500 emplois.

Initiative d'envergure nationale et d'ambition européenne, le Parc technologique « *Bas carbone* » sera piloté, animé et promu par l'association Atlantech, créée pour l'occasion.

AG 2012 DE LA CGPME 17 : L'OCCASION DE RAPPELER LES VALEURS DE LA CONFEDERATION

L'assemblée générale de la CGPME 17 (170 adhérents), qui a eu lieu en avril à Royan, a été l'occasion pour Pascal Sabourin, son président, de rappeler les convictions qui guident le syndicat patronal : l'entrepreneuriat en tant que valeur fondamentale de l'économie, l'engagement, l'investissement, l'Homme en tant que valeur 1ère dans l'Entreprise, le dialogue social comme priorité managériale....

Un discours volontariste et anti-morosité

Après les traditionnels « *rapport moral* » et « *approbation des comptes* », le discours s'est voulu dynamique, optimiste et anti-morosité. Le président a précisé les grandes lignes de son édito paru dans le « *Journal Des Professionnels* » de Février-mars 2012 : « *plutôt que d'évoquer de façon sempiternelle la crise économique, comme si cette seule dénomination suffisait à légitimer nos difficultés, je vous propose plutôt d'aborder cette nouvelle décennie avec la conviction profonde que notre monde a bien irrémédiablement changé. Il n'est plus temps de s'apitoyer sur notre sort et de pleurer les années de croissance sur lesquelles nous avons bâti notre modèle économique, mais bien de considérer, une bonne fois pour toutes, que nous sommes rentrés irrémédiablement dans un nouveau monde, dans une nouvelle ère* », puis, poursuivant : « *Il est vrai que les inquiétudes sont réelles et légitimes. Pourtant, l'activité économique se porte plutôt bien en Charente-Maritime dopée par quelques secteurs performants. L'activité est soutenue, les perspectives encourageantes, la création d'emploi s'avère nettement supérieure à celle de bon nombre de départements français* » pour conclure : « *Oui nous devons aujourd'hui faire montre d'un réel esprit de conquête et plus que jamais nous avons notre avenir entre nos mains* ».

Des attentes et des propositions

Ce fut aussi l'occasion de rappeler les attentes de la CGPME et notamment de revendiquer une fiscalité cohérente et adaptée aux tailles des entreprises : « *il n'est pas moral ni sain que les grosses entreprises ne payent que 8% d'IS alors que notre taux d'imposition s'élève à 33%* ». Sur ce thème, la confédération préconise une progressivité de l'IS, voire un taux réduit d'imposition pour les entreprises qui partagent les fruits de la croissance avec leurs salariés et/ou qui confortent leurs fonds propres.

La confédération met également l'accent sur une valorisation de la PME en tant que moteur de croissance: « *nous appelons de tout cœur que s'instaure dés maintenant une véritable politique en faveur de l'augmentation du pouvoir d'achat. Nous sommes déjà nombreux à partager les fruits de la croissance avec nos salariés, mais cette volonté doit être encouragée par nos élus.*

L'heure est venue d'opérer un transfert de répartition. La baisse des charges sociales patronales doit impérativement s'accompagner d'une baisse des charges sociales et donc d'une augmentation du salaire net ».

iut
Poitiers
UNIVERSITÉ
up
de Poitiers
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE
POITIERS • CHATELLERAULT • NIORT
10 allée Jean Monnet
BP 389
86010 POITIERS Cedex
Tél. 05 49 45 34 00
L'IUT, un temps pour apprendre avant d'entreprendre
Vous complétez notre mission par l'accueil de stagiaires et par l'apport de vos compétences professionnelles dans nos formations.
Ce lien fort entre enseignants, enseignants-chercheurs et entreprises est primordial pour nos 2000 étudiants.
BLUE COM • www.blue-com.fr
www.iutp.univ-poitiers.fr
contact : Service Communication et Relations Entreprises
iutp.score@univ-poitiers.fr - tél : 05 49 45 34 77

Par ailleurs, les collectivités territoriales sont interpellées pour qu'elles redéfinissent la notion de « *mieux disant* » dans leurs critères d'attribution des appels d'offre et qu'elles privilégient prioritairement les compétences locales en soutenant les entreprises qui créent une « *croissance noble* » : *« La recherche du plus bas prix contribue à l'écroulement des marges de toute la filière au profit d'entreprises qui bien souvent sont de toute manière structurellement condamnées* ».

Des actions de proximité

Ce fut enfin le moment de rappeler les actions menées en 2011 par la CGPME 17 :

• la commission « *Education-Entreprise* » a permis de multiplier les interventions de chefs d'entreprise auprès des lycéens du lycée Doriole de La Rochelle pour leur donner une « *autre* » image de l'entreprise et …créer des vocations.

• la commission « *les filles et les fils de …* » a fait se retrouver et se découvrir 7 jeunes chefs d'entreprises, de belles PME de Charente-Maritime, dont le parcours de vie s'est rejoint à travers la phase de transmission familiale. Un parcours de formation et d'accompagnement spécifique leur a été proposé afin de leur faciliter l'appréhension des problématiques sociales, fiscales, financières et enfin psychologiques de leur engagement.

• la commission « *Médiation* » s'est mobilisée pour donner une traduction opérationnelle à la nouvelle charte qui encourage la médiation conventionnelle pour résoudre les conflits civils et commerciaux. La « *qualité relationnelle* » sur laquelle repose la médiation fait partie intégrante des valeurs universelles des PME, et plus encore de la CGPME 17, au même titre que le respect mutuel, le dialogue, l'écoute, la confiance, la responsabilité, la reconnaissance et la loyauté. Elle implique pour tout adhérent de promouvoir la médiation en tant que mode alternatif de résolution des différends et litiges dans la conduite de ses relations économiques et sociales.

• la création de deux nouvelles commissions : l'une sur « *le financement de l'économie* » avec pour objectif de proposer aux adhérents un soutien sur des thématiques de gestion ou de recherche de financement, l'autre sur *« l'export »*.

79 DEUX-SÈVRES

EN 2011, LA MACIF A RÉSISTÉ MALGRÉ DES VENTS CONTRAIRES

Malgré une série de contreperformances : chiffre d'affaires en baisse de 7% dû notamment à une baisse de la collecte en assurance-vie, perte de 7,6 M€ liée à la dépréciation des titres grecs détenus, recapitalisation de la filiale Macifilia, spécialisée dans les grands risques, pour 130 M€, la Macif a réussi à terminer l'année 2011 avec un résultat net de 60,4 M€.

De fait, certains postes ont permis de compenser ses aléas malheureux comme le marché de l'assurance des biens (auto, habitation) et des personnes (santé, prévoyance) qui ont connu leur meilleure progression depuis cinq ans.

Le chiffre d'affaires de la Macif (5 millions de sociétaires et adhérents) est réalisé à 52% sur le marché de l'assurance-dommages (auto, habitation…), à 38% avec les activités d'épargne-finance et à 10% sur la santé & la prévoyance.

L'offre de produits bancaires devrait cette année être un des axes stratégiques prioritaires du Groupe, plaçant ainsi la mutuelle comme un véritable concurrent des banques.

Depuis le 26 avril, Jean-Marc Raby a été nommé au poste de directeur général du Groupe Macif. C'est un changement dans la continuité puisque ce diplômé en sciences économiques de 54 ans a fait toute sa carrière au sein de la mutuelle niortaise.

TRIPLE CERTIFICATION POUR SMACL ASSURANCES

A l'image de ses collectivités sociétaires, SMACL Assurances a engagé un programme de démarche éco-responsable qui vient de se concrétiser par l'obtention d'une triple certification : ISO 9001, OHSAS 18001 et ISO 14001.

La première récompense la qualité de la gestion des sinistres et notamment les mesures prises pour accélérer les prises en charge : déclaration via un site internet sécurisé, mise en relation avec un gestionnaire en moins de 15 secondes…

La certification OHSAS 18001 concerne la politique de prévention des risques professionnels comme l'organisation de permanences avec une psychologue du travail et la mise en place d'un service de télé-gardiennage pour les travailleurs isolés.

La certification environnementale ISO 14001 salue les efforts de réduction de la consommation : -5% de consommation de papier, -30% de consommation d'eau, -60% de gobelet plastique…

EMBAUCHEZ UN APPRENTI DU CFA COMMERCE DE SAINTES

C'est le moment de recruter un apprenti qui sera dans votre entreprise à partir de septembre prochain (voire même dès juillet si vous le souhaitez).

Le CFA Commerce de Saintes forme 700 apprentis par an, du CAP au BTS, aux métiers du commerce des services et de la gestion : CAP Employé de Vente Spécialisée, CAP Employé de Commerce Multi- spécialités, BAC PRO Commerce, BAC PRO Accueil Relation Clients et usagers, BAC PRO Vente, BTS Assistant de Gestion PME PMI, BTS Management des Unités Commerciales, BTS Professions Immobilières.

Recrutez en toute sérénité

Immédiatement opérationnel, habitué à vos méthodes, un apprenti peut devenir le collaborateur qui, justement, vous manquait. L'arrivée d'un apprenti est aussi l'occasion de prendre du recul sur son organisation, de bénéficier d'un regard neuf et, tout simplement, d'avoir à disposition un salarié supplémentaire, dans des conditions financières et fiscales avantageuses. Enfin, le CFA Commerce de Saintes peut vous adresser des jeunes motivés, selon vos critères.

Renforcez vos équipes sans altérer votre compétitivité

La rémunération, calculée sur une fraction du SMIC, est maîtrisée : connue à l'avance, elle est encadrée par la loi. Le salaire est calculé en fonction de l'âge et de l'avancement de l'apprenti dans le cycle de formation.

Contact : CFA Commerce de Saintes (www.cfa-commerce.com) - Carole Dangaly, c.dangaly@rochefort.cci.fr ; Tél. 05 46 97 28 70

86 VIENNE

UNION DE TROIS STRUCTURES POUR ACCOMPAGNER LES CRÉATEURS D'ENTREPRISE

Dans le cadre d'un appel d'offres de Pôle Emploi, la CCI et la Chambre de Métiers de la Vienne ainsi qu' Artcom Entreprises ont signé une convention de partenariat pour mettre en oeuvre une prestation commune d'évaluation préalable à la création d'entreprise (EPCE) et d'accompagnement des créateurs. Depuis 2008, la CCI et Artcom avaient mis en place une EPCE dont 1.200 porteurs de projets avaient bénéficié. L'expérience s'est avérée plutôt utile puisque 75% des entreprises créées sont restées viables plus de trois ans après. Pour optimiser encore ces résultats, la convention prévoit d'assurer un accompagnement dans la durée, c'est à dire après la création : initiative d'autant plus indispensable que 40% des projets de création sont initiés par des demandeurs d'emploi.

LA CAISSE D'ÉPARGNE INVESTIT DANS CENTER PARCS

Le Groupe Caisse d'Épargne et le Crédit Foncier vont participer respectivement à hauteur de 23M€ et 15M€ au financement du Center Parcs de Pierre & Vacances, près de Loudun.

15 M€ émaneront de la seule Caisse d'Epargne Aquitaine-Poitou-Charentes (CEAPC) qui, près de cinq ans après la fusion de ses trois entités (Aquitaine nord, Adour et Poitou-Charentes), emploie 3.000 collaborateurs pour 2 millions de clients. Les 17 sites administratifs initiaux ne sont plus que trois : Bordeaux, Dax et Poitiers. Les 220 salariés du site administratif poitevin ont notamment en charge la gestion de tous les crédits pour l'ensemble du territoire de la banque ainsi que le recouvrement contentieux des particuliers.

A POITIERS, LES *« RENCONTRES DU NUMÉRIQUE »* SERONT NATIONALES.

Le 5 Juillet, au Centre de Conférence de Poitiers, les 4èmes *« Rencontres du Numérique »* seront pour la première fois nationales et constitueront le premier rassemblement hexagonal d'entreprises spécialisées dans les TIC.

La matinée sera consacrée à des rendez-vous business sous la forme d'un speed-dating. Les quelques 200 dirigeants attendus pourront rencontrer jusqu'à 40 contacts directs, soit 1.000 rendez-vous d'affaires dans la matinée.

Parallèlement, des formations IT seront dédiées aux professionnels hors secteur numérique. Des experts en système d'information, communication, réseaux… leur parleront des outils numériques au service de la performance de leur entreprise.

L'après-midi sera rythmé par des ateliers *« Tendances IT »*, sur le social business, le cross média, l'E-learning, le Digital Analytics, la sécurité des données informatiques ou le réseau 4G.

Par ailleurs, un Showroom IT permettra à chacun de tester les dernières technologies innovantes du secteur numérique : table interactive, réseaux intelligents…

En soirée, Joël De Rosnay, scientifique et écrivain, Président exécutif de Biotics International et élu Personnalité de l'Economie Numérique 2012 par l'ACSEL (Association de l'Economie Numérique), animera une Keynote prospective sur le thème : *« La civilisation du numérique, promesses et défis pour l'homme et l'entreprise »*.

Programme complet et inscriptions sur www.rencontres-numerique.fr

DEVELOPPEZ
CREEZ
ENTREPRENEZ
FORMEZ
GEREZ
EMPLOYEZ
DIRIGEZ
INNOVEZ
REPRENEZ
MANAGEZ
FRANCHISEZ
FINANCEZ

16 - 17 OCTOBRE 2012
La Rochelle - Espace Encan

13e édition
salon de l'entreprise
LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRENEURS

OFFRE EXCEPTIONNELLE
- 30% sur le stand Privilège
jusqu'au 15 Juillet

Téléchargez votre dossier d'inscription sur
www.salon-entreprise17.fr
et inscrivez le code JDP pour profiter de cette remise

Conception & organisation : Atlantika Evénements - 05 46 28 97 70
Avec le soutien de :

JDP110.indd 14 14/06/12 09:46

POITOU-CHARENTES

49.000 PROJETS DE RECRUTEMENTS EN POITOU-CHARENTES

Avec près de 49.000 projets de recrutements en 2012, l'amélioration des perspectives d'embauche amorcée en 2011 en Poitou-Charentes se confirme cette année avec 8% de projets de recrutements supplémentaires.

Selon l'enquête BMO 2012 *« Besoin en main d'œuvre »* réalisée par Pôle Emploi, près de 13.000 entreprises de la région ont l'intention de recruter en 2012 : 48.941 recrutements sont ainsi envisagés cette année, soit une progression de 8% par rapport à 2011 (+4,3% en France). 1 projet de recrutement sur 2 émane d'établissements de moins de 10 salariés tandis que 48% des embauches annoncées concernent des emplois saisonniers (36% en France).

Projets de recrutements par département

	2012	2011
Charente	7.975	6.599
Charente-Maritime	21.158	20.515
Deux-Sèvres	8.369	8.853
Vienne	11.439	9.331

6 projets sur 10 concernent le secteur des services

Tous les grands secteurs d'activité voient leur nombre d'intentions d'embauches augmenter en 2012 par rapport à 2011 sauf l'industrie agroalimentaire et l'agriculture.

L'industrie manufacturière progresse fortement avec une évolution de +49,4% grâce principalement à l'industrie extractive, l'énergie & gestion des déchets, la fabrication de matériel de transport, la métallurgie & les produits métalliques.

Le commerce est en hausse de 9,6% et la construction de 3,6%.

Le secteur des services, qui drainent 6 projets de recrutement sur 10, progresse de +8,2%.

43,3% des projets de recrutement sont jugés difficiles

Les établissements estiment que 43,3% de leurs projets de recrutements seront difficiles à concrétiser par inadéquation ou manque de compétences des candidats. Ce pourcentage augmente de +15,4% en 1 an alors qu'il avait baissé de -4,6% en 2011.

Des disparités entre bassins d'emploi

Quatre bassins voient leur nombre de projets de recrutements diminuer cette année : Bressuire, Parthenay, Thouars et La Rochelle soit respectivement -13,8%, -17,1%, -25,2% et -2,3%. A l'inverse, les plus fortes progressions proviennent des bassins d'Angoulême (+22,9%), de Poitiers (+27,0%) et surtout de Confolens (+37,1%).

L'influence du LGV

Le projet LGV est entré en phase opérationnelle début 2012. Il aura un impact important sur l'emploi dans la région puisqu'il va générer 1.300 créations d'emplois directs par le constructeur, COSEA. Ces intentions d'embauches, même si elles concernent principalement des recrutements locaux, ne sont pas comptabilisées dans les résultats de l'enquête BMO 2012 puisque les établissements recruteurs ont leur siège social hors du Poitou-Charentes. En revanche, les projets de recrutement liés à la sous-traitance du chantier ou induits figurent bien dans cette étude.

LE TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES EST DÉSORMAIS ÉQUIVALENT À CELUI DES HOMMES

Au milieu des années soixante-dix, il y avait, dans la région, deux fois moins de femmes que d'hommes au travail. Désormais, elles sont pratiquement aussi nombreuses. De fait, la récente étude réalisée par l'Insee Poitou-Charentes montre qu'aujourd'hui les femmes ont un taux d'activités de 68% contre 38% seulement en 1962.

Mais des écarts persistent encore

Encadrement : Les femmes restent toujours minoritaires parmi les cadres d'entreprise (28,70%), même si elles sont près de trois fois plus qu'en 1982. Elles se rattrapent dans la fonction publique où elles représentent 49,10% de l'encadrement.

Chômage : le chômage touche davantage les femmes, surtout les moins de 25 ans où près d'un tiers de jeunes femmes ne trouvent pas d'emploi.

Salaire : le salaire horaire net moyen des femmes reste en moyenne inférieur de 10% à celui des hommes, 7% si l'on tient compte des différences liées aux emplois occupés. Ces différences salariales sont moins fortes en Poitou-Charentes qu'en moyenne nationale car la région compte moins de cadres, fonctions où les inégalités sont les plus élevées (14%).

L'écart de salaires entre homme et femmes tend quand même à s'estomper puisque, dans les dernières années, le taux horaire moyen des femmes a progressé deux fois plus vite que celui des hommes.

POITOU-CHARENTES : LEADER DES ENR

Qualit'EnR, le spécialiste français de la qualification des entreprises dans le secteur des énergies renouvelables, a publié son palmarès 2011 des régions les plus dynamiques dans ce domaine. En s'affichant 1ère dans les catégories *solaire voltaïque* puis *solaire aérothermie & géothermie*, 2ème dans les catégories *bois-énergie* puis *solaire thermique*, la région s'affiche première au classement général des régions françaises les plus denses en matière d'entreprises dédiées aux EnR. Sur le terrain, la situation est moins idylliques et beaucoup d'*« entreprises vertes »* de la région sont à la peine : Eco & Mobilité (86) vient d'être liquidée, Mia Electric (79) est loin de ses objectifs, l'aide de la Région pour les maisons à ossature bois n'existe plus....

LA RÉGION INNOVE EN MATIÈRE D'AUTO-PARTAGE

Fin Avril, la Région Poitou-Charentes et 10 collectivités du territoire régional ont créé la Société Publique Locale «*Poitou-Charentes Auto-Partage*» : une première en France. Dans un premier temps et dès l'automne 2012, 40 Mia electric seront à disposition des citoyens à Niort, Saintes et Châtellerault. Outre l'intérêt économique et écologique du concept, ce sera l'occasion de familiariser les picto-charentais à l'usage du véhicule électrique. Alors que le covoiturage consiste à emmener des passagers à bord de son propre véhicule, l'auto-partage consiste à louer un véhicule appartenant à un tiers, en temps partagé.

CHARTE RÉGIONALE EN FAVEUR DE L'ALTERNANCE

Aujourd'hui, 8 jeunes sur 10 trouvent un emploi à l'issue d'une formation par alternance. Cette filière constitue donc un véritable passeport pour une insertion professionnelle pérenne et mérite d'être développée et optimisée.

Avec l'adoption de la loi sur «*le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels*» en juillet 2011, l'État avait mis en place des mesures concrètes pour faciliter le recrutement d'alternants, notamment des aides à l'embauche et des mesures de simplification.

Le 10 avril 2012, Yves Dassonville, préfet de Poitou-Charentes, Dominique Morin, directeur régional de Pôle Emploi et Francis Dumasdelage, président de la fédération de la formation professionnelle de Poitou-Charentes ont signé la « *Charte régionale de partenariat sur l'alternance en Poitou-Charentes* » qui prolonge et complète les mesures décrétées en 2011.

Cette charte permet notamment une mise en relation systématique entre les organismes de formation et les services de Pôle emploi pour diffuser le plus largement les offres d'alternance.

En Poitou-Charentes, 11.219 contrats d'alternance ont été conclus pour la période de juin 2011 à février 2012 : 8.790 contrats d'apprentissage et 2.429 contrats de professionnalisation, soit respectivement +1,6% et +11,6% par rapport à la même période 2010/2011.

Embauchez un apprenti, c'est le moment !
Renforcez vos équipes sans altérer votre compétitivité
Recrutez en toute sérénité
Le CFA Commerce de Saintes et l'ICF de Cognac ont sélectionné pour vous des candidats motivés dans les filières suivantes :
Pharmacie
• BP Pharmacie
Fleuristerie
• CAP Fleuriste
• BP Fleuriste
• Brevet de Maîtrise Fleuriste
Immobilier
• BTS Professions Immobilières
Banque
• BTS Banque
Gestion
• BTS Assistant de Gestion PME-PMI
• BTS Assistant de Manager
• BTS Comptabilité et Gestion des Organisations
Commerce / Services / Export
• CAP Employé de commerce multi-spécialités
• CAP Employé de vente spécialisée
• BAC PRO Commerce
• BAC PRO Accueil Relations Clients et Usagers
• BAC PRO Vente
• BTS Professions Immobilières
• BTS Management des unités commerciales
• BTS Technico-commercial spécialité énergies et environnement
• BTS Commerce International
• BTS Négociation et Relation Client
Contactez nous
SAINTES CFA COMMERCE
www.cfa-commerce.com
ICF Institut Consulaire de Formation
www.icf-cognac.fr
CFA Commerce de Saintes : Carole Dangaly - 05 46 97 28 70 - c.dangaly@rochefort.cci.fr
ICF de Cognac : Claire Le Gall - 05 45 36 32 80 - c.legall@cognac.cci.fr

ACTUALITÉS POITOU-CHARENTES

AEROTEAM SE RELANCE POUR FÉDÉRER L'AÉRONAUTIQUE RÉGIONALE

Aeroteam est une association loi 1901 qui regroupe depuis quelques années des acteurs de la filière aéronautique picto-charentaise : PME, grands groupes, centres de recherche …qui coopérent pour développer leurs activités. Si l'intention est bonne, les actes étaient jusqu'à présent peu « lisibles » et une nouvelle impulsion semblait nécessaire. C'est ce nouvel élan que veut incarner le nouveau Président Accorsini, PDG de l'entreprise châtelleraudaise Mécafi.

Parmi les enjeux à fédérer : favoriser les partenariats entre PME et grands Groupes implantés localement, identifier des axes d'innovation, augmenter la notoriété des PME de la région, mettre en commun les compétences pour acquérir des marchés, séduire et former des salariés qualifiés pour répondre aux emplois proposés.

L'association, qui a son siège à l'ENSMA, symbole de cette passerelle entre industrie, recherche et formation, a déjà mis en place des commissions pour travailler sur ces différents sujets.

Rappelons que la filière aéronautique régionale se concentre autour de Eads Sogerma à Rochefort, Thalès Avionics et Snecma à Châtellerault, Dassault et Sagem à Poitiers, Leach International et ECE Zodiac à Niort, Aerazur à Cognac. Elle emploie 2.300 emplois directs et en génère le double avec un réseau de PME sous-traitantes comme Simair (aérostructure et équipements), Forges de Bologne (pièces de structure), Malichaud Atlantique (ailettes) , Hutchinson, Proteaux & Cie, Acime Technologie, Techman-Head, Eurilogic, altep Ingenierie, Mécafi, Formes & Outillages, Critt Materiaux…….

Aeroteam s'est fixé comme objectif d'atteindre une soixantaine d'adhérents d'ici fin 2012.

LA CAISSE DES DÉPÔTS : UN PARTENAIRE VITAL DES GRANDS PROJETS RÉGIONAUX

Pour compenser la prudence des banques et surtout la défaillance de Dexia, prêteur historique des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a injecté, en 2011, 374 M€ dans diverses opérations en Poitou-Charentes :

Logement social : 239 M€ contre 180 en 2010 pour financer 1.000 logements neufs et 4.300 réhabilitations.

Aide aux entreprises : 37 entreprises, représentant 2.200 emplois, ont bénéficié d'un accompagnement de la CDC pour conforter leurs fonds propres.

Revitalisation des territoires : La Caisse a participé au Fonds national de revitalisation des territoires en prêtant, avec l'État et Oseo, 8M€ à 29 entreprises, leur permettant du même coup de recueillir 26 M€ supplémentaires de prêts bancaires.

La CDC est aussi intervenu dans les secteurs hospitaliers, des Énergies renouvelables, de l'Immobilier d'entreprises et du Microcrédit.

Rappelons enfin que l'organisme public est majoritaire dans le capital du Futuroscope, en direct ou via la Compagnie des Alpes, financeur du chantier de la LGV et actionnaire de près d'un tiers de la société d'économie mixte qui va gérer le futur Center Parcs du Loudunais.

SALON 2012 DE LA CROISSANCE VERTE ET DES ECO-INDUSRIES

La Rochelle accueillera la 8ème édition du salon de la Croissance Verte et des Éco-industries qui se déroulera les 12 et 13 octobre à l'Espace Encan.

Organisé par la Région Poitou-Charentes et le Pôle Éco-Industries, cet évènement accueillera quelques 5.000 visiteurs et 200 exposants répartis en neuf villages thématiques. Les professionnels et le grand public pourront y découvrir les dernières nouveautés et innovations dans les domaines de l'éco-habitat, des énergies renouvelables, de la mobilité décarbonée, de l'éco-tourisme, de l'écologie industrielle ou encore de la valorisation des déchets.

Deux jours pour s'informer, échanger …et changer

Le vendredi 12 sera réservé aux professionnels autour d'ateliers, conférences et rendez-vous d'affaires … En soirée, les «*Trophées Croissance Verte-Innovation*» seront décernés aux entreprises régionales les plus novatrices en matière de Croissance Verte et de conversion écologique de l'économie.

Le samedi 13, le grand public sera convié et de nombreuses animations et conférences seront données sur des thèmes comme les cosmétiques & les aliments sains, les formations & les emplois du secteur, les offres d'écotourisme…. Des essais de véhicules électriques ou hydrides, des conseils pour faire des économies d'énergie et adopter des gestes éco-citoyens seront également proposés. L'entrée sera gratuite.

Un salon éco-responsable

Pour être en cohérence avec le thème, l'aménagement du salon suit un cahier des charges strict : éclairage basse consommation, mobilier durable, signalétique et supports de communication juste nécessaires et éco-conçus, tri sélectif des déchets, retraitement des moquettes à l'issue de la manifestation, restauration à base de produits bio, issus du terroir…

www.salon.croissanceverte.poitou-charentes.fr

LE PÔLE DES ECO-INDUSTRIES SOUTIENT L'EFFICACITÉ ENERGÉTIQUE

L'efficacité énergétique est un axe essentiel pour les entreprises qui veulent garder leur compétitivité. C'est pourquoi, le Pôle des Éco-Industries, en pleine cohérence avec ses objectifs, a mis en place des accompagnements auprès des entreprises du Poitou-Charentes, notamment par :

- ***La réalisation d'un pré-diagnostic énergétique*** de l'entreprise permettant d'identifier les postes de consommation et leurs volumes, de mettre en évidence des gisements d'économies d'énergie, d'orienter vers les énergies renouvelables et d'être à l'origine d'une démarche de performance énergétique.
- ***La réalisation d'études énergétiques de process.***
- ***la mise en place d'un système de management de l'énergie.***

Contact : Nicolas Rolle-Milaguet, chargé de mission « Efficacité énergétique » : 05 49 44 64 96

Sources : Charente Libre, Sud-Ouest, Nouvelle République, Actufax.

ACTUALITÉS LIMOUSIN

LE PROFIL DES « CREATEURS D'ENTREPRISE » EN LIMOUSIN

Le taux de création d'entreprise demeure structurellement faible en Limousin, comme en Auvergne ou en Bretagne. Avec 15% de nouvelles entreprises, il se situe 3 points en dessous du taux national. De plus, sous l'effet du nouveau statut d'auto-entrepreneur et des tensions économiques, la création d'entreprise «*classique*» (hors auto-entreprise) a connu, depuis 2009, un repli marqué dans la région comme au plan national. En 2011, parmi les 4.300 entreprises créées en Limousin, seulement 1.900 sont des entreprises classiques, soit 13% de moins qu'en 2010.

L'Insee Limousin a réalisé une enquête auprès du millier de créateurs limousins qui ont démarré leur activité au premier semestre 2010 pour savoir qui sont les créateurs d'entreprises d'aujourd'hui.

Un créateur sur quatre choisit le commerce

Avec près d'une création sur quatre, le secteur du commerce et de la réparation est celui qui a attiré le plus de nouveaux entrepreneurs limousins en 2010. Le secteur de la construction, très dynamique au début des années 2000, est relayé au deuxième rang représentant 19% des nouvelles entreprises.

L'hébergement & la restauration, ainsi que les activités scientifiques & techniques, avec chacun 10% des créations, occupent la troisième place. Globalement, ces tendances se retrouvent partout dans l'hexagone.

Le créateur : un homme, plutôt jeune

Un nouvel entrepreneur sur deux a moins de 39 ans et un sur cinq a moins de 30 ans. En revanche, 22% des créateurs ont plus de 50 ans en Limousin, soit trois points de plus qu'en province. Si les hommes demeurent largement majoritaires (70%), les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses à créer leur entreprise : un phénomène en grande partie liée au poids croissant des activités tertiaires.

Des créateurs plus diplômés

Près de 40% des créateurs limousins sont diplômés du supérieur, contre seulement 30% en 2006, soit un profil identique à leurs homologues de province.

La composante technique ou professionnelle constitue une autre spécificité de leur formation initiale. En effet, plus d'un quart des nouveaux créateurs sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP, 14% d'un bac technologique ou professionnel, et 13% d'un BTS ou d'un DUT.

Des projets plus aboutis et des créateurs plus expérimentés

Plus qu'en 2006, la constitution d'un projet plus abouti et une expérience de gestionnaire apparaissent comme des éléments décisifs pour créer son entreprise : en 2010, un créateur sur quatre était auparavant chef d'entreprise ou indépendant. Par ailleurs, les demandeurs d'emploi, même s'ils restent majoritaires, sont moins nombreux à se lancer alors que le chômage a pourtant progressé sur la période. A l'inverse, les salariés qui se lancent dans la démarche entrepreneuriale sont de plus en plus des cadres : 27% contre 22% en 2006 et 14% en 2002.

Enfin, la moitié des créations ont nécessité un investissement de plus de 12.000€ alors que ce montant médian ne dépassait pas 8.000€ en 2006. Sur ce point, 50% des créateurs limousins déclarent avoir bénéficié d'une aide sous forme de versement financier ou d'exonération.

Créateurs d'entreprise limousines selon leurs situations immédiatement avant la création

Chômeur	33%
Salarié	32%
Indépendant/Chef d'entreprise	25%
Etudiant/Inactif/Retraité	10%

Un créateur sur trois change d'activité

Un créateur sur trois crée son entreprise dans un domaine autre que celui dans lequel il exerçait auparavant : il s'agit surtout de retraités et de chefs d'entreprises qui s'appuient sur leur expérience ou de personnes sans activité professionnelle. C'est vers le commerce, la restauration ou les transports que les passerelles sont les plus nombreuses.

En 2010, un créateur limousin sur dix venait d'une autre région.

LE DISPOSITIF : « OBJECTIF CRÉATION »

La Région Limousin, les réseaux consulaires et des réseaux associatifs sont à l'initiative du dispositif «*Objectif Création*», dont la volonté est d'accompagner les porteurs de projet dans leur création ou reprise d'entreprise. De l'idée à la formalisation du projet et jusqu'aux premiers pas de l'entreprise, ces nouveaux entrepreneurs peuvent bénéficier de conseils, de formations et d'aides financières : *Pass' Conseil, Pass' Création, Pass' Reprise, prêts d'honneur* ….Et pour les moins de 30 ans, un soutien supplémentaire est proposé grâce à des aides bonifiées: *Aide coup de pouce, Pass' Jeune.*

Depuis sa mise en place en 2007, *« Objectif Création »* a accompagné la création et la reprise de plus de 3.100 entreprises.

En savoir plus : 0 800 03 07 09

LA PATATERIE VISE LES 150 RESTAURANTS EN FRANCE

Avec 39 ouvertures réalisées en 2011 dans l'hexagone dont 33 en franchise, le groupe limousin *La Pataterie* continue de progresser à un rythme très soutenu. En effet, peu d'enseignes peuvent se vanter d'aligner de telles performances mais il est vrai que les résultats sont au rendez-vous : « *En 2011, le chiffre d'affaires moyen par unité franchisée a atteint les 1,1 M€ HT, avec une rentabilité moyenne de 10% avant impôt » précise* Alexandre Maizoué, le directeur général de l'entreprise, créé en 1996.

Même si le groupe de restauration rapide, qui reçoit entre 50 à 80 dossiers de candidatures par mois, reste très sélectif, une trentaine de restaurants ont déjà été ouverte depuis le début de l'année 2012.

Le réseau, qui a généré en 2011 un CA de 97,8 M€, en progression de 50% sur un an, s'est donné comme objectif d'atteindre 300 établissements à la fin de l'année 2017.

Dans cette perspective, *la Pataterie* et Pôle Emploi ont signé un accord cadre visant à accompagner l'enseigne de restauration dans le recrutement de ses futurs collaborateurs ….qui doivent prévoir un apport personnel de 125.000€ pour ouvrir leur franchise.

2011 : DES CRÉATIONS D'ENTREPRISE EN BAISSE

Malgré une baisse conséquente en 2011 (-14,1%), le nombre de créations d'entreprises reste toujours à un niveau élevé, sur le plan national comme en Limousin. En effet, le nombre de nouvelles unités s'affiche toujours à un niveau nettement supérieur à celui observé avant la mise en place du nouveau régime d'auto-entrepreneur il y a quatre ans : 331.763 créations en France en 2008 contre 623.000 à son plus haut en 2010 et 550.000 en 2011.

La baisse du nombre de créations d'entreprises observées l'année dernière au regard de 2010 est surtout imputable aux auto-entrepreneurs et aux sociétés pluripersonnelles (SARL, SAS et autres) dont le nombre de créations a diminué respectivement de 19% et 10%. Seules les créations de sociétés unipersonnelles (SASU et EURL) se sont affiché une hausse : +31%.

	Nombre de créations	% auto-entrepreneurs	Évolution 2011-2012
Corrèze	1.487	53,5%	-12,9%
Creuse	637	53,3%	-23,4%
Haute-Vienne	2.192	54,6%	-11,7%
Limousin	**4 .316**	55,5%	-14,1%

Le taux de création d'entreprise 2011 en Limousin, c'est à dire le rapport entre les entreprises créées dans l'année et le stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année, s'affiche à 12,9%, contre 14,3% en Poitou-Charentes et 15,4% en France de Province.

Source : Insee Limousin

JDP110.indd 16 14/06/12 09:46

ACTUALITÉS VENDÉE

2011 : DES CREATIONS D'ENTREPRISE EN BAISSE

Malgré une baisse conséquente en 2011, le nombre de créations d'entreprises reste toujours à un niveau élevé sur le plan national comme en Vendée.

De fait, le nombre de nouvelles unités est nettement supérieur à celui observé avant la mise en place du nouveau régime d'auto-entrepreneur : 331.763 créations en France en 2008 contre 623.000 à son plus haut, en 2010 et 550.000 en 2011.

La baisse du nombre de créations d'entreprises observées l'année dernière au regard de 2010 est imputable aux auto-entrepreneurs et aux sociétés pluripersonnelles (SARL, SAS et autres) dont le nombre de créations a diminué respectivement de 19% et 10%.

Seules les créations de sociétés unipersonnelles (SASU et EURL) ont affiché une hausse : +31%.

	Nombre de créations	% auto-entrepreneurs	Evolution 2011-2012
Vendée	3.990	51,6%	-16,1%
Loire Atlantique	9.648	53,1%	-10,7%
Maine et Loire	4.480	52,2%	-11,1%
Mayenne	**1.399**	54,6%	-11,7%
Sarthe	2.827	54,9%	-16%
Pays de la Loire	22.344	53%	-12,5%

NEWTEC RACHETÉE PAR LE GROUPE CERMEX

Spécialisée dans les systèmes de palettisation et les solutions de fin de ligne (charge unitaire et sac), l'entreprise Newtec de Saint-Laurent-sur-Sèvre vient d'être rachetée par le groupe Cermex, leader dans le domaine des machines d'emballages secondaires et filiale du groupe Tetra Laval. Créée en 1947, Newtec emploie 140 personnes pour un CA de 22 M€.

L'entreprise est surtout présente sur les marchés des produits laitiers frais, des boissons, de la chimie et de la cosmétique.

AKENA VÉRANDAS RAPATRIE TOUTE SA PRODUCTION EN VENDÉE

Akena vérandas va recentrer sur son site de Dompierre-sur-Yon toute la production de son unité d'Hazebrouck, reprise en 2007. Ce site fabrique 1.500 vérandas par an, soit 26% de la production d'Akena vérandas, et occupe près de 200 salariés. 160 resteront dans le Nord sur des postes d'études, de commerciaux et de pose tandis que 28 des 38 salariés dédiés à l'activité se sont vu proposer des postes en Vendée.

Cette réintégration sera accompagné d'investissements de 1 à 2 M€ étalé sur les deux prochaines années. N° 1 français du secteur de la véranda aluminium, Akena représente 620 salariés, un CA de 80M€ en 2011, 5.500 vérandas réalisées par an et 12.000 m2 de bureaux et d'ateliers.

GONNIN DURIS DANS LE GIRON DU GROUPE DUBREUIL

Le groupe Dubreuil s'est offert 75% du capital de la société Gonnin Duris, N° 5 de la distribution et de la maintenance de matériel agricole en France.

Cette entreprise, basée à Sauzé-Vaussais dans les Deux-Sèvres, est, entre autres, concessionnaire et revendeur exclusif de la marque New Holland, marque leader sur le marché hexagonal pour les tracteurs, les moissonneuses batteuses, les ensileuses ou encore les presses à balles.

Les 12 agences et les 200 salariés de Gonnin Duris couvrent 5 Régions : Centre, Poitou-Charentes, Limousin, Auvergne et Rhône-Alpes, pour 70 M€ de CA en 2011.

Eric Bibault, actuel dirigeant de l'entreprise deux-sévrienne, reste président et actionnaire de la société à hauteur des 25%.

Pour le Groupe Dubreuil, cette diversification ouvrira des synergies avec l'activité de distribution de matériels BTP dans lequel le Groupe est présent depuis plus de 10 ans.

Cette nouvelle activité devrait contribuer à hauteur de 4% au chiffre d'affaires du Groupe Dubreuil dès 2012.

Le Groupe vendéen, qui table sur un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'€ en 2012, est désormais présent sur 8 métiers : distribution automobile et pièces détachées auto (27% du CA), distribution de produits pétroliers (16%), distribution et location de matériels de travaux publics (11%), distribution alimentaire (5%) mais aussi dans le transport aérien avec Air Caraïbes (33%), dans les énergies nouvelles (3%) et l'hôtellerie et l'immobilier (1%).

SMURFIT KAPPA FÊTE LE CINQUANTENAIRE DE LA FABRIQUE DE CARTONNAGE DE MORTAGNE-SUR-SÈVRE

En 1962, une jeune entreprise de cartonnage se créait à Saint-Laurent-sur-Sèvre, dans un atelier de 1.500 m². En 1974, la société est intégrée au groupe Socar qui en profite pour agrandir l'usine sur près de 20.000 m².

Vingt ans plus tard, la Socar est vendue au groupe irlandais Smurfit qui, associé à Kappa, devient N° 1 européen du carton ondulé.

La cartonnerie de Mortagne fait alors l'objet de nouveaux investissements et devient, avec 33.000 m² de bâtiments, l'un des 20 plus grandes unités du groupe. Cinquante ans après sa création, le site emploie 210 personnes pour un CA de 58 M€... et consomme annuellement quelques 65.000 tonnes de papier 100% recyclé.

CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE POUR FLEURY MICHON EN 2011

Le chiffre d'affaires du Groupe vendéen a atteint 644,6 M€ l'an dernier, en progression de 7,8% (+11,6% pour les produits de la marque Fleury Michon). L'activité de plateaux-repas pour les entreprises et le transport aérien s'est révèlée particulièrement dynamique avec une croissance de 21,6%.

En revanche, le bénéfice opérationnel ne s'est développé que très modestement (+1,2%) à 25,6M€. De fait, en 2011, les prix élevés des matières premières agricoles n'ont pu être répercutés que partiellement et avec retard sur les prix de vente.

C'est ainsi que la marge annuelle s'est légèrement tassée à +4% contre +4,2% en 2010.

Sources : Nouvelle République, Usine nouvelle, Vendée Expansion, Ouest France.

DOSSIER ASSURANCES & MUTUELLES

Jeudi 15h40 : Contrat Myriade signé !
Des formules adaptées pour une entreprise en pleine forme.
Plus de 1 000 entreprises du grand Sud-Ouest nous font déjà confiance.
Pour bénéficier comme elles de l'expertise Myriade, contactez-nous au 05 56 17 10 74 ou par mail à entreprises@myriade.fr
MYRIADE MUTUELLE SANTÉ
www.myriade.fr
Avec vous jour après jour.

PROTÉGER SA FAMILLE, SES SALARIÉS, SON ENTREPRISE P. 18

LES SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LES PARTICULIERS P. 18

LES SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LES ENTREPRISES P. 20

Nombreuses sont les solutions d'épargne et d'assurance disponibles auprès des assureurs, des mutuelles, cabinets conseil et bancassurance.

PROTÉGER SA FAMILLE, SES SALARIÉS, SON ENTREPRISE

La protection de sa famille, de ses salariés et/ou de son entreprise, est une question récurrente notamment lorsqu'il s'agit d'anticiper la maladie, le décès, l'invalidité, la perte de ressources financières ou encore prévoir sa retraite et des revenus complémentaires. C'est aussi le cas pour l'entreprise en matière d'homme clé, de continuité d'activité ou de trésorerie afin de gérer le «passif social». Nombreuses sont les solutions d'épargne et d'assurance disponibles auprès des assureurs, des mutuelles, cabinets conseil et bancassurance. Toutefois si les offres proposées semblent identiques d'un organisme à l'autre, elles ne répondent souvent pas aux mêmes attentes, besoins ou objectifs en n'ayant pas les mêmes impacts sur la gestion du patrimoine.

En fait un bon panachage suppose d'agir, à la fois, dans 7 principaux domaines au niveau du particulier et/ou de l'entreprise :

- Epargne
- Immobilier (achat, investissement locatif)
- Retraite
- Protection de la famille en cas de décès, invalidité, chômage
- Capitalisation & Revenus complémentaires
- Prévoyance santé (maladie, rbt frais)
- Assurances diverses

PRINCIPALES SOLUTIONS

En plus de la protection classique du patrimoine et des biens, la défiscalisation, la couverture de risques, la recherche de plus-values, le remboursement de frais, la préparation de la retraite, la protection des salariés, du conjoint et/ou des enfants, des garanties sur-mesure ou encore l'épargne de précaution, sont autant de modes de prévoyance supposant à chaque fois des produits adaptés :

- **Recherche de plus-values par un placement financier ou boursier : assurance-vie, PEA, FCPI, contrats de capitalisation**
- **Couverture des risques de dépendance, d'invalidité et de décès : protection sociale**
- **Couverture des frais de santé : prévoyance et mutuelles santé**
- **Préparer sa retraite : Assurance-vie, PERP, contrats de capitalisation, contrat Madelin, LMNP, LMP**
- **Transmettre son patrimoine : conseil en gestion de patrimoine**
- **Diminution ponctuelle de l'IR : Loi Girardin, Loi Girardin industriel**
- **Réduction de l'IS de l'entreprise : loi Girardin industriel**
- **Diminution durable de l'IR : Loi Robien, LMNP, LMP, Loi Malraux, Monuments historiques**
- **Diminution de l'ISF : Optimisation fiscale et sociale**
- **Optimisation de la rémunération du dirigeant : optimisation fiscale et sociale**
- **Solution d'épargne salariale : différentes formules d'épargne en entreprise, abondement**
- **Retraite des salariés : retraite à cotisations définies, à prestations définies**
- **Indemnités de fin de carrière : prévoyance du passif social**
- **Indemnités de licenciement : prévoyance du passif social**

LES SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LES PARTICULIERS

ÉPARGNE

20% des personnes les plus riches détiennent 42% de l'épargne globale en France. La part de l'épargne logement représente actuellement 55% de l'épargne totale.

1. Assurance vie : Il s'agit avant tout d'investir sur des fonds sécurisés en euros, sur des fonds communs de placement ou sur des unités de compte plus ou moins risquées. Il existe 2 grands types de contrats :

- A versements libres
- A versements périodiques

Principaux avantages :

- Rendement supérieur au Livret A
- Taxation après un abattement de 4.600€ (personne seule) ou 9.200€ (couple) sur l'ensemble des retraits de l'année
- Après 70 ans, les droits de mutation par décès s'exercent sur la fraction des primes excédant 30.500€.

FISCALITÉ DE L'ASSURANCE VIE

Durée	PL	PS
0 à 4 ans	35%	13.5%
4 à 8 ans	15%	13.5%
+ 8 ans	7.5%	13.5%

PL : prélèvements libératoires
PS : Prélèvements sociaux

Créateurs d'entreprise

Ce sont les jeunes pousses qui réclament les plus grands soins…

… RÉUNICA, conçoit des grandes **protections sociales** pour les petites entreprises

Par ses tarifs adaptés, les **Pack Créateurs** vous permettent d'accompagner votre développement en douceur.

RÉUNICA est le groupe désigné pour les entreprises en création dans votre département*

Prévoyance Santé Épargne Retraite Action sociale

Certification qualité pour la gestion Réunica Prévoyance Réunica Mutuelle et les centres de contacts

Devis gratuit au 0811 90 10 90** - 01 71 72 57 18
createurs@reunica.com - www.reunica.com

* Dans les 3 mois qui suivent la création de votre entreprise, vous devez adhérer à l'un des deux groupes de retraite désignés par AGIRC - ARRCO dans votre département ou arrondissement. Passé ce délai, un seul de ces deux groupes recueillera d'office votre adhésion. ** Numéro Azur facturé au prix d'une communication locale.

RÉUNICA
Des idées en + pour mieux vous protéger

Dpt Monchak - Le Petit Prince™ © Succession Antoine de Saint-Exupéry - 2005 - crédits photos : © Cultura / Corbis & David Arky / Corbis - RÉUNICA PRÉVOYANCE : Institution de prévoyance régie par le Titre III du Livre IX du Code de la Sécurité Sociale, approuvée par un arrêté en date du 31 12 1986 et enregistrée sous le numéro 965 par le Ministère des affaires sociales. Adresse du siège social : 154 Rue Anatole-France - 92599 Levallois-Perret Cedex

JDP110.indd 18 14/06/12 09:46

2. PEA (Plan d'Epargne en Actions) : Il constitue une enveloppe fiscale composée d'actions françaises, de sicav comportant au moins 60% d'actions françaises et/ou de FCP (fonds commun de placement) comportant au moins 75% d'actions françaises.

Principaux avantages :

- Durée minimale de détention de 5 ans avec, en contrepartie, une exonération totale d'impôts sur les plus-values et sur les dividendes (y compris sous forme de rente viagère et/ou de décès de l'assuré)
- Les titres placés peuvent être cotés ou non cotés (parts de SARL, SELARL...)
- Versement plafonné par personne à 132.000€
- 1 plan par personne physique et un maximum de 2 PEA par foyer fiscal
- Application uniquement des prélèvements sociaux de 13.5%

3. FCPI (Fonds communs de placement dans l'innovation) : Pour bénéficier d'exonération fiscale ceux-ci doivent être détenus au moins 5 ans. La réduction d'impôt est égale à 18% de l'investissement en étant plafonnée à 12.000€ pour un célibataire et 24.000€ pour un couple marié. Ces fonds dits à risque doivent être investis pour 60% en titres de sociétés remplissant les conditions suivantes :

- Etre soumises à l'IS
- Ne pas être cotées
- Comporter moins de 500 salariés et être détenues majoritairement par des personnes physiques ou holdings familiaux
- Avoir réalisé au cours des 3 derniers exercices des dépenses de recherche
- Avoir un agrément de type Anvar

4. Bon de capitalisation : Il peut être nominatif ou anonyme (au porteur) et dispose de plusieurs intérêts :

- Fiscalité identique à l'assurance vie en matière d'IR
- Souscription possible en espèces
- Contrat multisupport et multigestionnaire dans un cadre classe DSK ou PEA
- Peut faire l'objet d'une donation ou de legs
- Déclaration à sa valeur nominale pour l'ISF
- Durée maximale de 30 ans

IMMOBILIER

Malgré un fort coup de rabot en 2010 sur les avantages fiscaux, l'immobilier reste de loin l'un des meilleurs placements. Selon, Christian de Gournay, président de Cogedim, *«Les Français font davantage confiance à l'immobilier qu'à la Bourse pour défendre la valorisation de leur épargne dans le temps. De plus, le rendement de la pierre tourne autour de 3,5% avant impôt et avantage fiscal.»*

5. Loi Borloo (Dispositif Borloo populaire) : Incitation fiscale destinée à augmenter le parc locatif en métropole. Le propriétaire s'engage à louer un bien immobilier nu acheté neuf pour une durée d'au moins 9 ans au titre d'habitation principale. L'éligibilité au dispositif suppose une limitation de ressources du locataire ainsi qu'un plafonnement des loyers en fonction de la zone géographique.

Avantages fiscaux : Possibilité de déduire de ses revenus fonciers jusqu'à 65% du prix d'acquisition à raison de 6% par an pendant 7 ans, puis de 4% pendant 2 ans. Le déficit foncier est plafonné à 10.700€ avec le solde des intérêts reportable pendant 10 ans et une déduction forfaitaire sur les loyers applicable à hauteur de 30% sur toute la durée de l'amortissement.

6. Loi Robien (Dispositif De Robien dit «recentré») : Idem que le dispositif Borloo avec des dispositions possibles pour les immeubles anciens faisant l'objet d'une réhabilitation. La déduction forfaitaire des loyers est remplacée par une déduction des frais réels intégrant toutes les primes d'assurance, les frais de rémunération d'un professionnel, les frais de gérance (hors frais de gestion courante) ainsi que les frais de procédure. Possibilité de déduire jusqu'à 50% de l'investissement en 9 ans. Un plafond de loyer est fixé en fonction d'un zonage (A, B1, B2) applicable à certaines villes et communes de France.

7. Loi Scellier : Entre le 1er janvier 2009 et le 31 décembre 2012, cette loi permet une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 21% de la valeur d'un bien immobilier acheté neuf dans un programme BBC (bâtiment basse consommation) au sein d'une grande ville. Il est nécessaire de louer ce bien pendant 9 ans (13% de réduction d'impôts) ou jusqu'à 15 ans (21%). Le plafond d'investissement retenu est de 300.000€ faisant que, en général, le bien acheté est financé à 50% par le locataire, 20% par l'Etat et 30% par l'acquéreur.

Dans le cas d'un investissement immobilier locatif en Scellier Social, il est possible de déduire en plus 1,33% par an du prix de revient à condition de louer le logement pendant 2 périodes successives de 3 ans au-delà de la période minimale de 9 ans.

8. Loi Girardin : Concerne les investissements réalisés dans le secteur du logement entre juillet 2003 et décembre 2017 dans les DOM-TOM.

Avantages fiscaux : Ils varient selon le type de location ou d'occupation :

- Avec occupation de l'acquéreur à titre d'habitation principale : réduction d'impôt de 25% étalée sur 10 ans
- Avec location et plafonnement du loyer pour des locataires soumis à conditions de ressources : réduction d'impôts de 50% du montant étalée sur 5 ans
- Avec location sans conditions de loyer et plafonnement de ressources pour le locataire : réduction d'impôt égale à 40% du prix d'acquisition étalée sur 5 ans.

Pour les entreprises, la loi Girardin «Industriel» permet aux entreprises d'investir dans le secteur locatif intermédiaire à partir de l'acquisition ou de la construction de logements neufs, que ce soit de manière directe ou par voie de souscription en numéraire au capital de sociétés soumises à l'impôt sur l'IS.

9. Loi Malraux : Ce dispositif concerne la mise en location d'un bien acquis dans un secteur au patrimoine sauvegardé (par exemple : centre ville historique) ou d'un bâtiment ayant le label «Fondation du patrimoine».

Principaux avantages :

- Jusqu'au 31 décembre 2012, réduction d'impôt jusqu'à 30% pour les investisseurs en secteur sauvegardé et 22% en zone de protection du patrimoine architectural urbain ou paysager (ZPPAUP)
- Constitution d'un patrimoine de très forte valeur transmissible aux héritiers
- Déductibilité de l'intégralité des travaux de réhabilitation de l'immeuble
- Déductibilité des intérêts du prêt pendant 10 ans au titre des revenus fonciers
- Mise en location au minimum pendant 6 ans

10. Monuments historiques : Il s'agit de favoriser la sauvegarde du patrimoine national grâce à un dispositif donnant aux propriétaires d'immeubles classés et loués, de déduire le déficit foncier de leurs revenus global dès lors que celui-ci résulte de travaux de restauration et des intérêts d'emprunts. Selon que l'immeuble est productif ou non de revenus (loyers ou visites payantes), le propriétaire peut déduire certaines charges (réparation, entretien, amélioration, gérance, garde, gros œuvre, chaudière, cheminées anciennes, évacuation des eaux usées...) de ses revenus fonciers, sachant que 3/4 des charges ne nécessitent pas de justificatifs. Les déficits sont pris en compte pour le plafonnement de l'ISF et une déduction fiscale s'opère sur le revenu imposable global pour les investisseurs qui occupent leur logement.

STATUTS PARTICULIERS

Le principal atout de la location meublée réside dans la souplesse de son régime. Il s'agit de fournir un logement entièrement équipé de tout ce qui est nécessaire à la vie courante du locataire. En contrepartie, le loyer du meublé est plus élevé que celui d'un logement vide.

11. Loueur de meublé non professionnel (LMNP) : Tout acquéreur d'un logement meublé à usage d'habitation, ou d'une résidence avec services, peut accéder au statut de loueur non professionnel. Il lui est possible de récupé-

SANTÉ • PRÉVOYANCE • ÉPARGNE • AUTO • HABITATION
NOS 40 000 CHEFS D'ENTREPRISE
adhèrent à l'idée d'une mutuelle sur-mesure.
ET VOUS ?
SMAM MUTUELLE
Vous pouvez compter sur elle !
www.smam.fr
PARTENAIRE OFFICIEL
SYMAPS
Adhérente
MUTUALITÉ FRANÇAISE
SMAM Mutuelle, mutuelle régie par le livre II du code la mutualité, immatriculée au registre national des mutuelles sous le N°781337266
SUR-MESURE ? OUI, SUR-MESURE.
Car SMAM Mutuelle protège avec la même implication les collaborateurs des entreprises de 5 ou de 500 salariés, issus du tertiaire, de l'artisanat, du commerce, de l'industrie.
Tous accèdent à la même efficacité, à des services très ajustés et toujours d'une oreille très attentive.
ET VOUS ? OÙ EN ÊTES VOUS AVEC VOTRE CONTRAT SANTÉ GROUPE ?
SMAM Mutuelle Siège social
45 49 av Jean Moulin 17034 LA ROCHELLE CEDEX 1
0800 NUMERO VERT 715 817
Appel gratuit depuis un poste fixe
UMCAPI
Union Mutualiste pour les Commerçants, Artisans et Professionnels Indépendantes
Organisme conventionné
RSI Régime Social des Indépendants

JDP110.indd 19 14/06/12 09:47

rer la TVA et de bénéficier de revenus fonciers non imposables pendant 20 ou 30 ans du fait des amortissements pratiqués sur les investissements. Cette option permet une neutralisation fiscale des recettes.

12. Loueur de meublé professionnel (LMP) : Tout acquéreur d'un logement meublé à usage d'habitation ou d'une résidence avec services peut accéder au statut de loueur professionnel. Il faut pour cela une société immatriculée au registre du commerce qui enregistre des recettes supérieures à 50% du revenu global du foyer fiscal.

Principaux avantages :

- Récupération possible de la TVA sur les investissements
- Régime BIC (Bénéfices industriels et commerciaux) permettant d'imputer l'intégralité des déficits résultant des charges déductibles.
- Durée idéale de détention : 9 ans

RETRAITE

En 2011, l'âge moyen de départ à la retraite des salariés du secteur privé a été de 61 ans et 11 mois. Une augmentation de 6 mois par rapport à 2010 malgré une baisse de 15% des départs à la retraite par rapport à 2010 (630.000).

13. PERP (Plan d'épargne retraite populaire) : C'est un plan d'épargne individuel souscrit par adhésion à un contrat d'assurance. L'épargne constituée en vue de la retraite donne droit à une rente viagère lors du départ à la retraite (mais sans possibilité de sortie en capital).

Principaux avantages :

- Déblocage anticipé possible en cas de chômage pour les salariés, de liquidation judiciaire pour les non-salariés mais aussi d'invalidité ou décès, avec reversement sous forme de rente de réversion au bénéficiaire désigné et/ou de rente temporaire d'éducation aux enfants
- Choix de déduction des versements annuels effectués au titre du Perp pour chaque membre du foyer fiscal selon 2 options :
- Plafonnement individuel à 10% maximum des revenus de l'activité professionnelle de n-1 (28.2682€) dans la limite de 8 fois le plafond de la Sécurité Sociale (282.816€).
- Déduction du revenu imposable dans la limite de 10% du plafond annuel de la SS (PASS) de l'année précédente soit 3.535€ pour les cotisations versées en 2012.

DÉFICITS ANNUELS DE FINANCEMENT DES RETRAITES EN EUROPE EN 2050

Selon le cabinet Deloitte et l'assureur mondial Aviva, il manquera 1.900 milliards d'euros par an en 2050 pour financer les caisses de retraite des 27 pays européens. La France aura besoin de 243 milliards chaque année à partir de 2051.

- **Déficits annuels par pays en milliards d'euros à partir de 2051 :**

Allemagne	468.8
Russie	401.7 (pour info)
Royaume-Uni	379
France	243.5
Espagne	170.5
Italie	97.6
Pologne	68.8

Source : Prévisions Aviva

PROTECTION DE LA FAMILLE

Le principal intérêt des assurances utilisables à titre individuel est d'inclure une «clause bénéficiaire» correctement renseignée.

14. Assurance d'un prêt : Il s'agit d'assurer de manière temporaire les emprunts en cours en cas d'aléas de la vie. En cas de décès, c'est alors l'assureur qui rembourse le capital restant dû à l'établissement prêteur. En matière d'incapacité de travail, l'assurance rembourse au bénéficiaire les échéances mensuelles. Idem pour la garantie facultative «perte d'emploi» avec une indemnisation limitée dans le temps.

15. Protéger sa famille : C'est une assurance qui peut couvrir certains aléas de la vie (décès, invalidité) à partir d'un bilan de prévoyance précis et détaillé comprenant :

- Les besoins immédiats (frais d'obsèques, droits de succession, impôts de l'année en cours…)
- Les besoins à long terme (budget prévisionnel sur 1 an, loyer, remboursement de prêts, charges courantes et frais de vie…) en fixant alors une somme adaptée.
- Le coût de l'invalidité, de la rente éducation, ainsi que les revenus réguliers sous forme de capitaux ou de rente.

16. Assurance des expatriés et impatriés : Le but est de s'assurer pour un déplacement à l'étranger ainsi que pour les étrangers en séjour en France. Plusieurs risques financiers et sanitaires doivent ainsi être prévus concernant notamment les risques suivants :

- Annulation/interruption de voyage
- Frais de santé en complément de la SS
- Assistance rapatriement
- Responsabilité civile
- Capital décès et invalidité accidentels
- Bagages et retards
- Soutien psychologique
- Obtention du visa de travail
- Protection juridique
- Assistance au véhicule
- Prévoyance expatriés/impatriés (retraite par capitalisation, carte médicale, réseau de médecins…)

LES SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LES ENTREPRISES

L'épargne salariale a augmenté de +62% en France en une décennie. Avec un encours de près de 94 milliards d'euros, elle représente 3% du patrimoine financier des Français. Il existe ainsi plus de 890.000 salariés titulaires de Perco (3,5% de la population française) avec une forte augmentation de +40% l'année dernière alors que le nombre de Perp ouvert a atteint les 2,1 millions mais commence à stagner fortement (moins de 30 000 sur 1 an).

17. PEE / PEI (Plan d'épargne entreprise ou Plan d'épargne interentreprises) : Tous les salariés ayant 3 mois d'ancienneté, ainsi que les dirigeants d'entreprise de 1 à 100 salariés, peuvent bénéficier d'un PEE. Toutes les entreprises ont la possibilité de mettre en place un PEE pour une durée minimum de 5 ans selon 5 options différentes :

- Versement volontaire du salarié (max. 25% de la rémunération annuelle brute)
- Participation
- Intéressement
- Abondement
- Epargne émanent du PEE du précédent employeur

Le plafond de l'abondement par l'entreprise est limité à 300% du versement par an et par épargne et à 8% du plafond annuel de la SS. Les frais d'entrée et de versements compris entre 1.5% et 3% sont à la charge de l'entreprise.

18. PERCO / PERCOI (Plan d'épargne retraite collectif ou interentreprises) : Il s'agit d'un plan d'épargne salariale (comme le PERP) en vue d'obtenir une rente au moment de la retraite. Son existence nécessite qu'un PEE/PEI soit déjà mis en place au sein de l'entreprise. Contrairement au PERP, le PERCO permet une sortie en capital et non en rente au moment du départ à la retraite. En fait, c'est essentiellement le niveau d'abondement de l'employeur qui influence le choix du salarié entre le PERP ou le PERCO. Ce dernier est plafonné à 16% du montant annuel du plafond de la SS. Il peut atteindre 5.819€ en 2012.

19. Intéressement : L'objectif consiste à associer les salariés aux performances de l'entreprise dans le cadre d'une durée de 3 ans renouvelable.

Principaux avantages :

- Limite à 50% du plafond annuel de la Sécurité Sociale

NOUS
LES PROS
ON VEUT UN ASSUREUR QUI S'ENGAGE
Les engagements de MAAF PRO
Vous apporter l'expertise d'un conseiller pro
Vous faire gagner du temps
Récompenser votre fidélité
Vous simplifier la vie
Vous écouter pour nous améliorer
MAAF AU SERVICE DES PROS
depuis
60
ANS
Pour en savoir plus
Contactez votre Conseiller MAAF PRO au
N°Cristal 0 969 328 328
du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 et le samedi de 9h à 12h
(appel non surtaxé + coût selon opérateur)
Connectez vous sur
www.maaf-pro.fr
MAAF
PRO
la référence qualité pro
MAAF ASSURANCES SA - RCS NIORT 542 073 580 - 03/11 -
Crédits photos : Getty Images - Marc Romanelli, Serge Krouglikoff,
Caroline Schiff, John Burke - Création :

- Montant global de l'intéressement déductible du bénéfice imposable de l'entreprise avec exonération d'impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations, ainsi qu'à hauteur de 20% du salaire brut en matière de charges patronales.
- Pour le salarié, il existe 2 possibilités de déduction : soit une perception directe en étant soumis à l'IR et à la CGS/CRDS pour 97% du montant perçu, soit le placement sur un PEE avec exonération d'impôts.
- Crédit d'impôt possible pour l'entreprise jusqu'à 30% du montant total des primes dues aux salariés au titre de chaque exercice.

20. Participation : Cette formule permet aux salariés de percevoir une partie des bénéfices de l'entreprise sous certaines conditions obligatoires dans les entreprises de plus de 50 salariés et facultatives pour les autres :

- Minimum de 3 mois d'ancienneté
- Constitution d'une réserve spéciale de participation (RSP) exonérée de l'ensemble des charges liées à la rémunération et déductible du bénéfice imposable.
- 9 possibilités de retrait anticipé : mariage ou pacs, naissance ou adoption d'un 3e enfant, divorce ou séparation, invalidité et décès de l'intéressé ou de son conjoint, rupture de contrat de travail, cessation du contrat de travail, acquisition ou réparation de sa résidence principale, situation de surendettement.
- Exonération de charges sociales patronales et salariales (3/4 du plafond de la SS à titre individuel) et d'impôt sur le revenu lorsque les primes sont investies en comptes courants bloqués. Les revenus supportent toutefois la CSG et la CRDS (8% à la charge du salarié sur 100% du montant et 8% à la charge de l'employeur sur l'assiette de la participation).

21. Stock-options : Ils s'adressent tout particulièrement aux cadres dirigeants qui peuvent acheter les actions de leur entreprise à un prix avantageux. Des actions distribuées à titre gratuit aux salariés et aux mandataires sociaux sont également possibles à condition de ne pas dépasser 10% du capital de la société. D'un point de vue fiscal, les stock-options suivent 3 grandes règles :

- La plus-value de cession est imposée selon le régime des plus-values mobilières après 5 années. Avant cette échéance, la plus-value d'acquisition est imposée comme un salaire et soumise aux conditions sociales, salariales et patronales.
- La fraction du rabais (différence entre le prix effectif de l'action au jour de l'offre d'option et le prix normal de l'option) lorsqu'elle est supérieure à 5% est soumise aux cotisations sociales et est imposée comme un salaire. En dessous de 5%, c'est le régime des plus-values mobilières qui s'applique.
- Le gain de levée d'options (différence entre le prix d'exercice attribué au salarié et la valeur réelle de l'action au moment de la levée d'action) est imposable au taux proportionnel ou sur option (peu avantageux).

22. Loi Madelin : Les cotisations versées chaque année au titre de cette loi sont déductibles du bénéfice imposable lorsqu'elles proviennent de l'activité des travailleurs non-salariés non agricoles (BIC et BNC des professions libérales, artisans et commerçants) afin de se constituer un complément de retraite par capitalisation, acquérir des garanties de prévoyance ou de complémentaire maladie. Le plafond annuel de déduction fiscale des cotisations pour un contrat de retraite est compris entre 3.637€ quel que soit le revenu professionnel, ou 10% du revenu professionnel limité à 8 PASS (Plafond annuel sécurité sociale) augmenté de 15% du revenu compris entre 1 et 8 PASS. En contrepartie de cette déductibilité, les rentes provenant de la retraite par capitalisation sont imposables.

La cotisation versée doit avoir un caractère régulier sans aucune interruption jusqu'au départ à la retraite et ne peut varier plus de 10 fois dans le temps à partir de la 1re cotisation versée.

DES EXPERTS À L'ÉCOUTE DE VOTRE ENTREPRISE
SANTÉ
PRÉVOYANCE
RETRAITE
ÉPARGNE
EOVI ENTREPRISES
• Des solutions adaptées à votre secteur d'activité et à votre entreprise
• Des équipes commerciales et des centres de gestion spécialisés
• Un suivi personnalisé par un conseiller dédié
N°Cristal 0 969 320 320
APPEL NON SURTAXÉ
EOVI
la mutuelle qui renouvelle la mutuelle
eovi.fr
Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la Mutualité. N° Siren 317 442 176

23. Retraite à cotisations définies : Il s'agit d'un contrat de retraite individuelle régi par l'article 83 du Code Général des Impôts mais signé dans un cadre collectif. L'entreprise s'engage à verser un pourcentage du salaire brut du salarié sur un contrat par capitalisation, avec ou sans participation volontaire du salarié. Les prestations sont versées sous forme de rente viagère au moment du départ à la retraite sachant que tous ceux qui ont quitté précédemment l'entre-

Contrats collectifs
SANTÉ ET PRÉVOYANCE
www.mfbco.fr
Siège social : 25, rue Le Corbusier
Zac Belle Aire Nord 17442 Aytré Cedex
Tél. : 05 46 41 60 40 - Fax : 05 46 50 58 64
Mutuelle MFBCO
Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité - n° Siren : 781 343 249

Composez avec nous votre protection sociale
RETRAITE - PRÉVOYANCE - SANTÉ - ÉPARGNE - ACTION SOCIALE
Chaque jour, les équipes du Groupe Mornay se mobilisent pour accompagner les entreprises et leur dirigeant dans leur management social et sécuriser le parcours professionnel et personnel de leurs salariés. Parce que chaque client est unique, nous mettons à sa disposition une gamme de produits et services complète, modulable et innovante : garanties décès, incapacité, dépendance, complémentaires santé, épargne retraite… Pour composer ensemble sa protection sociale d'aujourd'hui et de demain.
Direction Régionale Centre Océan - 75 bd Denfert-Rochereau - BP 80087 - 16103 Cognac Cedex
téléphone : 05 45 36 40 42 - télécopie : 05 45 36 41 30 - www.groupemornay.com
Groupe désigné pour les entreprises en création de Charente et des Deux-Sèvres
GROUPE MORNAY

JDP110.indd 21 14/06/12 09:47

prise perdent le bénéfice de ce contrat. Il s'agit d'un outil de fidélisation des salariés dont les sommes sont déductibles par l'entreprise de l'IS et exonérées de charges sociales (dans la limite de 85% du PASS)

24. Retraite à prestations définies : Régi par l'article 39 du CGI, il s'agit d'un contrat de retraite collectif par capitalisation permettant aux entreprises d'allouer une rente supplémentaire à leurs salariés fidèles. Elle se caractérise au choix par :

- Une retraite chapeau ou «différentielle» garantissant un montant total de retraite égal à un pourcentage du salaire de fin de carrière. Ex. 70% du salaire de fin de carrière alors que le taux fourni par le régime de base est de 45%.
- Une retraite additive ou «additionnelle» qui garantit un montant fixe de retraite complémentaire indépendamment des autres régimes. Ex. 15% du dernier salaire. Les prestations sont versées sous forme de rente viagère uniquement aux salariés terminant leur carrière dans l'entreprise. Elles ne sont pas assujetties à l'IR et déductibles de l'IS pour les entreprises, avec exonération des charges sociales.

25. Couverture des engagements sociaux : L'objectif consiste à gérer les indemnités de fin de carrière ainsi que les indemnités de licenciement en alimentant régulièrement un fonds collectif au sein de l'entreprise. Il s'agit d'éviter d'avoir des ennuis de trésorerie en terme de «passif social» en versant un montant fixe par an lui-même déductible du résultat imposable.

26. Protection de l'activité : Plusieurs types de contrats peuvent être utilisés par les entrepreneurs en matière de prévoyance. Cela concerne par exemple : le savoir-faire de l'homme-clé, le contrôle de l'entreprise suite à la disparition d'un associé (afin d'éviter que les héritiers prennent le contrôle de l'entreprise) ou encore favoriser la bonne transmission du patrimoine professionnel et personnel (droits de succession).

27. Prévoyance et mutuelle santé : Dans le cadre de l'entreprise, différents régimes peuvent prendre en charge les principaux risques de prévoyance :

- Maintien du salaire à ses collaborateurs en fonction des arrêts de travail (accident, maladie) ou de l'ancienneté.
- Régime de prévoyance avec des garanties en cas de décès ou d'incapacité de travail, généralement intégré à la convention collective de branche.
- Régime complémentaire santé pour les entreprises de plus de 50 salariés au titre du CMU (couverture maladie universelle).
- Prévoyance des cadres permettant la couverture de prestations en cas de décès.
- Allocation de dépendance, rente conjoint, rente éducation
- Indemnité de fin de carrière

Principales sources utilisées :
Alternatives Economiques - L'Expansion - Le Point
http://www.groupe-etsi.com

Vivactiv Santé

santé VIVACTIV

Votre entreprise et vos salariés bien protégés

AVEC MUTUALIA, VOUS AVEZ PLUS D'AVANTAGES !

Mutualia Santé Atlantique vous propose un véritable partenariat avec des prestations et des cotisations avantageuses. Nous bâtissons ensemble vos garanties en fonction de vos objectifs.

Nous rencontrer en Charente-Maritime :
Saintes, Jonzac, La Rochelle, Marennes, Saint-Jean-d'Angély

Nous contacter :
info.atlantique@mutualia.fr - Tél. : 0821.200.200 (0,09€ TTC/min)

Mutualia
Entre nous, c'est humain

www.mutualia.fr

Mutualia Santé Atlantique, Mutuelle régie par le livre II du code de la Mutualité, immatriculée sous le n°SIREN 403 596 265

Carsat Retraite & Santé au travail Centre Ouest

Aide à la personne : quand le domicile devient un lieu de travail

Professionnels de l'aide et du soin à la personne

votre activité vous expose à de multiples risques professionnels :

- troubles musculosquelettiques
- risques infectieux
- risques chimiques

nos experts en prévention se mobilisent pour vous aider à :

- prévenir ces risques
- préserver votre santé
- améliorer vos conditions de travail

Pour en savoir plus, téléphonez au :
0 821 108 711 (0,09 euros TTC/mn)
www.carsat-centreouest.fr
Retrouvez nous sur

ainsi que notre application Retraite Sécu sur Google Play et sur Iphone

afaq ISO 9001 Qualité AFNOR CERTIFICATION

Cabinet Louvet
UNE TRANSFORMATION RÉUSSIE

Amaury Louvet, à la tête du Cabinet Louvet, entreprise familiale installée à Cognac depuis 65 ans, a procédé en 2011 à une refonte totale de la conception de ses services comme de ses locaux. Le Cabinet, qui figure parmi les premières agences MMA perçoit aujourd'hui les retombées positives de cette démarche.

UN PARTENAIRE INDISPENSABLE

Le Cabinet Louvet a pris le temps de réfléchir à l'avenir de son développement ainsi qu'à l'éthique au cœur de son métier. Sous l'impulsion d'Amaury Louvet, accompagné de ses collaborateurs un travail de réflexion et une série d'enquêtes de satisfaction ont été menés pour mieux visualiser les attentes de leurs clients qui se répartissent en deux grands pôles. L'un grand public s'adresse aux particuliers pour tous les besoins de la vie privée et les placements de même qu'aux professionnels pour les risques inhérents à leur métier. Le second pôle concerne les entreprises.

Qu'est-ce qui fait, devant l'invasion d'offres généralistes via Internet qu'un assureur devient le partenaire indispensable de son client et pérennise cette relation ? La réponse peut se résumer en trois mots : service, confiance et compétence. C'est la mise en action de ces trois valeurs essentielles qui a orienté la transformation du Cabinet Louvet.

UN MUST : LA SATISFACTION DU CLIENT

Le futur client s'adresse à un assureur, lorsqu'il doit prendre des décisions importantes concernant les événements majeurs de son existence : santé, prévoyance, invalidité, sinistres et malheureusement décès. Ce ne sont pas des circonstances faciles, car elles touchent à l'intimité de la personne et doivent être appréhendées avec tact et doigté par le professionnel. Le Cabinet Louvet a compris l'importance psychologique de ces moments délicats et a repensé ses locaux pour accueillir ses clients dans un cadre chaleureux et discret

UN ACCUEIL MODERNE ET LUDIQUE

Totalement remodelé, le rez-de-chaussée de l'immeuble a été décoré de couleurs gaies et d'un mobilier moderne instaurant dès la réception un climat propice à la confiance et aux échanges. Autour d'un large espace central se trouvent des bureaux vitrés pour conserver l'ambiance chaleureuse, mais fermés pour permettre la confidentialité des échanges. De nombreux services gracieux sont proposés dont un accès WIFI, un choix de supports presse, une machine à café et un coin enfants.

UN POLE ENTREPRISES A DIMENSION RÉGIONALE

La filière des métiers gravitant autour des vins et spiritueux a été le point de départ de la forte spécialisation du Cabinet Louvet en risques d'entreprises. Tout en conservant son enracinement régional, le Cabinet a élargi son champ d'activité au-delà de ses frontières naturelles régionales donnant au pôle entreprises toute sa dimension dans les grandes branches de l'industrie

Le spécialiste des risques d'entreprises depuis vingt ans

Le Cabinet Louvet possède une organisation entièrement dédiée aux entreprises. Cette structure permet de leur proposer une approche « sur mesure », réalisée grâce à des visites régulières, d'apprécier au plus près leurs besoins et de mettre en place des partenariats constructifs entre autres autour de la prévention des risques.

Un contrat unique

Parmi les outils innovants au service des entreprises figure un contrat spécifique pour la garantie des biens, bâtiments, mobiliers, matériels, marchandises et pertes d'exploitation de l'entreprise. Un seul contrat regroupe ainsi l'ensemble des risques assurés. Ce contrat unique et spécifique, directement géré à Cognac par le Cabinet Louvet, offre des garanties automatiques pour de nombreux risques, des garanties de base élargies et en option des garanties complémentaires innovantes et originales.

Avantage important qui représente un gain de temps appréciable, le Cabinet dispose d'une autonomie par rapport aux compagnies pour les visites de risques ainsi que pour la tarification des risques **sur mesure.**

Une gestion des sinistres accélérée

En cas de sinistres, le Cabinet Louvet est présent aux côtés de ses clients dont il défend les intérêts. Il suit l'évolution des dossiers et des besoins de l'entreprise suite au sinistre.

L'anticipation et la prise en compte des risques émergents

L'expérience et l'expertise du Cabinet Louvet font qu'il souligne à ses clients la nécessité de se prémunir contre les risques majeurs et/ou émergents. Là aussi le Cabinet innove et propose des solutions sur mesures destinées à couvrir la responsabilité personnelle des dirigeants.

DES RÉUNIONS INFORMATIVES POUR LES ENTREPRISES

Le Cabinet organise environ tous les deux mois dans le nouvel espace du rez-de-chaussée, des rencontres suivies d'un apéritif convivial entre chefs d'entreprises et dirigeants autour de thèmes de l'assurance, d'actualités ou de formations techniques dans le cadre desquelles des experts sont à la disposition des clients. C'est également l'occasion pour les clients d'échanger des informations et ces moments représentent une ouverture sur la vie économique de la région.

UNE ÉQUIPE DE COLLABORATEURS COMPÉTENTS ET IMPLIQUÉS

La richesse du Cabinet tient à la qualité et à la compétence de ses collaborateurs. L'équipe comprend une vingtaine de personnes toutes spécialisées dans un domaine bien précis. Qu'il s'agisse du pôle grand public ou du pôle entreprises, chacun est attentif aux besoins de son client et impliqué dans l'évolution du contrat et le suivi des sinistres.

L'équipe formée aux entreprises comprend une structure de gestion au service des clients, une autre spécialisée dans les sinistres et un département commercial pour accompagner les entreprises clientes sur leur site. Elle dispose également de spécialistes internes en risques industriels, flottes, marchandises transportées et responsabilités. Récemment le Cabinet s'est également doté d'un service assurances collectives destiné à conseiller les dirigeants dans leurs couvertures personnelles et les entreprises pour les contrats de groupe santé, prévoyance, retraite et indemnités de fin de carrière.

Cette nouvelle approche du métier d'assureur ajoutant à la compétence un niveau exceptionnel de service donne d'ores et déjà des résultats satisfaisants et ne font que confirmer Amaury Louvet et son équipe dans leur démarche innovante.

LES CHIFFRES CLÉS DU CABINET LOUVET
- 65 ans d'existence - Troisième génération d'assureurs
- 21 personnes
- 2 implantations : Cognac + Barbezieux (35 km)
- 30% du CA en Grand Public et 70% en Entreprises

LES PLUS DU CABINET LOUVET
- La satisfaction du client : un devoir pour chacun des membres de l'équipe
- Unique dans la région, un espace dédié à un accueil convivial et proposant un ensemble de services
- Disponibilité, écoute et réactivité avec une équipe « back office » pour une réponse « on line » à vos questions
- Un numéro UNIQUE en cas de sinistre avec services associés
- Un service d'assistance 24 heures sur 24, en France comme à l'étranger
- Un coffre-fort électronique pour les particuliers

Cabinet Louvet
41, Bd Denfert Rochereau - B.P. 44
16102 COGNAC CEDEX
TÉL. 05 45 82 10 94 – FAX : 05 45 82 85 81

Bureau secondaire :
6 bis rue de Chanzy
16300 BARBEZIEUX
Tél/Fax : 05 45 78 33 26

contact@cabinet-louvet.com
www.cabinet-louvet.fr

16 CHARENTE

ROUBY : LA RÉUSSITE D'UNE PME FAMILIALE DISCRÈTE

Créée en 1970, Rouby Industrie est une entreprise de niche et de pointe qui conçoit et fabrique de A à Z des vannes, des écluses et des barrages ultra-perfectionnés. Elle intervient sur toute la France même si l'essentiel de ses marchés se situe en région Est. Sur son site historique de Châteaubernard (7.000 m2) mais aussi dans son atelier de Merpins (2.000 m2), l'entreprise emploie 65 salariés dont 10% d'ingénieurs qui, chaque année, relèvent des défis toujours plus pointus. Le dernier en date concerne les prochains jeux olympiques : il s'agit de la conception et de la réalisation d'un tapis remontant les kayaks sur le bassin d'entraînement de Cardiff.

HENNESSY ENTEND RESTER N° 1

En équipant son usine d'embouteillage de Châteaubernard d'une nouvelle machine ultra-technologique, Hennessy peut mettre sous étui les bouteilles XO et Fine de cognac, le must de la marque, au rythme de 6.000 bouteilles à l'heure. L'engin, dénommé « Schubert », pèse 32 tonnes, mesure 22 mètres et dispose de 21 robots et de 87 moteurs. L'investissement total prévu cette année sur cette seule ligne de production est estimé à 9 M€. Il entre dans le cadre du projet « Cap 10 » lancé en 2008 qui prévoit de doubler la production pour la porter à 10 millions de caisses d'içi à 2018. Cet objectif justifie d'ailleurs la recherche actuelle d'un terrain d'une trentaine d'hectares pour créer une seconde unité d'embouteillage. En 2011, Hennessy a titularisé 50 personnes portant l'effectif à 700 salariés dont 300 sur le site de Châteaubernard.

SERSO 16, PARTENAIRE DES SERVICES RH

Bientôt 15 ans après la séparation avec le service médico-social, l'association de service social interentreprises Serso 16 a trouvé son rythme et sa place au cœur de la région Poitou-Charentes. Les assistants sociaux, formés et diplômés d'Etat, sont mis à la disposition des entreprises et reconnus grâce à leur professionnalisme. Serso 16 s'inscrit plus que jamais comme partenaire des services des relations humaines pour préserver la santé des salariés en entreprise ou en collectivité.

Dans un contexte économique difficile, l'assistant de service social accompagne les salariés en entreprise pour veiller à leur bien- être. La réactivité locale de Serso 16, sa connaissance du tissu industriel et du contexte professionnel en Poitou-Charentes favorisent son développement.

L'intérêt d'un service social n'est plus à prouver dans un monde du travail sans cesse en évolution. Proposer une aide individuelle aux salariés en difficulté, informer, orienter, écouter, soutenir, accompagner, représente les missions quotidiennes des assistants de service social.

En participant aux actions collectives tels que la prévention des risques psycho sociaux, le maintien dans l'emploi ou encore le handicap, Serso 16 est un atout complémentaire adapté à tout service de relations humaines, service médical et partenaires sociaux, souhaitant contribuer à l'évolution des politiques sociales de santé au travail.

LITHO-BRU DÉMÉNAGE À MERPINS

Fin 2012, l'imprimerie Litho-Bru aura regroupé ses deux sites de Jarnac et de Cognac dans l'ex-usine Schneider Electric de Merpins qui, elle, sera délocalisée avec ses 206 emplois à l'Isle d'Espagnac.

Depuis longtemps, Litho-Bru cherchait à regrouper ses deux entités pour rationaliser son activité. C'est chose faite avec cet ensemble de 4.700m2 qui permettra à l'entreprise d'augmenter sa capacité de production rendue nécessaire par une forte reprise d'activité depuis 2009, consécutif au rapprochement fin 2007 avec le groupe Sparflex.

Des investissements en matériel et de nouvelles embauches, tournées notamment vers l'apprentissage, devraient suivre.

Rappelons que Litho-Bru a été créée en 2002 à partir de la fusion de l'*Imprimerie Bru* à Jarnac et de la *Lithographie Nouvelle* à Cognac, fondées respectivement en 1865 et 1936. Aujourd'hui, l'entreprise emploie 125 personnes et a réalisé, en 2011, un CA de 13 M€. Elle est spécialisée dans la fabrication d'étiquettes et de packaging (étuis, coffrets et tubes à base de carton) pour le secteur des vins et spiritueux : Cognac, Champagne, Whisky, Anisé, Vodka, Armagnac, Calvados… 10% du CA est réalisé à l'export essentiellement vers les pays de l'Est.

17 CHARENTE-MARITIME

FOUNTAINE PAJOT : CA EN HAUSSE DE 10%

Au terme du 1er semestre de son exercice qui s'est terminé le 30 mars 2012, Fountaine pajot a enregistré un chiffre d'affaires de 12,5 M€, en hausse de 9,6% sur un an. Le segment haut de gamme, décliné sous le label « Flagship Class », progresse de 135% à 4,9 M€, soit près de 40% de l'activité de ce premier semestre. Pour le leader mondial de la construction de catamarans de croisière, les trois quarts des ventes et du portefeuille de commandes en cours concernent l'export, dont 52% hors Europe. L'entreprise devrait accélérer l'innovation de ses produits en généralisant notamment le concept d'Eco Cruising avec l'objectif de développer des voiliers à énergie positive.

LILCO : PLUS DE 12 MILLIONS DE DOSAGES EN 2011.

Créé en 1964 pour le contrôle du lait en Charente-Maritime, le *Laboratoire interprofessionnel laitier du Centre Ouest* (Lilco) de Surgères a très vite étendu son activité à l'ensemble des cinq départements du bassin Charentes-Poitou (Région + Vendée), pour le lait de chèvre comme pour le lait de vache. Aujourd'hui, le Lilco intervient sur 19 départements et 4 régions. Géré par une structure interprofessionnelle (producteurs, transformateurs et coopérateurs), le laboratoire est l'une des plus importantes stations de dosage en France avec 12.383.575 échantillons mesurés en 2011, soit une progression de 1,87% par rapport à 2010. Record battu. Le chiffre d'affaire a affiché une hausse de 7%.

LE GROUPE CGR SE DIVERSIFIE DANS L'IMMOBILIER

Sur son site des Minimes à La Rochelle, le Groupe de cinémas *CGR* construit deux hôtels qui sera exploitée sous les marques *1ère Classe* et *Kyriad,* du groupe Louvre Hôtel, pour un total de 159 chambres. Une brasserie, une trentaine de logements et un parking de 130 places viendront compléter l'ensemble. Le complexe cinéma-hôtels-logements-parking s'étendra ainsi sur plus de 10.000 m².

Rappelons que le groupe CGR, fondé en 1974, est actuellement le 1e groupe d'exploitation cinématographique indépendant en France et le 3e circuit cinématographique français avec 367 salles réparties dans 33 villes. Depuis 2009, grâce à un accord de financement avec le tiers-investisseur britannique Arts Alliance Media, l'ensemble des salles du groupe CGR sont équipées de projecteurs numériques. En 2010, le chiffre d'affaires du Groupe a été de 21 M€ pour un résultat net de 5,2 M€.

PLAN DE CHARGE ASSURÉ JUSQU'EN 2018 POUR ALSTOM

En confirmant son option d'achat de 30 rames de TGV Euroduplex pour un montant de 900 M€, la SNCF donne de l'air aux sites d'Alstom jusqu'en 2017. Dix rames supplémentaires pourraient même être confirmées ultérieurement. Cette nouvelle commande concerne de près le site d'Aytré qui assure déjà l'assemblage et l'aménagement de ces voitures depuis 2007 (55 rames en cours d'exécution jusqu'en 2015). Ce nouveau plan de charge rassure le site d'Aytré qui aura fini en septembre prochain la production de l'autorail à grande vitesse (AGV) pour le compte de la compagnie italienne NGV. En parallèle, un autre volet d'activité est toujours en production avec le tramway Citadis : 130 modèles sortiront du site en 2012 et 2013.

CARDINAL JARDIN ARRIVE À LA ROCHELLE

Premier réseau franchisé de paysagistes-designers d'extérieurs, *Cardinal Jardin* s'installe à L'Houmeau, près de La Rochelle, d'où il couvrira la Charente-Maritime. Charles Spillmann y mettra son savoir-faire au service de l'aménagement paysager : de l'aménagement de jardins et de terrasses jusqu'à l'intégration de murs végétaux et de bassins, en passant par l'habillage de piscines ou la création d'escaliers en pierre. Le réseau *Cardinal Jardin,* créé en 2002 à Lyon, a fait évoluer son concept en proposant aussi des équipements de jardin, via sa propre centrale nationale d'achats.

Le réseau vise 40 nouveaux adhérents en 2012 et s'est fixé un objectif de 130 à terme.

CYCLE ELEC ÉLARGIT SON RÉSEAU EN CHARENTE

Créé au Gua en 2007, Cycle Elec a commencé par vendre des vélos électriques. Un an plus tard, opportunisant les aides accordées pour développer ce secteur, Jacky Vernoux élargit son offre en proposant des véhicules électriques aux collectivités locales puis aux entreprises. Aujourd'hui, Cycle Elec dispose d'une dizaine de modèles émanant de cinq marques différentes, allant du triporteur au camion benne en passant par la camionnette. En 2011, la part des véhicules électriques vendue aux collectivités représentait près de 80% du chiffre d'affaire de la société, soit 1 M€. Cette année, les entreprises, les artisans ou encore l'hôtellerie de plein air devraient prendre le relais…..en attendant les particuliers. Pour assurer son développement, Cycle Elec a ouvert une concession au Bois-Plage-en-Ré et vient de créer trois points de vente : à Aytré, Nersac et Cognac.

SOGERMA S'AGRANDIT ET EMBAUCHE

A Rochefort, l'équipementier aéronautique Sogerma a lancé la construction d'un nouveau bâtiment de 5.900m2 pour répondre à la croissance (+30% par an) de son activité fauteuils. Ces nouveaux locaux, livrés en 2013, viendront en complément d'un autre bâtiment de 5.000m2 inauguré fin 2010 mais qui ne suffit déjà plus à absorber la cadence des commandes : la Sogerma prévoit de doubler le chiffre d'affaires de son activité cabine d'ici à 2015. Le futur bâtiment sera dédié pour partie à la production des fauteuils business class et first class et pour le reste aux bureaux d'études. A terme, 110 personnes devraient travailler dans ces nouveaux locaux : 60% seront des créations de postes. Le plan emploi est déjà ouvert avec des embauches pour les bureaux d'études, l'assemblage des fauteuils, le service achat et le service qualité.

COOP ATLANTIQUE : ANNÉE 2011 EN STAGNATION PARCE QU'EN TRANSITION

La Coop Atlantique, qui regroupe aujourd'hui près de 300 magasins dont sept hypermarchés et 39 supermarchés, a affiché en 2011 un CA en stagnation à 732,4 M€ pour un résultat net négatif de 5,1M€, dû à la baisse des marges et aux investissements consentis par le changement d'enseignes (Coop Atlantique a rejoint la coopérative Système U Ouest en janvier 2011).

Parmi les projets 2012 de la Coopérative figurent en bonne place l'ouverture des premiers drives et le changement d'enseigne des magasins hard discount Ed.

Coop Atlantique emploie à son siège social de Saintes de 740 à 780 personnes. Ce nombre peut dépasser le millier pendant les mois d'été.

LA TONNELLERIE RADOUX DANS LE GIRON DU GROUPE TFF

La *Tonnellerie François Frères* (TFF), leader mondial du secteur, s'est offert fin mars 2012 la tonnellerie jonzacaise Radoux et l'ensemble de ses filiales pour 45,3M€. Avec cette acquisition, le groupe bourguignon (110 M€ de CA contre 29M€ pour Radoux) compte désormais 740 collaborateurs répartis sur 22 sites de production dans sept pays différents et revendique 30% du marché mondial de la barrique. TFF, qui exporte 85% de ses productions dans 60 pays, devrait, grâce à Radoux et au Cognac, compléter sa présence à l'international, particulièrement en Chine et aux États-Unis.

Le groupe Radoux et ses filiales emploie 132 salariés dans le monde dont 68 sur le site de Jonzac, 19 à Victoria en Espagne, 16 aux Etats-Unis et 8 en Afrique du Sud qui sont ses trois autres sites de production. Selon Christian Liagre, le PDG de Radoux :« *l'entreprise restera une société autonome au sein du groupe TFF* ». Autrement dit, l'achat du bois, le process industriel et la commercialisation continueront à être traités à Jonzac tandis que l'équipe en place sera intégralement conservée et même complétées avec trois nouveaux commerciaux : deux pour le marché chinois et un troisième pour le marché américain.

Rappelons que la production du groupe Radoux part pour 77% à l'export et que, pour l'anecdote, la tonnellerie jonzacaise commercialise les barriques les plus chères au monde : la «XBlend», qui permet un élevage de 18 a 24 mois, sans que le vin soit marque par le bois, est vendue près de 1.300€.

79 DEUX-SÈVRES

POUJOULAT S'HABITUE A UNE CROISSANCE A DEUX CHIFFRES

En 2011, le chiffre d'affaires du Groupe Poujoulat s'est affiché à plus de 175M€ contre 151,5 M€ en 2010, soit une progression de 15,90%. En revanche, le résultat opérationnel a baissé, principalement impacté par le prix élevé des matières premières, l'augmentation des amortissements et un programme d'investissements de plus de 25 M€. Le résultat net du groupe a ainsi fléchi de 6,9% à 13,86 M€ contre 14,71 M€ en 2010.

Au 1er trimestre 2012, Poujoulat a poursuivi sa croissance à 2 chiffres (+14,5%) malgré un marché moins favorable et des aléas climatiques qui ont perturbé les transports et les chantiers. L'activité sera t'elle aussi soutenue pour le reste de l'année ? «*Nous commençons à ressentir le ralentissement de la construction neuve, ce qui pèsera sur la croissance en fin d'exercice*» précise la direction qui assure par ailleurs que : «*Compte tenu de la diversité de ses activités, le groupe devrait néanmoins poursuivre sa croissance et conforter sa rentabilité. Cette croissance s'accompagnera de créations d'emplois et de nouveaux investissements*».

LA RENTABILITÉ DE ROUGIER DEVRAIT S'AMÉLIORER EN 2012

Le groupe Rougier a connu une activité soutenue en 2011 avec un CA en hausse de 6,1% à 174,1M€. Pourtant, le bénéfice net s'est affiché en baisse de plus de 17% à 4,4M€, plombé par des problèmes logistiques et les efforts d'adaptation consentis au Gabon depuis l'interdiction des exportations de bois brut.

La société familiale, dont le siège historique est à Niort, s'appuie sur trois activités : l'exploitation de forêts naturelles dans le bassin du Congo, le développement de forêts de plantations industrielles en Afrique et l'importation-distribution de produits bois en France.

JDP110.indd 24 14/06/12 09:47

Pour ces nouveaux développements, le groupe peut s'appuyer sur une structure financière renforcée par l'apport de 25,6M€, fin 2011, de la Caisse des dépôts et consignations du Gabon qui détient dorénavant 35% de la filiale *Rougier Afrique International*.

MAJENCIA LABELLISÉ «ORIGINE FRANCE GARANTIE»

Leader français du mobilier de bureau et de l'aménagement d'espaces tertiaires, Majencia emploie 800 salariés dont 80 sur le site de Bressuire. Elle est la première entreprise dans son secteur à recevoir le label» *Origine France Garantie»* délivrée par l'association Pro France. La certification est attribuée à tout produit dont 50% au moins du prix de revient unitaire est français.

ÇA ROULE POUR ETALMOBIL

N° 3 français de la conception, fabrication et aménagement de camion-magasin pour les vendeurs ambulants, Etalmobil est en passe de doubler son chiffre d'affaires en 2012 pour atteindre 4 M€. C'est une belle réussite pour les époux Prud'hom qui ont repris l'entreprise de Châtillon-sur-Thouet en 2010 et qui ont déjà fait passer l'effectif de 39 à 46 salariés.

Son produit-phare, le panoramique Etaléo en version Renault ou Peugeot, peut être agencé sur mesure en fonction des clients qui, à 80%, sont des professionnels des métiers de bouche : boucherie-charcuterie, poissonnerie, snacks, pizzas. Grâce à la qualité et à la diversité de son offre (camion-magasin, remorque avec vitrine réfrigérée…), son réseau commercial installé sur tout le territoire national et ses actions de promotion lors des salons spécialisés, Etalmobil… vient d'afficher son premier bilan positif depuis 2004.

ACTIVITES STABLES POUR LE CREDIT AGRICOLE

En 2011, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime & Deux-Sèvres a maintenu son activité avec des encours gérés (collecte + crédits + cotisations assurances) en hausse de 2% par rapport à 2010 mais un résultat net en baisse de 0,6%.

La Caisse a consenti 1.580 M€ de prêts, soit 3,6% de moins qu'en 2010. Les prêts habitat (45% du montant des crédits accordés) ont progressé de 1,2% tandis que les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises ont enregistrés des baisses respectives de -2,9% et -25,2%. L'encours d'épargne a progressé de 2,2% et le nombre de contrats d'assurance de 3,9%.

Par ailleurs, le Crédit Agricole poursuit son développement dans le secteur immobilier sous la marque Square Habitat. En 2011, dans ses 29 agences immobilières, la Caisse régionale a réalisé 580 transactions et assurait la gestion de 1.650 biens.

Sur sa zone géographique, les parts de marché de la Caisse régionale Charente-Maritime & Deux-Sèvres sont estimées à 38,9% en matière de crédit, 35,5% pour l'épargne et 33% pour ce qui concerne le nombre de contrats d'assurance. L'entreprise emploie 1.720 salariés dont 63 ont été recrutés en 2011 et 46 apprentis en alternance.

TELEPERFORMANCE A DES AMBITIONS POUR NIORT

Société française spécialisée dans les relations clients, Teleperformance affiche la plus grande implantation mondiale avec 255 centres d'appels répartis dans 49 pays et plus de 100.000 collaborateurs.

L'entreprise travaille sur les plus grands marchés mondiaux avec des groupes internationaux en combinant des ressources locales, nearshore et offshore.

En 2009, Téléperformance a ouvert son site niortais d'Échiré avec 60 personnes, accompagnant Géodis et surtout Matelsom dans la relance de la marque Camif.

L'entité emploie aujourd'hui 150 salariés et son ambition à moyen terme est de doubler cet effectif. Pour cela, Téléperformance compte accentuer ses services auprès de deux mutuelles niortaises qui génèrent déjà 75% des appels. L'entreprise devrait recruter de 10 à 15 personnes chaque trimestre.

ROUVREAU EST ATTIRÉ PAR LA VENDÉE

Entreprise niortaise de récupération et recyclage de métaux et bois, Rouvreau dispose sur la zone industrielle de Saint-Florent d'un site de 10 hectares avec deux bâtiments (1700 et 4.800 m2) où transitent 50.000 tonnes de ferrailles et métaux par an et 300 m3 de bois par jour.

Trop petit pour Rouvreau (37 salariés) qui vient d'acquérir l'entreprise Baudon basée aux Herbiers (6 salariés) et qui s'apprête à acheter 10.000 m2 de bâtiments industriels dans le sud de la Vendée.

Si ce deuxième projet se finalise comme prévu en fin d'année, l'entreprise pourrait procéder à une vingtaine d'embauche.

Le site de Saint-Florent, qui emploie 37 salariés et génère un CA de 10 M€, a depuis quelques années diversifié ses activités dans le traitement des déchets industriels, la location de bennes, la démolition et la dépollution.

SEIE ENVIRONNEMENT-ENERGIE & SÉCURITÉ AU SERVICE DES ENTREPRISES

Pour mieux répondre aux besoins de ses clients, la Société d'Etude d'Ingénierie et d'Expertise (SEIE) propose, diversifie et élargit les services et les activités réalisées auparavant par la Sarl Scot Expansion.

SEIE Environnement-Energie & Sécurité offre aux entreprises une double compétence technique et juridique pour les accompagner dans toute activité d'ingénierie et les conseiller dans quatre domaines d'expertise : l'étude des impacts sur l'environnement, le management de la sécurité (SGS), l'évaluation des risques sanitaires et l'efficacité énergétique. Dotée de son propre laboratoire d'analyses, ce cabinet indépendant propose des missions de suivi de projets et de mise en œuvre de solutions sur des problématiques liées à la règlementation (sécurité chimique, sécurité des procédés, rejets d'effluents, bilan carbone), à la mise en place des procédures ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) et aux démarches développement durable.

La prévention à la source

Au-delà de l'analyse environnementale des sites, SEIE accompagne également les industriels qui souhaitent se lancer dans une démarche d'éco-conception. Complémentaire de l'approche site, cette démarche constitue un axe majeur de prévention, ou de réduction à la source, des impacts environnementaux, qu'il s'agisse de réduction des consommations de matières premières, d'énergies, ou de réduction des déchets et rejets. La société SEIE maîtrise les outils et la méthodologie nécessaire pour analyser toutes les étapes du cycle de vie d'un produit (fabrication, distribution, utilisation, valorisation finale) de manière à limiter ses impacts sur l'environnement. «*En faisant confiance aux outils scientifiques d'expertise, les entreprises arriveront à concilier développement économique et préservation de l'environnement*» explique Touriya Joubert, Ingénieur conseil Expert.
En savoir plus : 05 49 79 56 20

VOUS VOULEZ ÉPARGNER TOUT EN PROFITANT D'AVANTAGES FISCAUX.
VOTRE BANQUE EST LÀ AVEC L'ÉPARGNE SALARIALE.
EN PARLER AVEC VOTRE CONSEILLER,
ÇA CHANGE TOUT.
Crédit Mutuel
LA banque à qui parler
www.creditmutuel.com
CFCMO - SA Coop. de Crédit à Capital Variable - RCS La Roche/Yon B 307 049 015 - Intermédiaire d'assurance n° ORIAS 07 027 974, consultable sous www.orias.fr
34 rue L. Merlet - 85000 La Roche/Yon Tel. 02 51 47 53 00 - Crédit photo : Thinkstock - 04/2012.

JDP110.indd 25 14/06/12 09:47

86 VIENNE

L'ESCEM TOURS-POITIERS INTÈGRE FRANCE BUSINESS SCHOOL

L'école supérieure de commerce Tours-Poitiers a créé, avec les ESC de Brest, Amiens et Clermont-Ferrand, *France Business School :* une école multicampus susceptible d'avoir une visibilité internationale. Dès la rentrée 2013, la nouvelle entité proposera un programme « *grandes écoles* », via un concours commun, et une plateforme *on line* sera créée pour permettre à FBS de développer une formation à distance. France Business School constituera une entité associative de 7.000 étudiants et de 600 collaborateurs, dont 170 enseignants permanents. A terme, FBS pourrait encore s'élargir avec deux ou trois écoles supplémentaires pour un objectif de 10.000 étudiants.

BRUNET ÉTEND SA TOILE VERS L'EST

En rachetant la société Forby de Vitry-le-François, dans la Marne, le groupe Brunet, spécialiste du génie électrique, génie thermique et courants faibles, s'implante pour la première fois dans l'Est de la France. En vingt ans, l'entreprise poitevine a acquis vingt entreprises, dont six au cours des trois dernières années.

ANNEE 2011 RECORD POUR TDI

TDI, spécialisée dans l'impression grand format et la PLV (chevalets, totem, personnages…), affiche un CA 2011 de 8 M€, en hausse de 32% sur un an. Cette performance, portée par un gros contrat avec Mc Donald's, ne sera sans doute pas renouvellée en 2012 même si un marché significatif a été signé avec Coca-Cola pour l'Euro 2012. L'entreprise de Biard, créée en 1990 avec 3 personnes et 400 m2, emploie aujourd'hui 40 salariés et occupe 3.000 m2 de locaux.

PANAVI DE CHÂTELLERAULT TRAVAILLE POUR MCDONALD'S

Après avoir lancé le hamburger au charolais, promu les fromages d'appellation Saint-Nectaire ou Fourme d'Ambert, proposé les melons prédécoupés des Deux-Sèvres, *McDonald's France* a récemment lancé «*le McBaguette*» : un sandwich réalisé avec du pain, deux mini steaks hachés et de l'emmental….L'unité Panavi de Châtellerault, qui dispose d'une ligne de production en continue de pains rustiques réalisés avec une farine brune à l'ancienne, a été choisie pour fournir les quelques 1.230 points de vente McDonalds de l'hexagone.

COFAQ DÉPASSÉ LES 400 POINTS DE VENTE

La Cofaq, centrale d'achats des quincailliers fondé en 1954 à Poitiers, réunit aujourd'hui 257 adhérents et 400 point de vente dans l'hexagone. Un cap symbolique qui a été atteint grâce à une série d'initiatives récentes et heureuses comme la création de la société financière Fico, dotée d'1,5 M€ de capital, qui aide les adhérents dans leur développement (extension, création de nouveaux points de vente) ou MPGC, une structure qui leur permet de concourir aux appels d'offres des grands comptes…et de les gagner comme l'adhérent Cofaq qui fournit désormais l'Armée de Terre en quincaillerie. 2012 sera encore une année de développement pour le groupement coopératif qui s'est donné trois objectifs majeurs : ouvrir 20 nouvelles implantations à l'enseigne Brico Pro pour atteindre les 100 points de vente à la fin de l'année, générer pour la première fois de nouveaux adhérents au-delà des frontières nationales et agrandir les locaux du siège de la zone République, devenus trop exigus.

Rappelons que 70% des adhérents de la coopérative sont des magasins à l'enseigne Master Pro, Master Pro Comptoirs, Master Pro experts ou Master, tous destinés aux professionnels tandis que Brico Pro (30%) s'adressent à la clientèle des particuliers. La Cofaq, qui emploie 83 salariés au siège poitevin et 24 sur les bases logistiques de Naintré et Bobigny, travaille avec près de mille fournisseurs, pour la plupart européen. Le groupement assure à ses adhérents des services externalisés: outil informatique, animation des sites web, production des catalogues et même comptabilité et facturation.

MECAFI INVESTIT EN ITALIE

Spécialisée dans la conception de pièces mécaniques à forte valeur ajoutée pour les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile, du médical et sous-traitant des plus grandes marques, Mécafi vient d'acheter la société italienne CPC, installée à Modène. Cette entreprise (20 M€ de CA, 120 salariés) est spécialisée dans la fabrication de pièces mécaniques composites pour la Formule 1, l'aéronautique, la course moto et travaillent notamment pour Ferrari, Mc Laren et Peugeot Sport. Pour l'entreprise de Châtellerault (23 M€ de CA, 150 salariés), qui est passé à côté du dépôt de bilan en 2009, cette acquisition permettra d'élargir l'offre de production, de toucher de nouveaux clients et de nouveaux marchés. Si, en plus, cette diversification s'accompagne d'une volonté affichée de se développer dans le secteur médical mais aussi en Chine et au Mexique, on peut s'attendre à quelques embauches avant la fin de l'année.

RSI INFORMATIQUE S'AGRANDIT À SAINT-BENOÎT

Créé en 1989 et spécialiste de l'assistance informatique aux entreprises, RSI Informatique agrandit ses locaux de Saint-Benoit en construisant un bâtiment de 520 m2. Celui-ci sera en partie dédié à l'activité « formation continue » : logiciels de gestion, outils de bureautique… avec notamment trois nouvelles salles de cours. L'autre partie sera dédiée à la création d'un centre serveur destiné aux entreprises qui voudront stocker et sécuriser leurs informations en les externalisant sur un site tiers. L'arrivée prochaine de la fibre optique sur le Grand-Poitiers rend plus pertinente encore cette diversification programmée par RSI Informatique, qui emploie à ce jour 18 salariés. Cinq nouveaux collaborateurs, dont des formateurs, devraient être recrutés dans l'année.

ARCO ET SOTOMET INVESTISSENT L'ANCIEN SITE ISOROY : DES EMPLOIS À LA CLÉ

Implantée sur la zone Sanital de Chatellerault et fermée depuis juin 2009, l'usine Isoroy attendait sa dépollution pour être mise en vente. Depuis avril 2012, les 7 hectares de terrain et les 20.000 m² de locaux ont trouvé partiellement leurs acheteurs. Les *Ateliers Réunis du Centre-Ouest* (ARCO), spécialisé dans la maroquinerie de luxe, a acquis trois hectares pour y construire un premier bâtiment de 4.000 m². A son terme, c'est à dire en 2014, l'entreprise qui compte déjà 340 salariés devrait créer 50 emplois. *Sotomet*, PME créé à Châtellerault fin 1993 et spécialisée dans l'équipement TP pour les fondations spéciales et la fabrication de tubes pour forages, a acheté 4 hectares et annonce de 8 à 35 créations d'emplois à court et moyen terme.

L'USINE SCHNEIDER DE CHASSENEUIL FETE SES 40 ANS

Quarante ans après sa création, l'ancien site Télémécanique de Chasseneuil-du-Poitou repris par le groupe Schneider, assemble toujours des dizaines de petites pièces fabriquées dans le monde entier pour réaliser des produits électromécaniques. Seules les méthodes et les technologies ont changé : des robots et des caméras numériques assistent en permanence les opérateurs pour assurer une qualité irréprochable des boitiers qui intègrent toujours plus d'électronique. Ces mêmes boîtiers qui sont surtout destinés au marché européen mais aussi de plus en plus… au marché chinois.

Avec ses 12.000 m2 d'ateliers et de bureaux et ses 230 salariés (effectif stable), le site Schneider de Chasseneuil est prêt à affronter les défis des quarante prochaines années.

2S3I, PREMIÈRE ENTREPRISE NUMÉRIQUE LABELLISÉE ENR EN POITOU-CHARENTES

L'agence 2S3i, spécialiste du web et des médias interactifs, a obtenu la labellisation « *Entreprise Numérique Responsable* », comme 13 autres de ses consœurs sur le territoire national mais seule en Poitou-Charentes. Le label EnR distingue les sociétés du secteur du numérique qui intègrent des préoccupations éthiques, sociales et environnementales dans leurs activités.

Implantée au Futuroscope depuis 1999 et filiale du groupe Ines Invest, 2S3i développe ses activités aux côtés de trois autres structures : Pubble- Gum (conseil en communication et création publicitaire), Axentonic (conseil éditorial, médias sociaux, production de contenus) et Iftic (Institut de formation aux technologies d'information et de communication). Les synergies entre ces structures permettent de fournir des solutions complètes et clé en main aux entreprises ou collectivités tout en leur faisant profiter des économies d'échelle induites par la mutualisation des moyens.

Pour le dirigeant, Antony Glaziou, « *l'obtention du label EnR vient consacrer une dynamique amorcée il y a plusieurs années au sein de 2S3i et dans toutes les agences du groupe* ». Elle s'articule autour de trois axes :

- ***La confiance*** : 2s3i s'efforce de toujours prendre des engagements clairs, précis et fermes à l'égard de ses clients, puis de les respecter. Une transparence qui lui a permis de se constituer une clientèle fidèle.
- ***L'échange :*** la recherche de l'élan collectif est quasi- systématique dans l'entreprise. Elle se traduit par la mise en place d'un réseau social interne, la tenue de réunions de réflexion régulières et la complémentarité des agences en termes de produits et services.
- ***La transmission :*** 2S3i multiplie les opérations de découverte pédagogique en accueillant des groupes scolaires. Elle établit également des passerelles avec l'Université en recevant des stagiaires et en collaborant avec des universitaires.

«*Bien sûr, des efforts restent à accomplir*, reconnaît Antony Glaziou. *Tout est toujours perfectible. Mais ce label est venu donner une nouvelle impulsion à une démarche adoptée implicitement depuis des années*».

FORMATIONS CENTAURE : DE LA PRÉVENTION DES RISQUES ROUTIERS À L'ÉCO-MOBILITÉ

Entièrement dédiée à la prévention du risque routier, le site Centaure Futuroscope vous offre une infrastructure unique dans la région. Travailler avec vous au quotidien sur la prévention du risque routier et l'apprentissage de l'éco-mobilité, telles sont les ambitions de Centaure. Un site de 5 hectares, un bâtiment pédagogique de 450m2, une flotte de 12 véhicules, des plateaux d'exercices et des équipements pédagogiques innovants font de Centaure le N° 1 de la formation à la conduite préventive sur site protégé.

Grâce à une alternance de théorie et pratique, nos formations permettent de capitaliser sur les ressources humaines de l'entreprise tout en réduisant la sinistralité et en optimisant les coûts d'entretien… **En savoir plus : www.futuroscope.centaure.com ou 05 49 38 58 10**

L'AFPA POITOU-CHARENTES FORMÉ PLUS DE 6.000 STAGIAIRES

6.276, c'est le nombre de stagiaires formés en 2011 par l'AFPA Poitou-Charentes, en progression de 3% par rapport à 2010. 58% des formations ont concerné le secteur du BTP, 20% le tertiaire-services, 15% l'industrie et 7% le tertiaire-technique. 60% des personnes formées sont des demandeurs d'emploi, 56% des adultes de moins de 35 ans et trois sur quatre sont des hommes. Le taux d'accès à l'emploi après une formation de ce type est de 67,2%.

LES LAURÉATS DE LA CINQUIÈME ÉDITION « CREAVIENNE »

Cette année, le RADEC (Regroupement d'acteurs pour le développement économique châtelleraudais) installé dans la pépinière d'entreprises « *René Monory* » a été associé au concours Créa'Vienne dont l'initiative revient au CEI, pépi-

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Région Poitou Charentes Vendée

CRÉER, ACCOMPAGNER LA JEUNE ENTREPRISE

Créer, accompagner la jeune entreprise

Offre de service qui s'adresse à tout créateur et repreneur possédant déjà une idée précise du projet d'entreprise qu'il souhaite créer ou reprendre
www.creer-accompagner.fr

LES EXPERTS-COMPTABLES DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES-VENDÉE SE MOBILISENT POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES PÉRENNES

L'Ordre régional des Experts-Comptables de la Région Poitou-Charentes-Vendée a lancé une vaste opération intitulée « Créer, accompagner la jeune entreprise » en partenariat avec tous les principaux opérateurs institutionnels ainsi que les principales banques et assureurs de la région.

L'offre de services **« Créer, accompagner la jeune entreprise »** se matérialise par un accompagnement structuré du porteur de projet et un large panel de services intégrant conseil, accompagnement, solutions de financement à des conditions privilégiées, assurances et même aides à l'équipement informatique.

Les Experts-Comptables partenaires de ce dispositif **offrent aux créateurs d'entreprises, 12 heures de conseil et d'accompagnement** dans le cadre d'une mission clairement définie et ce, dans les 3 phases-clefs de la création :
- Aide et finalisation du projet de création,
- Préparation à l'accomplissement des formalités,
- Accompagnement post/création.

Les banquiers, partenaires du dispositif **« Créer, accompagner la jeune entreprise »**, convaincus que l'accompagnement du créateur par un expert-comptable est un facteur déterminant dans la réussite du projet, proposeront des possibilités de financements très intéressantes.

Le créateur entré dans le dispositif **« Créer, accompagner la jeune entreprise »** pourra également bénéficier de tarifs avantageux auprès de plusieurs assureurs pour garantir ses risques (responsabilité civile professionnelle, assurance des biens et des personnes).

Cette opération citoyenne complète les actions mises en place par les chambres consulaires qui accompagnent les porteurs de projets notamment dans la formation, les analyses de marchés, des spécificités d'une activité et les formalités de création.

C'est la raison pour laquelle, ces partenaires sont également associés à l'action **« Créer, accompagner la jeune entreprise ».**

Cette action très pertinente est déjà mise en place avec succès et relayée au niveau national par 9 régions.

L'accompagnement de 12 heures offert par les Experts-Comptables partenaires de l'offre de services **« Créer, accompagner la jeune entreprise »** permettra aux porteurs de projets de bénéficier de conseils et d'un suivi personnalisé, source incontestable d'une meilleure pérennité de leur entreprise.

Sous l'impulsion des pouvoirs publics, la création d'entreprise prend depuis plusieurs mois un nouvel essor (orientation nouvelle pour les demandeurs d'emploi, création du statut d'auto-entrepreneur, création récente de l'EIRL). Pour autant, il est essentiel avant de se lancer de bien monter son projet, de le structurer avec professionnalisme et compétence.

Telle est l'ambition de **« Créer, accompagner la jeune entreprise »**, qui est mise en place, pour le développement d'entreprises pérennes sur nos territoires, en créant une synergie de tous les acteurs au service de la création d'entreprise.

Contact régional : Ordre des Experts-Comptables - Tél : 05 49 28 34 02
33, Avenue de Paris – B.P. 8733 – 79027 NIORT Cedex

JDP110.indd 26 14/06/12 09:47

nière d'entreprises du Futuroscope. Fort donc de moyens supplémentaires, la cinquième édition a récompensé des projets ou des entreprises dans quatre catégories :

ENTREPRENEURIAT

• ***French Incoming*** : « réceptif » dont l'objet est l'organisation de voyages de groupes en France sous la forme de forfaits touristiques vendus sur le marché nord-américain, mais aussi des forfaits pour séminaires d'entreprises.

• ***Resantez-vous*** forme des professionnels en gérontologie en développant une méthode pédagogique innovante avec un simulateur de vieillissement.

INNOVATION

• ***Etat light*** : logiciel de réalisation d'état des lieux automatisé sur tablette tactile, utile notamment pour les agences immobilières et les offices HLM. *« C'est un logiciel qui simplifie la saisie et écourte le temps de traitement. Il permet notamment de faire un comparatif par code de couleurs des états des lieux entrant et états des lieux sortie »* précise Mickaël Pelletier qui dirige l'entreprise Medias Link Informatique, à Châtellerault.

• ***Paddler Équipement :*** conception et fabrication d'équipements dédiés aux athlètes de haut niveau ainsi qu'aux pagailleurs (kayak, canoë)

INTERNATIONAL

• ***Paddler Équipement*** pour ses initiatives de commerciales à l'international.

DYNAMIQUE VERTE

• ***Carton kit*** : Design, fabrication et commercialisation d'une ligne de meubles et objets de décoration en carton, livrés en kit.

• ***Toilettes & Co :*** fabrication, vente et installation de toilettes sèches, d'accessoires et de services liés.

Parmi les quatre *« coups de cœur »* décernés en marge du concours, citons ***CDB & Cie*** à Chauvigny : manufacture de lingerie féminine sous la marque « Indiscrète » avec constitution d'un réseau de distribution de vendeuses à domicile. Créé par trois ex-cadres d'Aubade, l'entreprise a opté pour un concept 100% français, basé sur le sur-mesure et le zéro-stock. Avec ses douze salariés, CDB & Cie présente 7 collections différentes par an.

LM INNOVATIONS : CRÉATEUR DE LUNETTES VERTES

Luc Menetrey, opticien lunettier depuis plus de quinze ans, possède trois magasins dans la Vienne. Il a imaginé une gamme de montures de lunettes en matières 100% biosourcées, un plastique propre uniquement d'origine végétale et bien sûr recyclable. Le matériau a été mis au point par Valagro, installé à Poitiers tandis que Futuramat, spécialisée dans les polymères d'origine végétale et établie à Vouneuil-sous-Biard, est chargée de le fabriquer. L'opticien poitevin, via l'entreprise LM Innovations, pilotera la fabrication des montures et en assurera la commercialisation.

Grand gagnant du concours Créa'Vienne (2011) dans la catégorie Innovation, Luc Menetrey a bénéficié de l'accompagnement de l'incubateur régional Etincel notamment pour financer des études anté-création techniques et juridiques. Le Poitevin devrait lancer sa collection *Be o'Logic* dès cet été.

POITOU-CHARENTES

M.H.M CONSEIL & FORMATION

Afin d'être toujours en phase avec les besoins de notre territoire, M.H.M Conseil & Formation réinvente ses formules FORMATION. Des modules où les entraînements pratiques sont de plus en plus présents, des séquences encore plus découpées (de manière à ce que le salarié s'absente le moins possible de son entreprise) : n'hésitez pas à contacter Marie-Hélène MECCOLIOSTIPA pour de plus amples détails. Tel : 05 46 68 75 94 / www.mhm.fr 0 contact@mhm.fr.

EN 2011, ETINCEL A LEVE 4,3 M€ POUR DES STARTUPS

Malgré un contexte économique et financier défavorable, des entreprises innovantes du Poitou-Charentes, accompagnées par l'incubateur régional Etincel, ont levé 4,3M€ de fonds en 2011, soit deux fois plus qu'en 2010. Cette progression s'explique en partie par le rapprochement durable établi entre l'incubateur et les investisseurs : *« Nous nous appuyons sur un réseau qui comprend huit associations de business angels et treize fonds d'investissement. »* explique Matthieu Gabard, en charge des levées de fonds chez Etincel.

ERDF INVESTIT ET RECRUTE EN POITOU-CHARENTES

ERDF alimente en électricité 822.000 clients en Poitou-Charentes, soit près de 5% de plus en 4 ans. 750 salariés, présents sur 25 sites d'implantation, gèrent les 38.000 kms de réseaux parcourant la région (dont 54% en souterrain) tandis que 43 opérateurs du Centre Appel Dépannage de l'Ouest assurent une assistance 24H/24.

Pour construire de nouvelles lignes, accompagner les déplacements d'ouvrage liés à la ligne LGV et continuer d'assurer ses services, l'entité régionale ERDF investit cette année 74,6 M€ (+6% par rapport à 2011) et recrute 38 nouveaux salariés ainsi que 28 apprentis. Rappelons que ERDF (Electricité Réseau Distribution France), filiale à 100% du groupe EDF, est le gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité pour 95% du territoire métropolitain : raccordements, mises en service, dépannages ou changements de fournisseurs. Elle emploie 35.000 salariés pour 35 millions de clients.

LOWCOSTCE

LowCostCe est de ces entreprises qui surprennent par leur développement exponentiel. Le succès de ce tout jeune modèle de franchise est du principalement a 3 facteurs : Une structure qui intègre la RSE (Responsabilité Sociétal des Entreprises) au cœur de son action, un concept unique en France et un accompagnement complet mis a la disposition des franchisés que le réseau veut impliqués et «entrepreneurs » avant tout.

LowCostCe est le fruit d une synergie de compétences entre 4 entrepreneurs que Ion ne présente plus dans les domaines des inter CE et de l'immobilier **Damien Van Der Stichelen. Stéphane Labes**, **Bruno Ragot et Claude Bas** Président Fondateur de trois réseaux de franchise dans l'immobilier et l'accompagnement en développement durable des PME/PMI.

En 2010, de cette belle rencontre naît une idée créer un concept qui permettrait aux dirigeants de TPE et PME d'offrir a leurs salaries les mêmes avantages CE que ceux proposés aux grandes entreprises. Dès lors cette idée aussi novatrice que logique puisqu'elle repose sur une volonté d'équité entre salariés, génère un véritable engouement auprès des parties prenantes des TPE françaises et de tous les autres statuts dépourvus d'avantages de ce genre (professions libérales, associations, collectivités, etc…)

LowCostCe est alors décliné en Poitou-Charentes sous la responsabilité de **François RENAUD** en charge d'animer et développer ce secteur. Aujourd'hui 2 franchisés sont en place **Philippe MENEZ** en Charente-Maritime et **Anthony ABONNEAU** dans la vienne. Reste à pourvoir la Vienne et les Deux-Sèvres afin de créer une réelle unité dans cette région. Parmi d'autres enseignes proposant des avantages CE, *LowCostCe* est la seule structure présente en France sous la forme d un réseau de franchise. Toujours fidèle a l'approche « Agir local, penser global », *LowCostCe* est par ailleurs le seul réseau de son secteur capable de proposer des avantages CE tant aux niveaux national que régional.

Pour preuve *LowCostCE* dispose de plus de 150 offres locales en Poitou-Charentes sans compter sur le service de billeterie à tarif CE disponible également dans la région. Cette présence locale assurée par les franchisés du réseau garantit une proximité rassurante pour les commerçants désireux de booster leurs ventes grâce à la possibilité de devenir partenaire gratuitement et ainsi devenir acteur du réseau. Si les tarifs appliqués par *LowCostCe* sont les moins chers du marché (à partir de 19€/mois) pour la plus grande satisfaction des dirigeants de TPE, les salariés peuvent quant a eux réaliser une économie de 750€/an (remises valables toute l'année pour l'adhérent et ses proches).

VOLVO
LES JOURNÉES EXCLUSIVES VOLVO
PROFITEZ D'OFFRES DE REPRISE EXCEPTIONNELLES DU 14 MAI AU 30 JUIN
VOLVOCARS.COM/FR
JUSQU'À 7 000 EUROS DE REPRISE*
CAP NORD LA ROCHELLE - www.volvo-larochelle.com
3, RUE GASPARD MONGE - 17 LA ROCHELLE
05 46 31 11 11
* Remise sur le prix TTC d'un véhicule neuf VOLVO éligible à l'opération. Montant de la remise : VOLVO XC90 tout moteur toute finition : 7 000€. VOLVO XC60 toute finition hors Kinetic et Momentum : 3 900€. VOLVO S60 et VOLVO V60 tout moteur, toute finition hors Kinetic et Momentum : 3 600€. Offre non cumulable, sur véhicules en stock, valable dans le réseau participant, pour toute commande entre le 14 mai et le 30 juin 2012. Pour les autres véhicules de la gamme voir conditions en concessions. Consommations Euromix du VOLVO XC90 (l/100 km) : 8.3/11.5 - CO2 rejeté (g/km) : 219/269. Consommations Euromix de la VOLVO S60 (l/100 km) : 4.3/9.9 - CO2 rejeté (g/km) : 114/231. Consommations Euromix du VOLVO V60 (l/100 km) : 4.5/10.2 - CO2 rejeté (g/km) : 119/237. Consommations Euromix du VOLVO XC60 (l/100 km) : 5.7/10.7 - CO2 rejeté (g/km) : 149/249.

HONDA
The Power of Dreams
HONDA DIT NON AUX IDÉES PRÉCONÇUES
A écouter certains, une voiture ne se conçoit qu'en Diesel, et l'avenir de l'automobile ne passe que par les véhicules électriques. Pourtant, avec sa technologie hybride mariant essence et électricité, Honda prouve depuis plus de dix ans qu'il existe une autre solution concrète, fiable et très efficace en matière de limitation de rejets. Avec trois véhicules disponibles, dont la nouvelle Jazz, première citadine hybride au monde, cette technologie Honda satisfait aujourd'hui toutes celles et ceux qui veulent répondre au défi de rendre nos routes plus propres.
BERLINE INSIGHT
COUPÉ CR-Z
CITADINE Jazz
DÈS 16 950 €(1), HYBRIDES POUR TOUS !
Partagez la vision Honda sur www.hybridespourtous.com
(1) Prix conseillé de la Jazz Hybrid après déduction de 2 000 € de bonus écologique réservé aux particuliers (selon les modalités prévues par la loi de finances 2012). Prix du modèle présenté Jazz 1.3 i-VTEC Hybrid Luxury : 19 350 €, aux mêmes conditions avec option peinture métallisée (400 €). Tarif au 15/01/12. Consommations mixtes (en l/100 km) - émissions de CO2 (en g/km) des modèles présentés : Insight Hybrid Executive = 4,6-105 / CR-Z Luxury = 5,0-117 / Jazz Hybrid = 4,5-104. *Donnez vie à vos rêves.
HYBRID
CAP OUEST LA ROCHELLE www.honda-larochelle.com
13, rue Gaspard Monge - 17 LA ROCHELLE - 05 46 34 34 00

JDP110.indd 27 14/06/12 09:47

LES 100 PREMIERES ENTREPRISES
EN POITOU-CHARENTES - VENDÉE - LIMOUSIN

LES TOP 10 PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Nos Top 100 publiés dans le JDP N° 100 en juin 2010 et JDP 105 en juin 2011 ayant remporté un vif succès, nous publions en ce mois de juin 2012 un nouveau TOP 100 actualisé, ainsi que les TOP 10 des secteurs d'activités de notre région. Sont concernées l'ensemble des entreprises dont le siège social est installé en Poitou-Charentes, Vendée ou Limousin, grande région correspondant à la zone de diffusion du JDP.

Pour réaliser ce Top 100 qui constitue une exclusivité du JDP dans la mesure où il englobe un territoire géographique original et homogène comprenant 8 départements de proximité, le Journal des Professionnels s'est appuyé sur les bases de données fournies par Altarès, l'un des premiers acteurs en France de l'information sur les entreprises (300 collaborateurs, 24.000 clients en France, 2 millions de rapports de solvabilité par an).
Les sociétés retenues sont celles qui ont publié leur bilan 2011 ou 2010 (ou plus rarement à des dates antérieures mentionnées) sur 12 mois à la date d'extraction des données, soit courant mai 2012. Les sociétés sont classées par ordre décroissant de chiffre d'affaires hors taxes.

Ce TOP 100 est complété par un palmarès sectoriel répartis selon 12 secteurs d'activités :

- **Agriculture & Agroalimentaire,**
- **Automobile, Matériel de transport,**
- **BTP & Immobilier,**
- **Chimie, Plasturgie,**
- **Commerce et Grande distribution,**
- **Energie, Eau, Environnement**
- **Industrie manufacturière,**
- **Informatique, électronique, électricité**
- **Métallurgie, Mécanique,**
- **Recherche, Santé, Social**
- **Tourisme, Loisirs,**
- **Transports, Logistique.**

Classement EXCLUSIF en collaboration avec
altares
► La connaissance inter-entreprises

TOURRETTE Investissements
Fonds à vocation régionale

TOURRETTE investissements
Immeuble Le Sextant • 17, rue Trinquette
17000 La Rochelle - France
Tél. +33(0) 5 46 52 16 61 • Fax +33(0) 5 46 52 17 59
ptourette@tourette-investissements.com

Qui sommes nous ?
une société de capital risque à vocation régionale implantée à La Rochelle.

Notre vocation
Nous prenons des participations en capital dans les PME afin de doter nos partenaires de fonds propres suffisants pour assurer leur développement.

Notre spécificité
Nous mettons à la disposition de nos partenaires notre expertise dans différents domaines : marketing, commercial, finance, qualité, organisation, ressources humaines.

Nos valeurs
Confiance, Professionnalisme, Confidentialité, Diversité, Qualité de nos partenaires.

Votre projet
Vous avez une idée innovante, vous êtes dirigeant d'une société et recherchez des fonds propres, Vous désirez céder votre entreprise.

www.tourrette-investissements.com

JDP110.indd 28 14/06/12 09:47

	RAISON SOCIALE	CP	VILLE	ACTIVITES	DIRIGEANT	CA en K€	Date BILAN	Effectif
1	LEGRAND SNC	87000	LIMOGES	matériel électrique	SCHNEPP Gilles	1 204 175	2010	1 057
2	PICOTY SA	23300	LA SOUTERRAINE	combustibles	RIDOIRE Jean-Marie	1 153 789	2010	163
3	LEGRAND FRANCE	87000	LIMOGES	matériel d'installation électrique	SCHNEPP Gilles	839 042	2010	4 825
4	COOP ATLANTIQUE	17100	SAINTES	hypermarchés	SALLES Serge	833 971	2010	3 416
5	MOTEURS LEROY SOMER	16000	ANGOULEME	transformateurs électriques	SARRE Pierre	754 851	2011	2 902
6	STE JAS HENNESSY ET COMPAGNIE	16100	COGNAC	boissons alcooliques distillées	PEILLON Bernard	672 835	2009	714
7	EURIAL	86130	DISSAY	lait	MAINGRET Guy	632 266	2010	1 086
8	SPBI	85170	DOMPIERRE SUR YON	construction de bateaux de plaisance	CATHELINAIS Bruno	629 912	2011	3 261
9	SCHENKER-JOYAU	85600	MONTAIGU	Messagerie	GUENEC Patrick	476 522	2010	3 766
10	TERRA LACTA	17700	SURGERES	produits laitiers	LEBRET Alain	474 886	2010	98
11	COOP AGRICOL VENDEE APPROV VENTE CEREA	85000	LA ROCHE SUR YON	céréales, semences	CALLEAU Jérome	472 011	2009	674
12	DACHSER FRANCE	85130	LA VERRIE	Messagerie	DUMORT Frédéric	447 917	2010	3 110
13	FLEURY MICHON CHARCUTERIE	85700	POUZAUGES	produits à base de viande	DOIZON Raymond	444 107	2007	1 312
14	VM DISTRIBUTION	85260	L' HERBERGEMENT	matériaux de construction	AUDUREAU Philippe	362 899	2010	1 166
15	ARRIVE	85250	SAINT FULGENT	transformation de viande	LAMBERT Denis	358 715	2011	1 864
16	MARTELL & CO	16100	COGNAC	boissons alcooliques distillées	BRETON Lionel	356 746	2011	365
17	CENTRE OUEST CEREALES	86130	JAUNAY CLAN	céréales, semences	DELAFOND Philippe	336 594	2011	130
18	FLEURY MICHON TRAITEUR	85700	POUZAUGES	plats préparés	DOIZON Raymond	315 038	2007	1 144
19	VAL' IANCE	79700	MAULEON	volailles et gibier	MENARD Jean-Yves	298 015	2010	-
20	ATLANTIC STE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT THERMIQUE	85000	LA ROCHE SUR YON	électroménagers	LAMOURE Jean-Pierre	289 356	2010	165
21	CHARENTES ALLIANCE	16100	COGNAC	céréales, semences	FOUCHER Bruno	285 171	2011	404
22	CLARA AUTOMOBILES	85140	LES ESSARTS	véhicules automobiles	SORIA Robert	275 111	2010	613
23	TERRENA POITOU	86360	CHASSENEUIL DU POITOU	céréales, semences	DUCELLIER Pierre	248 504	2011	234
24	STE COOP AGRICOLE COREA POITOU CHARENTES	86400	CIVRAY	céréales, semences	DELUSSET Philippe	227 914	2011	277
25	BORG WARNER TRANSMISSION SYSTEMS TULLE	19800	EYREIN	équipements automobiles	OWENBY Douglas	221 619	2010	361
26	MADRANGE	87220	FEYTIAT	produits à base de viande	PIFFAUT Monique	211 473	2010	804
27	STE COOPERATIVE AGRICOLE LESCURE BOUGO	16440	CLAIX	lait	LEBRET Alain	198 285	2010	299
28	SEOLIS	79000	NIORT	commerce d'électricité	BROSSARD Jacques	191 778	2010	336

le cnam
Poitou-Charentes
Santé
vous bien au
travail !
Besoin d'un intervenant en évaluation et gestion des risques pour la santé et la sécurité dans votre entreprise ?
• Licence pro Santé
en alternance à Niort
- contrat de professionnalisation
- formation continue
- accessible par la VAP et la VAE
• Stages courts
des formations pour accompagner vos salariés sur les évolutions réglementaires et les besoins de votre entreprise en santé
Conférence
La santé au travail
mercredi 27 juin
après-midi
au centre régional du Cnam Poitou-Charentes (Futuroscope)
GRATUIT sur inscription
Le Cnam, la formation pour tous, tout au long de la vie
+ d'info
www.cnam-poitou-charentes.fr
N° Indigo 0 820 20 26 26
(0,09€TTC/min.)
En partenariat avec
aract
POITOU-CHARENTES
© Istockphoto

CILSO, partenaire des entreprises
accompagne et aide vos salariés
NANTIAT
BRIVE
ANGOULÊME
COUZEIX
3 700 entreprises nous font confiance
12 000 aides attribuées aux salariés
47 300 logements - patrimoine du Groupe CILSO avec ses 22 filiales
2 nouvelles résidences sociales pour les jeunes de 18 à 30 ans
11 agences de proximité en Aquitaine, Limousin et Charente
Nouveaux programmes locatifs sur Internet
www.cilso.fr
Le Comité Interprofessionnel du Logement du Sud-Ouest
cilso
Action Logement
NOS IMPLANTATIONS EN LIMOUSIN ET CHARENTE
HAUTE-VIENNE
CHARENTE
7 rue Jules Guesde
BP 40243
87007 LIMOGES Cedex
Tél : 05 55 11 03 90
agencelimoges@cilso.fr
Du lundi au jeudi : 9h -12h et 14h -16h30
Le vendredi : 9h -12h et 14h -16h
CORRÈZE
16 avenue Pdt Roosevelt
BP 70538
19107 BRIVE Cedex
Tél : 05 55 18 00 30
agencebrive@cilso.fr
Du lundi au vendredi :
8h30-12h15 et 13h-17h
CREUSE
Avenue de la République
23000 GUÉRET
Tél : 05 55 51 96 60
sg@cci-creuse.com
Du lundi au vendredi :
8h -12h et 13h30 -16h
Action Logement - Les entreprises s'engagent avec les salariés

JDP110.indd 29 14/06/12 09:47

	RAISON SOCIALE	CP	VILLE	ACTIVITES	DIRIGEANT	CA en K€	Date BILAN	Effectif
29	SOREGIES	86000	POITIERS	distribution d'électricité	LEPERCQ Arnaud	190 492	2008	333
30	UNION CHARENTES ALLIANCE COOP AGRIC	16100	COGNAC	céréales, semences	FOUCHER Bruno	187 241	2009	3
31	DEKRA INSPECTION	87000	LIMOGES	Inspections techniques	KREUTZER Stephan	180 545	2010	2 532
32	STE LIMOGES DISTRIBUTION	87280	LIMOGES	électroménagers	SARDAIN André	172 457	2011	192
33	STE COOPERATIVE AGRICOLE CAPRIBEUR	79220	CHAMPDENIERS ST DENIS	fromage	RESTOUX Jean-Yves	166 281	2010	-
34	COURVOISIER S.A.S	16200	JARNAC	boissons alcooliques distillées	PINET Patrice	162 336	2010	148
35	DEFONTAINE	85530	LA BRUFFIERE	engrenages et organes de transmission	SCHULTE Winfried	160 772	2011	872
36	ATLANTIC INDUSTRIE	85000	LA ROCHE SUR YON	appareils électroménagers	CAILLE Emmanuel	159 968	2010	564
37	BRETECHE OUEST	85150	LA CHAPELLE ACHARD	combustibles	HIDIER Eric	157 664	2010	54
38	AUTOLIV-ISODELTA	86190	CHIRE EN MONTREUIL	équipements automobiles	TAUREL Jean-Luc	147 822	2010	665
39	YVES COUGNAUD	85000	MOUILLERON LE CAPTIF	structures métalliques	COUGNAUD Eric	145 655	2011	962
40	HEULIEZ BUS	79700	MAULEON	construction de véhicules automobiles	DURELLI Enrico	140 829	2010	481
41	CWF CHILDREN WORLDWIDE FASHION	85500	LES HERBIERS	vêtements de dessus	CUKIERMAN Francis	140 708	2009	419
42	IDEALE RESIDENCE MOBILE	85400	LUCON	carrosseries et remorques	CATHELINAIS Bruno	138 493	2011	463
43	COOPERATIVE VETERINAIRE DE L'OUEST	85600	LA GUYONNIERE	centrales d'achat non alimentaires	MULNET Pierre	137 893	2011	142
44	STE COOPERATIVE AGRICOLE CHARENTES-LAIT	17700	SURGERES	beurre	DAVION Jean-Marie	134 922	2010	137
45	STE NOUVELLE NOREA	79700	MAULEON	aliments pour animaux	POINCON DE LA BLANCHARDIERE Hubert	134 879	2010	52
46	UNION SUD VENDEENNE AGRICOLE LAITIERE	85580	SAINT MICHEL EN L'HERM	lait	GUILLON Jean-Louis	132 683	2010	196
47	EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN	87000	LIMOGES	construction de routes	DARTOUT Jean	130 336	2010	759
48	BELLAVOL	79250	NUEIL LES AUBIERS	aliments pour animaux	HUTTEPAIN Gilles	128 194	2010	30
49	LOGICARTES	87100	LIMOGES	habillement	MULIN Albert	127 935	2011	22
50	UCAL CHARENTES POITOU	85170	BELLEVILLE SUR VIE	produits laitiers	MAINGRET Guy	127 111	2010	61
51	ETABLISSEMENTS BELLANNE	79100	LOUZY	aliments pour animaux	DE LA HAMELINAYE M Hubert	126 298	2010	-
52	STE COMMERCIALE AUTOMOBILE DU POITOU	86000	POITIERS	véhicules automobiles	WISNIEWSKI Damien	125 800	2010	280
53	CAMIF COLLECTIVITES ENTREPRISES	79180	CHAURAY	équipements commerce et services	GUICHARD Hervé	125 783	2011	309
54	LOEUL-PIRIOT	79100	THOUARS	transformation de viande	PIRIOT Jean-Paul	120 727	2007	787
55	FDL	79230	PRAHECQ	boissons	DIRAND Pascal	120 460	2008	155
56	STE COOP AGRICOLE TERRE ATLANTIQUE	17400	SAINT JEAN D'ANGELY	céréales, semences	MOIZANT Jean	115 356	2011	89
57	SOCRAM BANQUE	79000	NIORT	Intermédiations monétaires	ANDRECK Gérard	114 292	2010	-
58	LAITERIE DE MONTAIGU - SA SABOURIN	85600	SAINT GEORGES DE MONTAIGU	produits laitiers	SABOURIN Anne-Marie	114 148	2010	192
59	TRANSPORTS BERNIS	87280	LIMOGES	Messagerie	GUILLOT Jean-Claude	111 850	2010	574
60	POUJOULAT	79360	GRANZAY GRIPT	tubes, tuyaux, profilés creux en acier	COIRIER Yves	109 236	2010	665

UN PALMARÈS RÉALISÉ PAR
ALTARES MANAGEO
manageo
Les classements des entreprises publiés dans ce numéro spécial sont réalisés par la société Altares, acteur majeur de l'information sur les entreprises.
Altares accompagne les organisations publiques et privées pour atteindre leur objectif fondamental : trouver des clients et se faire payer.
Altares diffuse en France les solutions créées par le D&B worldwide network, premier réseau international d'informations B to B, dont elle fait partie.
Les clients Altares disposent ainsi du seul accès global à des données qualifiées, juridiques, légales et financières sur plus de 180 millions d'entreprises dans le monde et 8 millions en France. Altares est donc spécialisée dans la recherche de clients et de partenaires en France comme à l'international, la constitution de fichiers marketing ciblés, l'analyse de potentiel marché, la gestion des encours et du crédit client, l'analyse du risque financier, la gestion de portefeuilles clients et la formation.
Manageo, le pôle TPE-PME d'Altares, propose une offre globale de développement commercial adaptée aux spécificités des très petites et petites entreprises.
altares
La connaissance inter-entreprises

	RAISON SOCIALE	CP	VILLE	ACTIVITES	DIRIGEANT	CA en K€	Date BILAN	Effectif
61	JH INDUSTRIES	85300	CHALLANS	charpentes	HUET Jean-Michel	108 466	2010	948
62	ST-GOBAIN GLASS SOLUTION MENUISIERS INDUSTRIELS	79700	ST PIERRE DES ECHAUBROGNES	transformation du verre	BREDIN Sylvain	101 682	2010	504
63	DISTRI CASH ACCESSOIRES	17220	SAINTE SOULLE	équipements automobiles	MOYET Jean-Philippe	101 320	2011	153
64	VENDEE SANI THERM	85280	LA FERRIERE	fournitures plomberie	OLIVIER Franck	100 371	2011	210
65	STE DISTRIBUTION ROYANNAISE	17200	ROYAN	hypermarchés	POTIRON Paul	99 025	2010	337
66	ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL	79000	NIORT	matériaux de construction	ROUGIER Francis	95 890	2010	21
67	SERVAL	79800	SAINTE EANNE	aliments pour animaux	LEMAITRE Gérard	95 176	2010	97
68	NOUVELLE SOCIETE D ASCENSEURS - NSA	86280	SAINT BENOIT	travaux d'installation	JAHAN Patrick	95 063	2010	-
69	SOUFFLET ATLANTIQUE	17230	MARANS	céréales, semences	THIERRY Didier	93 551	2011	74
70	DUFOUR YACHTS	17180	PERIGNY	construction de bateaux de plaisance	SERIO Salvatore	93 111	2007	567
71	COMPTOIR AGRICOLE COMMERCIAL DE COGNAC	16100	CHATEAUBERNARD	quincaillerie	MAURICE Bruno	93 026	2010	393
72	SPS NEGOCE	85540	MOUTIERS LES MAUXFAITS	céréales, semences	THIERRY Didier	91 326	2011	129
73	DILISCO	23220	CHENIERS	commerce de biens domestiques	ESMENARD Francis	90 393	2010	166
74	INEO ATLANTIQUE	86000	POITIERS	installation électrique	PAQUEREAU Robert	89 431	2010	605
75	ADVANCED COMFORT SYSTEMS FRANCE	79300	BRESSUIRE	équipements automobiles	BALEY Jean-Luc	89 118	2008	335
76	LITTORAL AUTOMOBILES DISTRIBUTION	17000	LA ROCHELLE	véhicules automobiles	MICHEL Stéphane	88 155	2010	175
77	FONDERIE DU POITOU FONTE	86220	INGRANDES	fonderie de fonte	MEILLIER Jacques	86 613	2010	462
78	BRUNET	86360	CHASSENEUIL DU POITOU	installation électrique	MALLET Dominique	84 831	2010	579
79	LES GRANDS GARAGES DU LIMOUSIN	87000	LIMOGES	véhicules automobiles	MISSIMILLY Claude	83 461	2010	139
80	FOCH DISTRIBUTION	86100	CHATELLERAULT	hypermarchés	D'AREXY Bruno	83 268	2007	243
81	STE DU PARC DU FUTUROSCOPE	86130	JAUNAY CLAN	Parcs d'attractions	MARCEL Dominique	82 794	2010	780
82	COUGNAUD	85190	AIZENAY	éléments en matières plastiques	LIENARD Philippe	82 468	2010	611
83	SUPERMARCHES CHARENTAIS	17140	LAGORD	hypermarchés	FLOGEAC Paul	82 036	2011	223
84	POITOURAINE	86130	DISSAY	produits laitiers	LABBE Jean-Jacques	80 801	2010	49
85	SAINTES-DISTRIBUTION-SADIS	17100	SAINTES	hypermarchés	TAILLANDIER Daniel	80 648	2011	236
86	ALICOOP	79800	PAMPROUX	aliments pour animaux	ROGEON Philippe	80 603	2010	123
87	DUBREUIL CARBURANTS	85170	BELLEVILLE SUR VIE	combustibles	PARENT Paulette	79 679	2010	32
88	DAGARD	23600	BOUSSAC	structures métalliques	SUIN Thierry	79 664	2010	447
89	SEFI	86000	POITIERS	équipements industriels	GUIGNET Gilles	79 485	2010	282
90	THERMOPLASTIQUES COUSIN TESSIER	85130	TIFFAUGES	matières plastiques base	VASSEUR Albert	79 015	2010	213
91	VAL DE SEVRE SCA	85700	LA POMMERAIE SUR SEVRE	élevage	DEBARRE Alain	77 757	2011	14
92	BERNIS TRUCKS	87280	LIMOGES	réparation véhicules automobiles	GENTIN Franck	76 351	2011	293
93	STE COOP AGRICOLE ELEVEURS PAYS VERT	19460	NAVES	animaux vivants	FAU Julien	76 172	2010	121
94	SICA CENTRE OUEST	79220	CHAMPDENIERS SAINT DENIS	produits laitiers	LEBRET Alain	75 333	2010	-
95	O'HARA	85800	GIVRAND	carrosseries et remorques	CATHELINAIS Bruno	73 183	2011	267
96	PACKETIS	16380	CHAZELLES	cartonnages	ANCIAN Noël	72 724	2007	-
97	TLD EUROPE	79420	SAINT LIN	matériel levage et manutention	MAGUIN Antoine	72 080	2010	261
98	PICOTY RESEAU	17000	LA ROCHELLE	carburants	PICOTY Michel	71 912	2010	-
99	AMCOR FLEXIBLES FRANCE	16300	BARBEZIEUX SAINT HILAIRE	Imprimerie	MORIN Thomas	71 142	2011	370
100	YVES COUGNAUD LOCATION	85000	MOUILLERON LE CAPTIF	location équipement	COUGNAUD Patrice	69 824	2011	1

M.H.M Conseil & Formation

Révélateur de potentiel !

M.H.M Conseil et de Formation - Marie-Hélène MECCOLI-STIPA présente en Charente Maritime depuis 2003.

Particularité : accompagne les individus et les entreprises dans leurs transformations.

Prestations personnalisées :

- Accompagnement d'entreprise -
- Formations sur mesure -

A chacun son rythme, à chacun ses besoins...

www.mhm.fr

Vous recrutez ?
Gagnez du temps !
Connectez-vous à l'emploi
4e Salon du recrutement
tous secteurs d'activité
Inscrivez-vous à la 4e Édition du Salon du Recrutement de La Rochelle
Renseignements et inscriptions :
accueil@maisonemploilarochelle.fr
ou 05 46 55 34 21
jeudi 27 septembre
Espace Encan
La Rochelle
de 13h30 à 18h
ligne de bus 03 ILLICO Bongraine/Les Minimes
Entrée gratuite

LES TOP 10
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	RAISON SOCIALE	CP	VILLE	ACTIVITES	DIRIGEANT	CA en K€	Date BILAN	Effectif
	AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE							
1	STE JAS HENNESSY ET COMPAGNIE	16100	COGNAC	boissons alcooliques distillées	PEILLON Bernard	672 835	2009	714
2	EURIAL	86130	DISSAY	lait	MAINGRET Guy	632 266	2010	1 086
3	FLEURY MICHON CHARCUTERIE	85700	POUZAUGES	produits à base de viande	DOIZON Raymond	444 107	2007	1 312
4	ARRIVE	85250	SAINT FULGENT	transformation de viande	LAMBERT Denis	358 715	2011	1 864
5	MARTELL & CO	16100	COGNAC	boissons alcooliques distillées	BRETON Lionel	356 746	2011	365
6	FLEURY MICHON TRAITEUR	85700	POUZAUGES	plats préparés	DOIZON Raymond	315 038	2007	1 144
7	MADRANGE	87220	FEYTIAT	produits à base de viande	PIFFAUT Monique	211 473	2010	804
8	STE COOPERATIVE AGRICOLE LESCURE BOUGO	16440	CLAIX	lait	LEBRET Alain	198 285	2010	299
9	STE COOPERATIVE AGRICOLE CAPRIBEUR	79220	CHAMPDENIERS St DENIS	fromage	RESTOUX Jean-Yves	166 281	2010	-
10	COURVOISIER S.A.S	16200	JARNAC	boissons alcooliques distillées	PINET Patrice	162 336	2010	148
	AUTOMOBILE, MATÉRIEL DE TRANSPORT							
1	SPBI	85170	DOMPIERRE SUR YON	construction de bateaux de plaisance	CATHELINAIS Bruno	629 912	2011	3 261
2	CLARA AUTOMOBILES	85140	LES ESSARTS	véhicules automobiles	SORIA Robert	275 111	2010	613
3	BORG WARNER TRANSMISSION SYSTEMS TULLE	19800	EYREIN	équipements automobiles	OWENBY Douglas	221 619	2010	361
4	AUTOLIV-ISODELTA	86190	CHIRE EN MONTREUIL	équipements automobiles	TAUREL Jean-Luc	147 822	2010	665
5	HEULIEZ BUS	79700	MAULEON	construction de véhicules automobiles	DURELLI Enrico	140 829	2010	481
6	IDEALE RESIDENCE MOBILE	85400	LUCON	carrosseries et remorques	CATHELINAIS Bruno	138 493	2011	463
7	STE COMMERCIALE AUTOMOBILE DU POITOU	86000	POITIERS	véhicules automobiles	WISNIEWSKI Damien	125 800	2010	280
8	DISTRI CASH ACCESSOIRES	17220	SAINTE SOULLE	équipements automobiles	MOYET Jean-Philippe	101 320	2011	153
9	DUFOUR YACHTS	17180	PERIGNY	construction de bateaux de plaisance	SERIO Salvatore	93 111	2007	567
10	ADVANCED COMFORT SYSTEMS FRANCE	79300	BRESSUIRE	équipements automobiles	BALEY Jean-Luc	89 118	2008	335
	BTP & IMMOBILIER							
1	EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN	87000	LIMOGES	construction de routes	DARTOUT Jean Louis Marc	130 336	2010	759
2	NOUVELLE SOCIETE D ASCENSEURS - NSA	86280	SAINT BENOIT	travaux d'installation	JAHAN Patrick Michel Robert Delille	95 063	2010	-
3	INEO ATLANTIQUE	86000	POITIERS	installation électrique	PAQUEREAU Robert Gérard Emile	89 431	2010	605
4	BRUNET	86360	CHASSENEUIL DU P.	installation électrique	MALLET Dominique François Claude	84 831	2010	579
5	MARCHEGAY	85400	LUCON	menuiserie métallique		53 077	2011	137
6	CAMIF HABITAT - SAS CH	79180	CHAURAY	maisons individuelles	Groupe Archipelle	50 323	2010	54
7	EIFFAGE CONSTRUCTION POITOU-CHARENTES	79000	NIORT	construction de bâtiments		50 219	2010	123
8	SOREDIS	85110	CHANTONNAY	location debiens immobiliers	PUAUD Hervé	42 980	2010	130
9	ATLANTIC AMENAGEMENT	17000	LA ROCHELLE	location de logements	HAUTIER T. Daniel	42 706	2010	-
10	EIFFAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN	87000	LIMOGES	maçonnerie générale	HUILLARD Xavier	40 663	2010	247
	CHIMIE, PLASTURGIE							
1	COUGNAUD	85190	AIZENAY	éléments en matières plastiques	LIENARD Philippe	82 468	2010	611
2	THERMOPLASTIQUES COUSIN TESSIER	85130	TIFFAUGES	matières plastiques base	VASSEUR Albert	79 015	2010	213
3	ROUSSELOT ANGOULEME	16000	ANGOULEME	produits chimiques	SAQUET Bruno	64 516	2010	142
4	FREUDENBERG JOINTS PLATS	87140	CHAMBORET	articles en caoutchouc	NEUWINGER-HEIMES L.	48 967	2010	368
5	LEUL MENUISERIES	79100	LOUZY	éléments en matières plastiques	LOEUL Dominique	48 096	2010	290
6	FPV-INDUSTRIES	85120	ANTIGNY	éléments en matières plastiques	HERAULT Christian	36 010	2010	131
7	LABORATOIRES RIVADIS SAS	79100	LOUZY	produits pour la toilette	LAINE Christian	34 492	2011	183
8	ANGIBAUD - DEROME ET SPECIALITES	17000	LA ROCHELLE	produits azotés et engrais	BOUDET Jean-Marie	34 220	2009	95
9	STE FRANCAISE OUTILS PROFESSIONNELS	85610	CUGAND	produits en matières plastiques	REITZ Eugène	30 474	2010	238
10	STE THOUARSAISE DE FERMETURES SOTHOFER	79100	MAUZE THOUARSAIS	éléments en matières plastiques	PAINEAU Bernard	27 934	2010	153
	COMMERCE ET GRANDE DISTRIBUTION							
1	LEGRAND SNC	87000	LIMOGES	matériel électrique	SCHNEPP Gilles	1 204 175	2010	1 057
2	PICOTY SA	23300	LA SOUTERRAINE	combustibles	RIDOIRE Jean-Marie	1 153 789	2010	163
3	COOP ATLANTIQUE	17100	SAINTES	hypermarchés	SALLES Serge	833 971	2010	3 416
4	TERRA LACTA	17700	SURGERES	produits laitiers	LEBRET Alain	474 886	2010	98
5	COOP AGRICOL VENDEE APPROV VENTE CEREA	85000	LA ROCHE SUR YON	céréales, semences	CALLEAU Jérome	472 011	2009	674
6	VM DISTRIBUTION	85260	L' HERBERGEMENT	matériaux de construction	AUDUREAU Philippe	362 899	2010	1 166
7	CENTRE OUEST CEREALES	86130	JAUNAY CLAN	céréales, semences	DELAFOND Philippe	336 594	2011	130
8	VAL' IANCE	79700	MAULEON	volailles et gibier	MENARD Jean-Yves	298 015	2010	-
9	ATLANTIC STE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT THERMIQUE	85000	LA ROCHE SUR YON	électroménagers	LAMOURE Jean-Pierre	289 356	2010	165
10	CHARENTES ALLIANCE	16100	COGNAC	céréales, semences	FOUCHER Bruno	285 171	2011	404
	ENERGIE, EAU, ENVIRONNEMEN							
1	SEOLIS	79000	NIORT	commerce d'électricité	BROSSARD Jacques	191 778	2010	336
2	STE DE REVENTE D'ELECTRICITE ET DE GAZ D'INVESTISSEMENT ET D'EXPLOIT. EN ENERGIE	86000	POITIERS	distribution d'électricité	LEPERCQ Arnaud	190 492	2008	333
3	GEREDIS DEUX SEVRES	79000	NIORT	distribution d'électricité	REDIEN Jean	69 683	2010	33
4	APROVAL	16440	NERSAC	récupération de déchets	TREFOIS Patrick	35 149	2010	130
5	COMPAGNIE DES EAUX DE ROYAN	17200	ROYAN	traitement de l'eau	MORICHON Roland	34 922	2010	107
6	VEOLIA PROPRETE POITOU-CHARENTES	17000	LA ROCHELLE	traitement des déchets	HARAMBILLET Bern.	32 977	2010	182
7	SIFDDA CENTRE	85490	BENET	traitement des déchets	GUYON Romain	32 136	2008	173
8	VEOLIA PROPRETE LIMOUSIN	87000	LIMOGES	collecte des déchets	ALARY Patrice	29 931	2010	267
9	MINERVA OIL	87380	MEUZAC	Pétrole	LAFARGE Jean-Martial	22 996	2010	46
10	SIRMET 16	16160	GOND PONTOUVRE	démantèlement d'épaves	GUERBE Jean	14 421	2011	24

JDP110.indd 32 14/06/12 09:47

	RAISON SOCIALE	CP	VILLE	ACTIVITES	DIRIGEANT	CA en K€	Date BILAN	Effectif
	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE							
1	JH INDUSTRIES	85300	CHALLANS	charpentes	HUET Jean-Michel	108 466	2010	948
2	ST-GOBAIN GLASS SOLUTION MENUISIERS ind.	79700	ST PIERRE DES E.	transformation du verre	BREDIN Sylvain	101 682	2010	504
3	PACKETIS	16380	CHAZELLES	cartonnages	ANCIAN Noël	72 724	2007	-
4	VALEO MATERIAUX DE FRICTION	87280	LIMOGES	produits minéraux non métalliques	FALLON Vincent Jean	67 753	2010	-
5	CIE EUROPEENNE EMBALLAGE ROBERT SCHISL	79100	THOUARS	emballages en papier	SCHISLER J. Adolphe	66 028	2010	349
6	SAINT GOBAIN EUROCOUSTIC	23350	GENOUILLAC	produits minéraux non métalliques	DE MAISTRE Hervé Jacques-Henri	57 393	2010	179
7	SCIERIE PIVETEAU	85140	SAINTE FLORENCE	sciage et rabotage du bois	PIVETEAU Pierre Marie Augustin	57 254	2007	232
8	DS SMITH PACKAGING SUD OUEST	16100	CHATEAUBERNARD	carton ondulé	DE CHRISTEN Charles Matthias Klaus	52 181	2010	198
9	BLOCFER	19400	ARGENTAT	charpentes	LHERBIER Jack	48 242	2007	203
10	OUEST PRODUCTION	85220	LA CHAIZE GIRAUD	charpentes	REYNIERS Stéphane	41 856	2010	323
	INFORMATIQUE, ÉLECTRONIQUE, ÉLECTRICITÉ							
1	LEGRAND FRANCE	87000	LIMOGES	matériel d'installation électrique	SCHNEPP Gilles	839 042	2010	4 825
2	MOTEURS LEROY SOMER	16000	ANGOULEME	transformateurs électriques	SARRE Pierre	754 851	2011	2 902
3	ATLANTIC INDUSTRIE	85000	LA ROCHE SUR YON	appareils électroménagers	CAILLE Emmanuel	159 968	2010	564
4	SAINTRONIC	17100	SAINTES	équipements de communication	FOURNEL J.-Jacques	51 330	2010	266
5	STE INDUSTRIELLE CONSTRUCTION APPAREILS MATERIELS ELECTRIQUEs	19230	ARNAC POMPADOUR	commande électrique	LACHAUD Pierre	45 214	2010	421
6	ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE OUEST TRONIC	85660	SAINT PHILBERT DE B.	cartes électroniques assemblées	PRIEUX Pierre	44 634	2010	402
7	MECATRACTION	19230	ARNAC POMPADOUR	matériel d'installation électrique	LACHAUD Pierre	33 921	2010	145
8	CFCA	79350	CHICHE	matériels électriques	SCRABALAT Philippe	32 901	2010	168
9	AVO CARBON FRANCE	86000	POITIERS	transformateurs électriques	SPICKER Olivier	24 038	2008	116
10	BCV TECHNOLOGIES	85200	FONTENAY LE COMTE	transformateurs électriques	TROCMET Yves	15 438	2010	131
	MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE							
1	DEFONTAINE	85530	LA BRUFFIERE	engrenages et organes de transmission	SCHULTE Winfried	160 772	2011	872
2	YVES COUGNAUD	85000	MOUILLERON LE CAPTIF	structures métalliques	COUGNAUD Eric	145 655	2011	962
3	POUJOULAT	79360	GRANZAY GRIPT	tubes, tuyaux, profilés creux en acier	COIRIER Yves	109 236	2010	665
4	FONDERIE DU POITOU FONTE	86220	INGRANDES	fonderie de fonte	MEILLIER Jacques	86 613	2010	462
5	DAGARD	23600	BOUSSAC	structures métalliques	SUIN Thierry	79 664	2010	447
6	TLD EUROPE	79420	SAINT LIN	matériel levage et manutention	MAGUIN Antoine	72 080	2010	261
7	FONDERIE DE CUIVRE DU PALAIS	87410	LE PALAIS SUR VIENNE	métallurgie du cuivre	LEGER Dominique	62 792	2010	39
8	FRANCE FERMETURES	23600	BOUSSAC BOURG	portes et fenêtres en métal	PROT Jean-Bertrand	58 283	2010	376
9	BRIAND CONSTRUCTIONS METALLIQUES	85500	LES HERBIERS	structures métalliques	BRIAND Roger	49 633	2010	173
10	VENDEE MECANIQUE INDUSTRIE	85600	MONTAIGU	machines industrie agro-alimentaire	SOUMET Didier	43 718	2010	205
	RECHERCHE, SANTÉ, SOCIAL							
1	CATALENT FRANCE LIMOGES	87280	LIMOGES	préparations pharmaceutiques	LUCIC Georges	46 693	2011	220
2	CLINIQUE FRANCOIS CHENIEUX	87000	LIMOGES	activités hospitalières	VAQUIER Jean	41 604	2010	431
3	CLINIQUE EMAILLEURS-COLOMBIER	87000	LIMOGES	activités hospitalières	CUNIN Michèle Laurence	33 625	2010	462
4	STE INDUSTRIELLE LIMOUSIN APPLICATION BIOLOGIQUE	19130	OBJAT	recherche-développement	PAUFIQUE JEAN JACQUES Jean Jacques	31 158	2010	176
5	POLYCLINIQUE DE POITIERS	86000	POITIERS	activités hospitalières	CHARTIER Phil. Louis-Marie Gérard Hen	30 454	2010	362
6	CENTRE CLINICAL SA	16800	SOYAUX	activités hospitalières	QUENTIN Yves	27 554	2010	302
7	POLYCLINIQUE D'INKERMANN	79000	NIORT	activités hospitalières	HAZARD Sophie	25 591	2010	316
8	CLINIQUE ST CHARLES	85000	LA ROCHE SUR YON	activités hospitalières	MARCILLAUD Gilles	23 193	2010	267
9	CEREP	86600	CELLE L'EVESCAULT	préparations pharmaceutiques	JEAN Thierry François	21 285	2010	211
10	CLINIQUE PASTEUR	17200	ROYAN	activités hospitalières	DE LAMBILLY Charles	20 360	2010	229
	TOURISME, LOISIRS							
1	STE DU PARC DU FUTUROSCOPE	86130	JAUNAY CLAN	Parcs d'attractions	MARCEL Dominique	82 794	2010	780
2	SA FUTUROSCOPE DESTINATION	86130	JAUNAY CLAN	agences de voyage	KREMER Nicolas	55 144	2010	1
3	GRAND PARC DU PUY DU FOU	85590	LES EPESSES	Parcs d'attractions	CHATRY Marc	39 635	2010	231
4	EUTERPE PROMOTION	87000	LIMOGES	arts du spectacle vivant	GOUDARD Michel	24 383	2011	17
5	TOQUENELLE	17100	SAINTES	cafétérias	ARGUEYROLLES Ch.	18 132	2009	240
6	O'HARA VACANCES	85800	GIVRAND	agences de voyage	DUTHOIT Aymeric	14 097	2011	13
7	CLUB ATHL BRIVISTE CORREZE LIMOUSIN	19100	BRIVE LA GAILLARDE	clubs de sports	BERTRAND Jean	12 990	2011	71
8	ZOO FAUNE TROPICALE	17570	LES MATHES	jardins botaniques	CAILLE Patrick	11 497	2010	54
9	CASINO DES PINS	85100	LES SABLES D'OLONNE	jeux de hasard et d'argent	LORENT Michel	8 937	2010	103
10	STE NOUVELLE EXPLOITATION CASINO ROYAN	17200	ROYAN	jeux de hasard et d'argent	VERGY Gilles	8 899	2010	90
	TRANSPORTS, LOGISTIQUE							
1	SCHENKER-JOYAU	85600	MONTAIGU	Messagerie	GUENEC Patrick	476 522	2010	3 766
2	DACHSER FRANCE	85130	LA VERRIE	Messagerie	DUMORT Frédéric	447 917	2010	3 110
3	TRANSPORTS BERNIS	87280	LIMOGES	Messagerie	GUILLOT Jean-Claude	111 850	2010	574
4	STEF TRANSPORT NIORT 1 LA CRECHE	79260	LA CRECHE	transports routiers de fret		49 643	2010	254
5	TRANSPORTS RENE MADRIAS	19270	USSAC	transports routiers de fret	MADRIAS J. Jacques	48 721	2010	443
6	AGENCE MARITIME COGNACAISE	16100	CHATEAUBERNARD	affrètement	WOLLENWEBER Edouard	48 225	2008	64
7	TRANSPORTS CHAVENEAU BERNIS	86130	DISSAY	Messagerie	LACHAUME Philippe	47 357	2010	254
8	TRANSPORTS ROGER RENAUD ET COMPAGNIE	17800	PONS	transports routiers de fret	GAUTIER Antoine	39 026	2010	305
9	TRANSPORTS JAMMET	86340	FLEURE	transports routiers de fret	JAMMET Patrice Jean Louis	35 359	2010	424
10	GIRARD AGEDISS	85140	LES ESSARTS	transports routiers de fret	SUEUR Renaud	34 133	2010	560

JDP110.indd 33 14/06/12 09:47

LES BONS PLANS DE L'ÉTÉ

Selon une étude du cabinet Protourisme, 40% des français envisagent de partir en vacances en juillet-août, et parmi ceux-ci, 70%, soit 18,4 millions de personnes, prévoient de rester exclusivement en France.

Ces projets-France sont certes liés à des contraintes de budget mais « *La grande nouveauté cette année, c'est qu'il existe une vraie envie de rester en France. L'an dernier, beaucoup sont restés par contrainte dans l'hexagone et veulent recommencer parce qu'ils ont été très satisfaits. Paradoxalement, ceux qui ont le plus envie de vacances en France, ce sont les catégories professionnelles supérieures, qui recherchent d'ailleurs un hébergement de qualité* », précise Didier Arino, directeur de Protourisme.

A coup sûr, la région Poitou-Charentes a les atouts pour surfer sur cette vague du « voyager français ».

16 CHARENTE

COGNAC COURVOISIER : NOUVEAUX CIRCUITS ET VISITES « PREMIUM »

En 2012, la gamme des circuits Courvoisier s'est enrichie. La nouvelle carte permet d'accéder à des lieux jusqu'ici inédits comme le chai Paradis où sont stockées les plus vieilles eaux-de-vie ou le chai Renard, du nom du maître de chai qui a créé l'assemblage fine champagne du cognac Napoléon au début du XIXe siècle. D'autre part, des visites « premium » et sur-mesure ont été mises en place comme le « *brunch au château* » de Jarnac, l'«*expérience sensorielle*» dans le salon du Nez (les invités ont les yeux masqués, les persiennes sont mi-closes, la musique apaise : tout est propice pour distinguer les arômes), le parcours «*De la vigne au verre*», (7 heures) qui comprend un circuit au coeur du vignoble, la distillerie de Châteauneuf et un déjeuner au château. Bien d'autres programmes peuvent être mis en œuvre notamment pour des séminaires et réunions familiales.

05.45.35.56.16. www.courvoisier.com

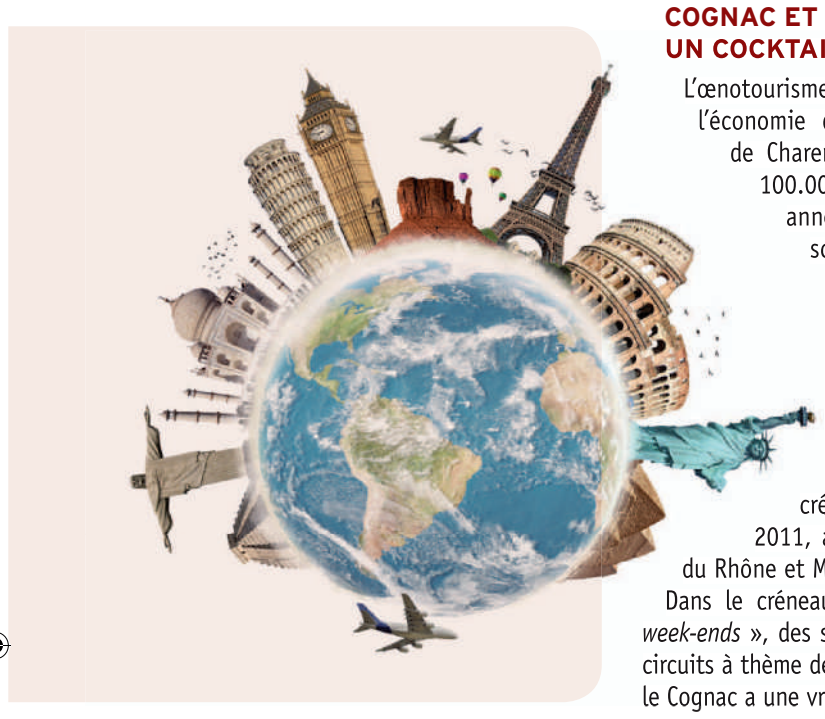
« DE L'AMBRE À LA LUMIÈRE » PAR LE COGNAC MEUKOW

Ouvert depuis peu, le circuit Meukow constitue la septième offre de circuit organisé par une marque de Cognac. La visite, qui s'intitule « *De l'ambre à la lumière* », prévoit la traditionnelle plongée dans le chai de vieillissement mais aussi le chai Mezzanine, une salle d'exposition des différents produits de la maison où trône une magnifique panthère noire, symbole du cognac Meukow.

19 ANS D'AGE POUR LE BLUES PASSION DE COGNAC

La 19ème édition du festival ***Cognac Blues Passion*** se tiendra du 3 au 8 juillet. Cette année encore, la cuvée devrait être riche avec des têtes d'affiche comme Selah Sue qui assurera la soirée d'ouverture à Jarnac, Tom Jones, l'ex « Sex bomb » aujourd'hui septuagénaire, qui se produira le 4 juillet, Hugh Laurie, alias Dr House, qui occupera la scène le 5, Sting qui reprendra sans doute quelques titres de Police le 6, The Cranberries qui présenteront leur récent album le 7 et Imany qui clôturera le festival.

Il ne faudra pas manquer, le 5 juillet, Robert Randolph, classé dans les 100 meilleurs guitaristes de tous les temps par le magazine Rolling Stones. ***www.bluespassions.com***



COGNAC ET OENOTOURISME : UN COCKTAIL EN VOGUE

L'œnotourisme représente un axe fort dans l'économie du tourisme de Charente et de Charente-Maritime puisqu'au moins 100.000 personnes visitent chaque année les Maisons de Cognac. Un score qui devraient être conforté par la récente parution du guide «*Sur la route du vignoble du cognac*» édité par Hachette Tourisme.

Ce guide, tiré à 15.000 exemplaires, est le quatrième d'une collection consacrée à l'œnotourisme lancée en 2011, après la Champagne, la Vallée du Rhône et Midi-Pyrénées.

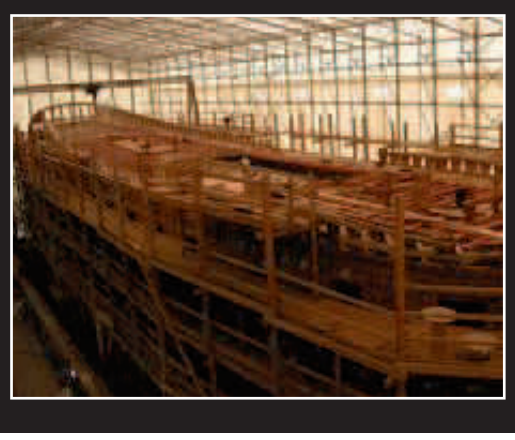
Dans le créneau en expansion des « *grands week-ends* », des séminaires ou dans le cadre de circuits à thème destinés aux touristes étrangers, le Cognac a une vraie carte à jouer.

17 CHARENTE-MARITIME

LES FRANCOFOLIES DE LA ROCHELLE, DU 11 AU 15 JUILLET

Cette année encore, il y en aura pour tous les gouts aux «28e *Francos de La Rochelle*». Tous les styles seront représentés sur les 7 scènes du festival autour du Vieux Port, pour 130 concerts et créations programmés. L'esplanade Saint-Jean-d'Acre accueillera respectivement Imany, Brigitte, Julien Doré et Benabar en 1ère soirée, Arthur H, Dionysos, Catherine Ringer et Hubert-

JDP110.indd 34 14/06/12 09:47



Félix Thiefaine le 12 juillet, Thomas Dutronc, Camille, Charlie Winston et Caravan Palace le 3ème jour, Revolver, Izia, Moriarty, Pony Pony Run Run et C2C le 14 juillet, Chinese man, Joeystarr, Zebda et Shaka Ponk en dernière soirée.

A la Coursive, les amplis donneront un ton en dessous, quoique….. avec Daniel Darc, Dominique A, Anaïs, Jeanne Cherhal, Kery James, Laurent Voulzy ou Barbara Carlotti.

Nouveauté 2012 : les folies matinales

Chaque matin à 11h, des artistes se produiront dans une version insolite et dans un lieu singulier comme les jardins du Muséum d'Histoire Naturelle ou la Chapelle Saint-Vincent. Se prêteront à ces représentations aux formes inhabituelles et plus intimistes: Dominique A, Camille, Moriarty ou Emily Loizeau.

Photo : Sylvain Roussillon

« SITES EN SCENE » EN CHARENTE-MARITIME

Pour cette 19ème édition du Festival ***« Sites en Scène »***, vingt sites du département auront à cœur de mettre en valeur leur patrimoine architectural et culturel.

Châtelaillon fêtera Cléopâtre du 29 juin au 1er juillet, Saintes et l'abbaye aux Dames accueilleront l'orchestre national de Bordeaux Aquitaine, Saint-Palais servira de cadre au festival international d'art et de pyrotechnie, Royan organisera son traditionnel « *Violon sur le sable* » avec des musiciens et solistes de classe mondiale, tandis que Montguyon, Rochefort, Jonzac, Surgères, Saint-Georges-de-Didonne, Saint-Jean-d'Angély, Brouage, l'Ile Ré, Saint-Bris-des-Bois, Le Château d'Oléron, Esnandes, Fouras joueront leurs meilleurs atouts.

Comme chaque année, « *Sites en scène* » se terminera à La Rochelle, avec « *Voiles de Nuit* » le 22 septembre.

Deux nouveaux sites feront leur apparition dans le cadre du festival : les Portes-en-Ré et son « *Passe-Porte* » consacré au arts de la rue & du théâtre et la cinéscénie de Puy-du-Lac.

Au total, c'est près de 70 spectacles qui viendront honorer la culture et le patrimoine de la Charente-Maritime.

BAPTEME DE L'EAU POUR L'HERMIONE LES 6, 7 ET 8 JUILLET

L'association Hermione-Lafayette et la Ville de Rochefort se sont unis pour fêter la mise à l'eau de la coque du navire. L'événement clôture 15 ans de travail et présage la dernière phase du chantier qui consistera à rendre le navire autonome pour naviguer sur les mers du monde.

La fête se prolongera tout au long du week-end avec le festival « *Ville en fête* » auquel participera plus de 25 compagnies.

Tout le monde sur le pont le *Vendredi 6 juillet, vers 19H…*

Une parade nautique de vieux gréements dont le Belem planteront le décor avant la mise à l'eau de la Frégate prévue vers 19H. Une scénographie nocturne à la Corderie Royale, des concerts et des représentations théâtrales viendront clore la fête jusque tard dans la nuit.

Les festivités continueront le 7 au rythme des fanfares, théâtres de rue, déambulations…. Et le dimanche 8 juillet avec un rendez-vous au jardin de la Marine pour un pique-nique géant et un grand bal déjanté.

Pour assister à la mise à flot de l'Hermione sur l'un des 3 secteurs réservés en bordure de Charente, chaque spectateur doit être munis d'un titre d'accès (bracelet individuel numéroté) qui peuvent être commandés en ligne sur ***www.hermione2012.fr.***

41E FESTIVAL DE SAINTES DU 13 AU 21 JUILLET

Cette année, le festival de musique de Saintes fait la part belle au clavecin, aux jeunes ensembles et interprètes. Côté compositeurs, Bach et Schubert seront à l'honneur.

La soirée d'ouverture s'inscrit dans le cadre du festival « *Sites en Scènes* » avec l'Orchestre national Bordeaux Aquitaine et ses 90 musiciens qui donneront un concert gratuit dans les jardins de l'abbaye aux Dames. ***www.festivaldesaintes.org***

79 DEUX-SÈVRES

9e ÉDITION DE *« TERRE DE FESTIVAL »* EN DEUX-SEVRES

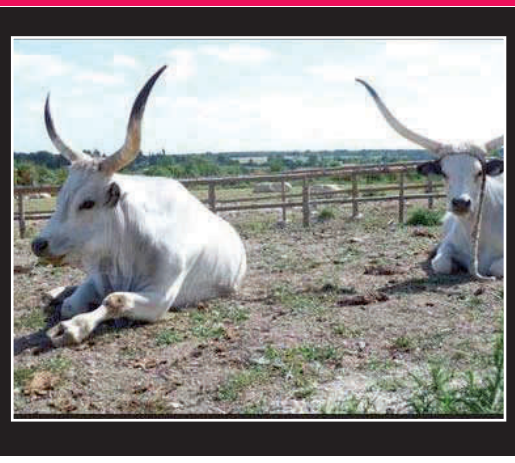
Le label « *Terre de Festival* » a été initié par le Conseil Général des Deux-Sèvres pour mobiliser la création et la diffusion du spectacle vivant tout en faisant découvrir le patrimoine architectural du département.

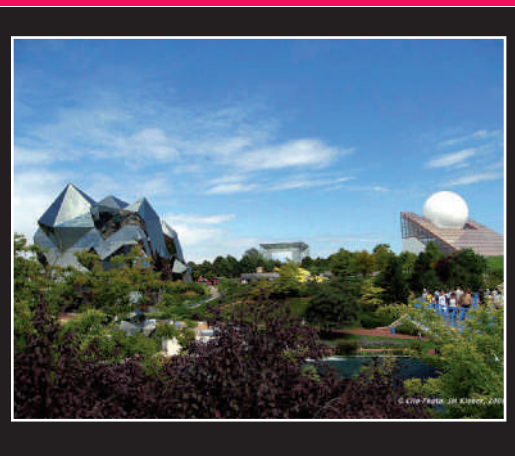
En chiffres, *« Terre de Festival »* regroupe, sur toute l'année, 24 partenaires, 2.000 bénévoles pour 640 spectacles ou activités et 340.000 visiteurs.

LOISIRS ET CULTURE
PÔLES-NATURE
10 SITES NATURELS
SITES EN SCÈNE
Sites en Scène
PALÉOSITE
PALÉ SITE
La Préhistoire comme si vous y étiez !
CITÉ DE L'HUÎTRE
la Cité de l'Huître en Charente-Maritime
Tout un programme ! à découvrir en famille
LÉGENDE DES FORTS
le Mystère de la Légende des Forts
VILLAGES DE PIERRES & D'EAU
TRAIN DES MOUETTES
LE TRAIN DES MOUETTES
En Charente-Maritime,
C'EST L'ÉTÉ DES LOISIRS !
rendez-vous sur charente-maritime.fr
La Charente Maritime "ma préférence"
la Charente Maritime
ouvre de nouveaux horizons
charente-maritime.fr
www.aggelos.fr - Juin 2012 - Visuels : © Sympas / RCPC - Photos © GETZ / C. Bavoux, J.F. Chevereau / J. Lefort / X. Lévy / Trivolo / Cie 1001 Vagues / Fotolia / Getty / Masterfile / Images du film Ao : © 2010 UGC YM - France 2 cinéma photo : Patrick Glaize. Tous droits réservés.

JDP110.indd 35 14/06/12 09:47

LES BONS PLANS DE L'ÉTÉ





Du « *Festival des Jeux* » de Parthenay aux concerts de musique classique à l'abbaye royale de Celles-sur-Belle en passant par les « *Musiques et danses du monde* » à Airvault, le « *Boulevard du Jazz* » à Melle, le festival « *Terres de Danse* » dans le bocage bressuirais ou « *Atouts Arts* » à Thouars tous les bons plans de cette 9ème édition sont disponibles sur ***www.deux-sevres.com***

17 QR CODES TOURISTIQUES A MELLE

L'Office de tourisme de Melle vient d'apposer 17 QR codes sur les principaux monuments et sites touristiques de la ville pour permettre aux possesseurs de smartphones d'accéder à différentes informations.

Le QR code est ce symbole noir et blanc qui se trouve désormais sur diverses publications ou affiches, que l'on peut scanner à partir d'un Smartphone et qui permet d'accéder à une information numérique ou un site internet. Dans le domaine du tourisme, cette technologie permet d'obtenir des compléments d'information via des photos ou des vidéos et permet des interactions plus ludiques.

Ce nouveau dispositif devrait s'étendre à court terme sur l'ensemble des sites du Pays Mellois.

86 VIENNE

LES HEURES VAGABONDES : 14 CONCERTS GRATUITS EN VIENNE

Comme chaque année, le Conseil Général de la Vienne organise les « *Heures vagabondes* », un festival gratuit et itinérant combinant découvertes ou artistes confirmés autour du rock, de la soul, de la chanson française ou de la world music.

Le festival débutera le 6 juillet à Vivonne avec Pierre Perret et se terminera le 15 Août à Latillé avec Johnny Clegg en passant par Sinsemilia à Sévigny-l'Evescault, Michel Jonasz à Couhé ou Alan Stivell aux Trois-Moutiers.

L'ensemble du programme est consultable sur ***www.lesheuresvagabondes.fr***

LE PARC DU FUTUROSCOPE A 25 ANS

Le Parc du Futuroscope a récemment soufflé ses 25 bougies, donnant l'occasion de rappeler les succès du début avec les attractions inédites, les spectacles nocturnes ou les départs du Tour de France mais aussi les doutes, notamment en 2002 où le site affichait 1.200.000 visiteurs contre plus du double cinq ans avant.

Une stratégie de reconquête s'est imposée qui tient en une phrase : « *investir chaque année 10% du chiffre d'affaires pour renouveler 20% des attractions afin d'atteindre 60% de taux de revisite* ». Stratégie gagnante dont « *Arthur, l'aventure 4D* », élue meilleure attraction au monde en 2011, est le symbole.

En 2011 justement, le parc a enregistré 1,8 millions de visiteurs pour un chiffre d'affaires de 89 M€ (contre 87 en 2010) et 9,5 M€ de profits.

Un moteur de développement pour toute l'économie de la Vienne

Le Futuroscope est devenu une locomotive pour la Vienne puisque le Parc d'attractions et la Technopole qui l'entoure font vivre plus de 7.000 emplois dans quelques 230 établissements publics ou privés et héberge 1.500 étudiants.

Le secteur du tourisme qu'il a relancé générerait aujourd'hui 750 M€ de CA, soit 7,1% du PIB du département, et 8.000 emplois directs en haute saison.

De fait, la Vienne accueille désormais 4,5 millions de visiteurs par an, contre de 500.000 à 700.000 au début des années 80.

Le 2ème parc français en terme de fréquentation, derrière Disneyland Paris, est exploité par une société d'économie mixte détenue à 55% par le Conseil Général de la Vienne et à 45% par la Compagnie des Alpes.

DÉFI-PLANET' : PREMIER PARC D'ATTRACTION SUR LE THÈME DE LA PRÉSERVATION DE LA NATURE

Situé à 20 km au sud de Poitiers, près de Fleuré, le parc DéfiPlanet s'étend sur 25 hectares, jouxtant le Domaine de Dienné. Créé il y a tout juste un an, c'est, en France, le premier parc d'attraction à thème sur la préservation de la nature et de la planète. A la fois ludique et pédagogique, le site propose un parcours initiatique (2h30/3h) dans lequel le visiteur est actif (quizz, bornes interactives). La promenade commence avec des films et des panneaux informatifs sur l'état actuel de la planète. Elle se poursuit par la visite de la ferme avicole où, via une bande sonore, les poules et les canards vous expliqueront comment ils vivaient il y a 50 ans, comparé à leur vie et nourriture d'aujourd'hui avec toutes les conséquences sur la santé, le goût et la qualité des aliments.

Le parcours invite ensuite à traverser cinq villages reconstitués montrant les conditions d'habitat et les modes de production d'antan, avec une réflexion sur les effets induits par les évolutions de nos sociétés :

• **le Village poitevin où** « Marie » raconte la transformation du Poitou (arrachage de haies, travaux d'irrigation) avec ses conséquences écologiques.

VOS SÉMINAIRES À LA ROCHELLE
Sur le Vieux Port
au pied des Tours
et en plein cœur de
la ville historique
HÔTEL*** Saint Jean d'Acre
60 chambres, 4 salles de séminaire
dont une avec vue panoramique sur le vieux port,
partenariat avec de nombreux restaurants tout proches,
wifi et point internet gratuits.
4, place de la Chaîne - 17000 La Rochelle
Tél. 05 46 41 73 33 - Fax 05 46 41 10 01
www.hotel-la-rochelle.com
QUALITÉ TOURISME

JDP110.indd 36 14/06/12 09:48

futuroscope

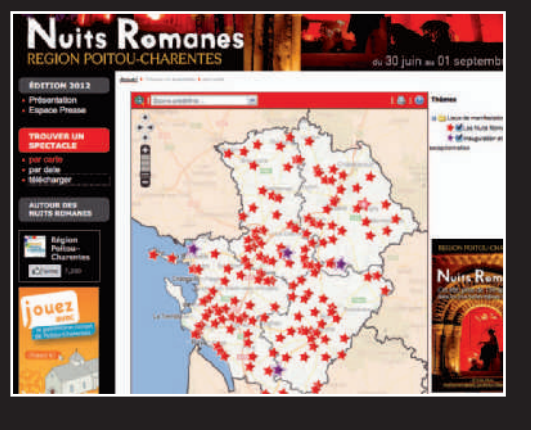
Séjour
49,50€*
Parc + hôtel
+ Spectacle Nocturne

25 ans

© Futuroscope_creation/2011 EuropaCorp-TF1 Films Prod.-Apipoulaï Prod-Avalanche Prod.- BUF-nWave Pictures-LPPM-Studio Ludo-D.LAMING-IMAX Experience-N Hill/Rubberball Prod/Getty Images-A Kiselev-Fotolia-D Sacks/Digital Vision. SA Futuroscope Destination - capital 300 000 € - Parc du Futuroscope, BP 3030, 86130 Jaunay-Clan - RCS Poitiers B 400 857 090 - Immatriculation IM086100013.

futuroscope.com

Prix comprenant 1 jour de visite Spectacle Nocturne inclus + 1 nuit avec petit déjeuner, calculé par personne pour une famille de 2 adultes (2x67€) + 2 enfants de 5 à 16 ans inclus (2x32€) en chambre quadruple à l'Hôtel du Futuroscope 1. Tarifs TTC valables pour la saison 2012, sous réserve de disponibilité, hors frais de gestion et assurance annulation. Consultez le calendrier d'ouverture du Parc sur www.futuroscope.com. Les prix sont déterminés en fonction des conditions économiques en vigueur à la date d'établissement des tarifs et peuvent être révisés, même après la réservation, en cas de variations des redevances et taxes afférentes aux prestations offertes. Conditions générales de vente consultables sur futuroscope.com



• **le village camarguais** où vous découvrirez comment l'homme a transformé la Camargue avec l'industrialisation des marais salants.

• **le village berbère** qui montre que l'avancée du désert est un phénomène aggravé par les conséquences d'activités humaines : réchauffement climatique, déforestation, surpâturage, irrigation intensive...

• **le village hongrois et le village mongol** permettent d'imaginer l'homme vivant encore en harmonie avec la nature.

Pour terminer les 3,5 km de parcours entre air, eau et forêt, un autre monde magique se profile dans les sous-bois mais chut.....

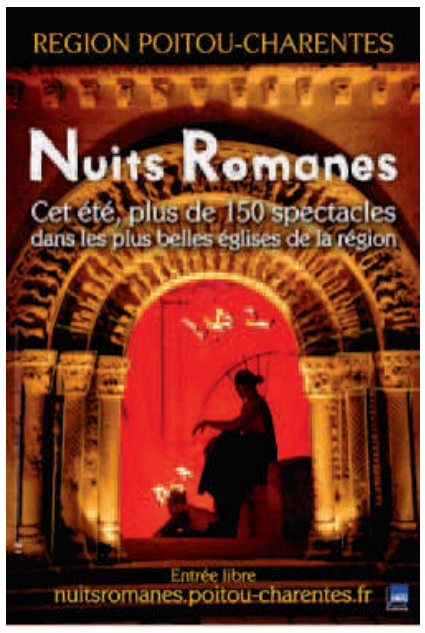
POITOU-CHARENTES

LES NUITS ROMANES DE L'ÉTÉ 2012

Cette année encore, la Région invite au rêve, à la convivialité et à la culture en proposant, durant tout l'été, plus de 156 soirées gratuites pour savourer la richesse du patrimoine roman du Poitou-Charentes. Plus de 2.000 bénévoles et 750 artistes donneront le meilleur d'eux-mêmes pour faire découvrir ou redécouvrir des lieux magiques avec un regard différent. Arts de la rue, arts plastiques, pyrotechnie, musique..... puis temps convivial avec dégustation de produits régionaux rythmeront les soirées.

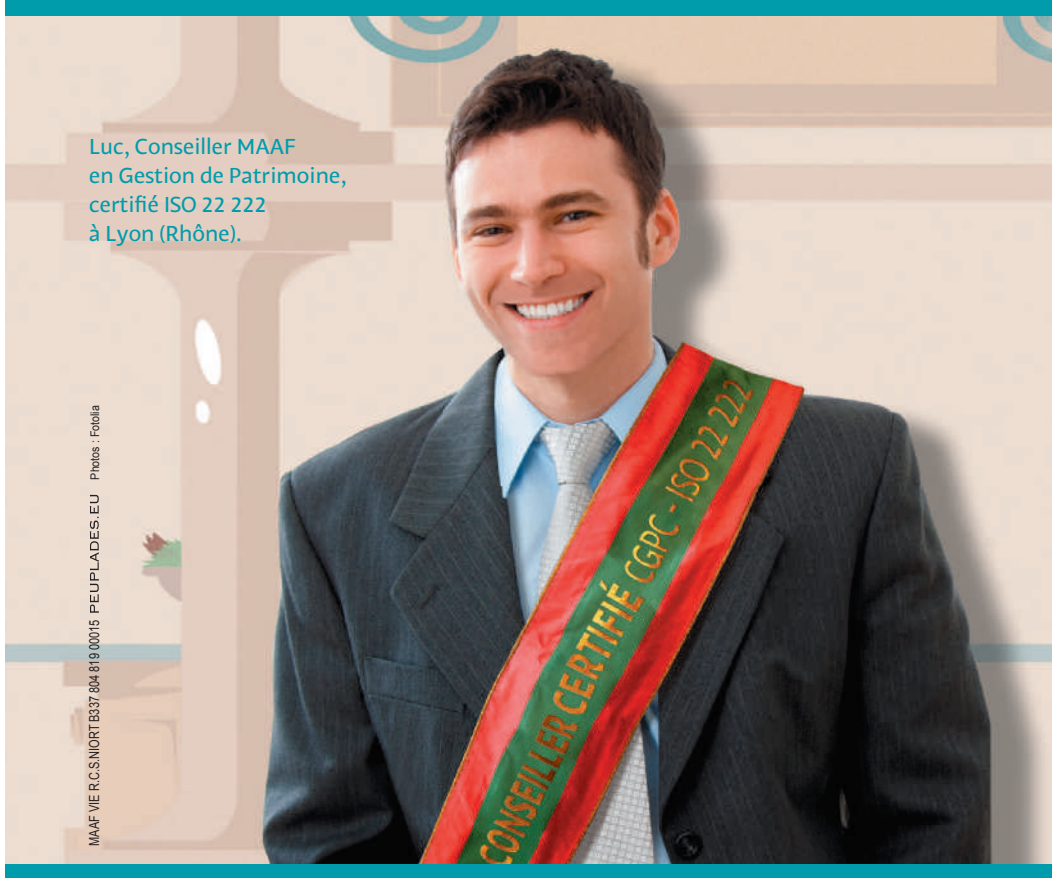
Le festival commencera le 30 juin à l'église Saint-Hilaire de Melle, classée au Patrimoine Mondial de l'Unesco, autour de l'Orchestre des Champs-Elysées et de la Compagnie Transe Express. Il se terminera à Esnandes (17) le 1er septembre.

www.nuitsromanes.poitou-charentes.fr



pescalis
Centre International Nature et Pêche
PRÊTS POUR UNE JOURNÉE DE DÉCOUVERTES ?
10 ans déjà !
Partagez des moments magiques en famille, en couple ou entre amis, sur un domaine de 150 hectares de nature préservée
LE MONDE AQUATIQUE DE PESCALIS :
Un parcours souterrain de 1400 m² d'expositions et d'aquariums, une exploration à ciel ouvert sur le sentier des étangs, à vélo, à pied, en calèche, à cheval ou en véhicule électrique...
Des postes d'observation dans les arbres, des passages à gué, la mini-ferme...
La pratique de toutes les pêches sportives sur une diversité de plans d'eau, avec conseils de guides (initiation ou perfectionnement) et magasin de pêche.
Une station verte de vacances idéalement située au cœur de la région Poitou-Charentes avec hébergement (plus de 400 lits), 3 restaurants et une multitude d'activités.
Un complexe tout en un pour les groupes à la recherche de sorties journées ou week-end originales : location de salles et amphithéâtre, animations groupes (enfants, associations, CE, entreprises...) avec Rallye Nature, Cession Pêche, visite guidée...
Un complexe idéal pour les fêtes de famille, les cousinades, retrouvailles de promos, les séminaires et incentive...
Initiation à la pêche sportive en No Kill
Animations groupes originales et ludiques
Le plus grand aquarium d'eau douce en Poitou-Charentes
Location de salles et amphithéâtre
Station verte de vacances
Pescalis : un espace nature pour tous vos évènements... Une pause détente originale...
Informations au 05 49 72 00 01 / resa@pescalis.com / www.pescalis.com

CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE CERTIFIÉ (CGPC - ISO 22 222)


Luc, Conseiller MAAF en Gestion de Patrimoine, certifié ISO 22 222 à Lyon (Rhône).
CONSEILLER CERTIFIÉ CGPC - ISO 22 222
Photos : Fotolia
MAAF VIE R.C.S.NIORT B337 804 819 00015 PEUPLADES.EU

Votre conseiller financier MAAF est **bien plus qu'un excellent conseiller**

Les Conseillers financiers MAAF sont certifiés ou sont actuellement engagés dans la démarche de certification CGPC - ISO 22 222, la norme française et internationale pour le conseil en gestion de patrimoine. Ainsi ils répondent au plus haut niveau d'exigence en matière de connaissance, d'expérience et d'éthique.

Un vrai gage de qualité, parce que votre argent, votre patrimoine, comme votre confiance ne se placent pas dans n'importe quelles mains.

Pour en savoir plus sur MAAF VIE, ses produits, services et performances, rendez-vous sur www.maaf.fr.

Tous les renseignements sur l'association CGPC et la norme ISO 22 222 sur www.cgpc.fr

PROFESSIONNEL CERTIFIÉ NCERT ISO 22222 — CGPC membre de FPSB

MAAF

la référence qualité prix

JDP110.indd 38 14/06/12 09:48

Petit & Petit

Stratégie / Développement
Dirigeants - Entreprises - Actionnaires

Conseil, accompagnement, pilotage stratégique :

- ➢ Optimisation de performance
- ➢ Stratégie de croissance
- ➢ Fusion – acquisition
- ➢ Négociation bancaire
- ➢ Communication sensible
- ➢ Start-up

M. Petit • 06 50 01 15 33

Petit & Petit • SAS au capital de 10 000 €
RCS 538 160 128 La Rochelle

JDP110.indd 39 14/06/12 09:48

Rendez-vous sur **bonnesaffairesdepro.peugeot.fr**

EXCEPTIONNEL !

jusqu'à -40 %(1) !

BIPPER
HDi 70

PARTNER
HDi 75

EXPERT
HDi 90

BOXER
HDi 100

★ BETC EURO RSCG - Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Paris.

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL (1) Pourcentage de remise, déduction faite d'une remise sur le tarif Peugeot 11D conseillé du 30/05/2011 de 9900€ HT pour l'achat d'un Boxer Confort 330 L1H1 100ch neuf. Offres non cumulables, réservées aux professionnels pour un usage professionnel, hors loueurs et flottes, valables sur véhicules neufs et en stock du 02/05/2012 au 30/06/2012 dans le réseau Peugeot participant.

MOTION & EMOTION

PEUGEOT
PROFESSIONNEL

JDP110.indd 40 14/06/12 09:48